

LE MONDE  
DIMANCHE



4,50 F  
Abonnés: 2 DA; Maroc, 3,00 dr.; Tunisie, 2,00 m.; Algérie, 1,50 DZ; Belgique, 15 m.; Suisse, 28 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA; Danemark, 6,50 kr.; Espagne, 80 pes.; É.-U., 50 c.; G.-B., 45 p.; Grèce, 100 dr.; Italie, 70 p.; Japon, 1.000 L.; Liban, 200 P.; Libye, 0,250 L.; Luxembourg, 27 L.; Norvège, 6,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 60 esc.; Royaume-Uni, 225 F CFA; Suède, 2,75 kr.; Suisse, 1,40 L.; Yougoslavie, 85 d.  
Tarif des abonnements page 3  
5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69272 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

BL

BULLETIN DU JOUR

L'information selon l'UNESCO

La quatrième session extraordinaire de la Conférence générale de l'UNESCO s'est achevée vendredi 3 décembre à Paris par l'adoption d'un « plan de travail » qui était soumis aux délégués des cent cinquante-huit États membres. S'agit-il, comme l'assure le directeur général, M. M'Bow, d'un « tournant » dans la vie de l'Organisation ?

La lourdeur administrative de l'institution, la grandiloquence multilingue des débats, contrastant avec la technicité croissante de certains dossiers ont été mis, cette fois encore, en évidence de façon particulièrement criante. Mais ces défauts ne doivent pas masquer l'essentiel : l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture tente, avec des difficultés inhérentes aux institutions internationales et sur un chemin qui reste encore largement à défricher, de planifier son action et de réfléchir à sa finalité.

Devait-elle se prononcer sur ce qui a fait l'objet des plus vives controverses : un « nouvel ordre mondial de l'information » et de la communication ? Pour la plupart des délégués du tiers-monde, la réponse ne faisait aucun doute : l'épanouissement des cultures passe par un remodelage profond de la communication mondiale. Depuis longtemps déjà, les pays en développement déplorent de dépendre, sur ce terrain-là aussi, de l'Occident. Qu'il s'agisse de l'alimentation de leurs propres journaux en informations par les grandes agences de presse ou de la formation de leurs journalistes (même si certaines tentatives ont déjà commencé à faire évoluer les choses sur ce point, comme l'école de Yaoundé), il revient tout particulièrement à l'UNESCO, estimant ces pays, de dénoncer une certaine « monopole occidental de l'information » et de contribuer à le briser.

Pour les Occidentaux, au contraire, il peut y avoir un risque grave à voir une telle institution s'ériger en juge des moyens d'information. Pour eux, une presse libre et indépendante ne peut accepter d'intervention officielle dans sa façon de « couvrir » l'actualité ou de rapporter des opinions.

En répondant aux différents orateurs qui, dans un sens ou dans l'autre, étaient intervenus lors de la discussion du programme consacré à l'information, M. M'Bow a affirmé : « Tout se passe comme si la communauté internationale était aujourd'hui d'accord sur le diagnostic, mais hésitait devant la mise en œuvre des solutions. » Il devait par la suite adopter un ton moins conciliant qui n'aura pu que raviver les craintes ou les réserves occidentales vis-à-vis de ce programme. L'Union soviétique, de son côté, s'est déclarée favorable d'une manière générale à un contrôle du « comportement des journalistes », afin d'éviter la « transmission d'informations fausses ».

Ce sont là, il est vrai, des termes auxquels le Kremlin ne donne sans doute pas le même sens que la majorité des nations représentées à l'UNESCO. Mais les mots, justement, ne finissent-ils pas par compter davantage que les idées dans ce genre de débat ? On en vient à le croire en constatant, par exemple, que les délégués de l'Iran et de l'Afghanistan ont été les plus virulents à dénoncer le « totalitarisme » et l'« impérialisme » dont les grands moyens d'information occidentaux font preuve, selon eux, vis-à-vis du tiers-monde.

LE CONSEIL EUROPÉEN DE COPENHAGUE

Les Dix souhaitent développer une plate-forme industrielle commune dans les secteurs de pointe

M. Mitterrand, qui souhaitait regagner Paris le plus tôt possible, devait quitter Copenhague ce samedi 4 décembre en fin de matinée dès la conclusion des travaux du conseil européen. Le président de la République a pris son petit déjeuner en compagnie de M. Kohl, qu'il retrouvera mardi, le chancelier ouest-allemand devant venir à Paris à l'occasion d'une réunion des partis démocrates chrétiens européens.

Les travaux du conseil ont été presque exclusivement consacrés aux affaires économiques ; plusieurs participants ont souligné la nécessité de développer une plate-forme industrielle commune des Dix dans les secteurs de pointe. Les questions politiques avaient été examinées vendredi soir. Selon la délégation française, ces conversations ont porté « sur les changements intervenus à la tête de l'Union soviétique et leur influence sur les rapports Est-Ouest et sur les zones sensibles en Europe et en Asie », autrement dit en Pologne et en Afghanistan.

Alors que l'éventuelle adhésion de l'Espagne et du Portugal a été peu discutée et renvoyée au conseil de mars, M. Gorra, vice-président du gouvernement espagnol, a dénoncé vendredi, dans une interview publiée par l'hebdomadaire madrilène *Tempo*, l'attitude « confuse, mesquine et misérable » de la Communauté envers l'Espagne. « Il n'y a plus aucune raison de nous marginaliser systématiquement », a-t-il dit.

De notre envoyé spécial

Copenhague. — Les Européens préfèrent « voir venir » avant de décider de leurs réactions face à l'agressivité commerciale japonaise et aux pressions des États-Unis. C'est ce qui ressort des entretiens, brefs, qu'ont eus vendredi sur ce thème les chefs de gouvernement de la Communauté. C'est à ce prix que la cohésion manifestée par les Dix à Genève lors de la session ministérielle du GATT a pu être maintenue. « On a surmonté les divergences en coupant court à la discussion », commentait un haut fonctionnaire luxembourgeois.

Ces divergences sont apparemment le fait des Allemands qui, plus attentifs que quiconque, ont répété leur credo libre-échangiste traditionnel, ainsi que leur souci d'éviter des heurts avec les États-Unis. Cinq ou six ministres américains, conduits par le secrétaire d'État Shultz, arriveront le 8 décembre à Bruxelles (1). Quelle sera leur attitude, celle de l'attaque, comme à

Genève, ou bien celle de l'accommodement ? PHILIPPE LEMAITRE.  
(Lire la suite page 3.)

(1) M. Shultz, qui participera à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles, aura auparavant visité Bonn. Il poursuivra sa tournée européenne par La Haye, Rome et Paris — où il séjournera les 14 et 15 décembre, — puis, Madrid et Londres.

LES DIFFICULTÉS DU GOUVERNEMENT

M. Mauroy veut combattre le scepticisme et l'inquiétude qu'entraîne sa politique de rigueur

M. Pierre Mauroy s'est rendu, samedi matin 4 décembre, en Lorraine. Il a annoncé, à Pont-à-Mousson, plusieurs mesures en faveur de la sidérurgie (voir en dernière page). Après la bousculade dont il avait été victime à Denain, le samedi précédent, des manifestations avaient été prises en Lorraine. Plusieurs centaines de mètres séparaient les manifestants quelques centaines en fin de matinée — de l'abbaye des Prémonstrés, où le premier ministre a reçu les délégués syndicaux des sidérurgistes.

La présence de M. Mauroy sur le terrain témoigne du caractère symbolique que représente la sidérurgie pour la politique sociale de la gauche. M. François Mitterrand avait d'ailleurs consacré son premier déplacement en province à cette région « sidérurgique », à l'automne 1981.

Elle montre aussi que le pouvoir a conscience des difficultés qu'il éprouve à faire admettre les sacrifices qu'impose sa politique de rigueur et à faire reconnaître les résultats de sa politique économique. Ces difficultés, qui se traduisent par une nouvelle dégradation de l'image du pouvoir dans l'opinion, peuvent inciter les dirigeants socialistes à se démarquer du gouvernement, à l'approche des élections municipales.

« Ils sont nombreux, les gagnants du changement ! » M. Pierre Mauroy a, certes, raison de le penser, si l'on raisonne en termes de pouvoir d'achat des bas salaires, de lutte contre l'inflation, de droits nouveaux des travailleurs. Mais il faut tout de même quelque courage pour le dire — comme il l'a fait à Dreux, — dans la mesure où ce discours s'adresse, par-delà des auditoires locaux qui ne sont pas toujours composés de sidérurgistes mécontents, à l'ensemble des Français. Car ils sont nombreux, aussi, ceux qui se considèrent comme des oubliés du changement.

Nombreux, y compris parmi les délégués de la gauche. Les récents sondages témoignent de ce décalage entre le discours du pouvoir, étayé par la réussite technique de la période du blocage des prix et des salaires, et la manière dont il est reçu par l'opinion publique. Le dernier en date, réalisé par la Sofres pour le compte du *Figaro Magazine* (voir page 10), indique que, pour la première fois depuis son élection, la cote de « confiance » de M. François Mitterrand descend au-dessous de 50 %.

JEAN-YVES LHOMEAU.  
(Lire la suite page 10.)

POINT

Contourner l'obstacle constitutionnel

Jugé contraire à la Constitution, le projet de décentralisation prévoyant de remplacer dans chacun des départements d'outre-mer le conseil général et le conseil régional par une assemblée unique due à la proportionnelle, n'est pas applicable.

Pour le gouvernement, qui avait défendu cette réforme avec beaucoup d'ardeur, il s'agit d'une sévère défaite politique.

Dans les quatre départements concernés (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion), la déception de la gauche est d'autant plus vive que les adversaires des socialistes n'ont pas ménagé la caricature, accusant le pouvoir de faire le jeu des minorités indépendantistes.

Seul à se dégrader ou à s'avancer le pouvoir exécutif ne pouvait pas se borner à prendre acte de la décision des « neuf sages » du Palais-Royal, en relevant au statu quo ante. Il avait trop insisté sur le caractère fondamental de sa réforme, conçue non seulement pour promouvoir, dans ses anciennes colonies, une plus grande participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et pour assurer une représentation plus équitable des courants locaux d'opinion, mais aussi présentée comme la condition sine qua non de toute entreprise de rénovation économique et de progrès social.

Pour tenir l'engagement pris sur ce point par M. François Mitterrand au cours de sa campagne électorale, le gouvernement n'a pas d'autre choix que de remettre son ouvrage sur le métier et d'élaborer un dispositif de rattrapage.

C'est ce qu'il fera dès le prochain conseil des ministres avec l'intention de contourner l'obstacle. Il compte y parvenir en créant dans les DOM, à l'exemple de ce qui existe en Corse, des assemblées régionales dues au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle, et en dotant celles-ci de « pouvoirs élargis ».

Mais la marge de manœuvre du gouvernement est désormais limitée.

(Lire page 20.)

L'Église et la normalisation en Pologne

L'épiscopat demande à la population de garantir l'« ordre nécessaire » au prochain voyage du pape

Réunis en conférence plénière pour la première fois depuis la mise hors la loi de Solidarité, les évêques polonais ont ratifié, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, l'option prise depuis trois semaines par le primate en faveur d'une stabilisation politique.

Le communiqué publié vendredi à l'issue de cette réunion de l'épiscopat se résume en une exhortation à

travailler au « bien commun » en attendant cette visite de Jean-Paul II, à laquelle le pouvoir avait accepté, le 7 novembre, de fixer une date en échange de la condamnation par Mgr Giamp de l'action de la clandestinité. Il faut, est-il dit en conséquence, que « la patrie du pape (...) se prépare spirituellement » à ce pèlerinage et lui « garantisse l'ordre nécessaire ».

De notre correspondant BERNARD GUETTA

ver « ces valeurs humaines et chrétiennes » que sont « la préoccupation de sauver la famille polonaise et l'amour qui s'oppose à toute manifestation de haine ». Derrière l'abstraction des images et du vocabulaire religieux, le propos est clair : il s'agit d'appeler la nation à ne plus manifester son unité dans le refus mais dans l'expression de sa foi en une morale et des valeurs qui ne sont pas celles du régime.

Le droit au syndicat

C'est exactement là — mais beaucoup moins bien formulé — le message que le pape avait lancé à ses compatriotes avec le succès que l'on sait lors de son premier voyage. Aujourd'hui, pourtant, la difficulté pour l'Église est que la période a changé, que la haine s'est installée et que le peuple n'aspire plus à se retrouver — c'est fait — mais à retrouver les libertés entrevues dont il n'est nullement prêt à faire son deuil.

Alors, l'épiscopat — soupçonné à tort ou à raison, mais très unanimement, d'avoir choisi cette politique davantage sous l'influence du primate que sous celle du pape — explique longuement, dans son communi-

qué, que la concertation a été et demeure totale entre les évêques et Jean-Paul II et se montre aussi ferme sur les principes.

Les évêques, est-il dit, « déplorent la dissolution de Solidarité et de Solidarité rurale ; ils ont « le devoir de rappeler la doctrine de l'Église sur les syndicats », qui sont, à ses yeux, « l'un des principaux droits de la personne humaine ». On lit encore que le pouvoir doit « traiter la société en tant que sujet et lui restituer les droits qui lui reviennent » ; que tous les citoyens doivent avoir « la possibilité de prendre part activement et librement aux décisions » ; et que le respect du droit de chaque citoyen à l'intégrité de sa personne, à son mode de travail et à un salaire juste est une question extrêmement importante.

(Lire la suite page 3.)

A L'ACADÉMIE ROYALE DE LONDRES

Naples rouge et noire

A coups d'expositions sensationnelles, l'Italie méridionale se rappelle à l'attention de tous. Dans ce Mezzogiorno où tout est difficile, où l'urbanisation est informelle, et que les séries n'épargnent pas, la célébration du passé prend une signification d'autant plus étonnante qu'il y a toujours eu quelque chose de sombre et de douloureux, même dans la pompe officielle et l'éclat d'un « âge d'or ».

On l'a vu avec le panorama du dix-huitième siècle — l'époque des Bourbons — présenté à travers quatre ou cinq expositions consécutives en 1979-1980, à Naples même. L'âge précédent, le dix-septième siècle, offre un spectacle beaucoup plus saisissant. C'est l'époque des vices-rois espagnols ; un régime dur et hautain, un monde épris, plein de richesses et de prières. Dans la ville du Vésuve déjà pittoresque se multiplient les événements dramatiques : 1631, l'éruption ; 1647, la révolte populaire ; 1656, la peste...

L'actuelle exposition de Londres jette un jour terrible sur ce siècle oublié, scandé par des maux et des terreur obscurs. Concentrée sur les peintures avec plus de cent soixante tableaux et de grandes toiles, elle ne met guère à l'aise qui ne peut s'écarter aux « ciennas de l'horreur ». Comme le veut son sous-titre : « De Caravage à Giordano », elle fait remarquablement toucher du doigt à travers un matériel peu connu les grandes forces qui dans ce siècle de passions épaisses emportaient la peinture.

On ne s'attend guère à un tel voilement du goût. La rencontre et la fusion de deux données qui sont l'une spécifiquement féminine : la peinture sombre, toute poétique, l'autre thématique : la mort et la violence, créent un climat très étrange.

ANDRÉ CHASTEL.  
(Lire la suite page 13.)

**Céréssole**  
JOAILLIER-HORLOGER  
16 RUE ROYALE, PARIS 8, TEL: 260 2177

présente la collection complète **ROLEX Oyster.**

**ROLEX**  
GENÈVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

**M. PIERRE MAUROY**  
invité du « Grand Jury  
R.T.L. - « Le Monde »

M. Pierre Mauroy sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - Le Monde », dimanche 5 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le premier ministre, qui, après un voyage en Lorraine, samedi, se rendra à Lille avant de regagner Paris, répondra en direct aux questions d'André Passeron et Alain Rollat du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et Jean-Yves Hoffinger de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Salout.

مكتبة الامم المتحدة



# Le président demandera au Congrès de prolonger l'aide militaire au Salvador

San-José de Costa-Rica. - Le voyage de M. Reagan en Amérique latine s'achève par un véritable marathon. Parti de Brasilia vendredi 3 décembre, le président des Etats-Unis a d'abord passé quelques heures à Bogota (Colombie).

Puis il s'est envolé pour San-José (Costa-Rica) où il a rencontré les dirigeants de ce pays et le président du Salvador, M. Alvaro Magana. Nouvelle étape ce samedi après-midi : l'aéroport de San-

Pedro-Sula au Honduras où il doit s'entretenir avec le président hondurien, M. Roberto Corfura, et le président du Guatemala, le général Rios Montt.

Endettée et menacée par le terrorisme, la petite république du Costa-Rica a accueilli M. Reagan un peu comme un sauveur. Réception chaleureuse, quasi familiale, à l'aéroport avec des dizaines d'enfants, ravis d'applaudir et d'agiter de petits drapeaux.

Mais l'intérêt s'est vite déplacé vers M. Magana, président du Salvador, qui a passé quarante-cinq minutes avec M. Reagan.

A l'issue de cet « échange de vues cordial », le président américain a fait savoir qu'il demanderait au Congrès le prolongement de l'aide militaire au Salvador (crédits pour la fourniture d'armes, présence officielle d'une cinquantaine de conseillers sur le terrain et entraînement d'officiers aux Etats-Unis). Pour cela, il lui faut affirmer devant le

Congrès, avant le 1<sup>er</sup> janvier, que le gouvernement de M. Magana a accompli des progrès significatifs dans la démocratisation, la défense des droits de l'homme et la réforme agraire. M. Reagan est convaincu de ces progrès.

Il a exprimé vendredi son « ferme soutien aux efforts entrepris » par le gouvernement salvadorien, notamment pour « réduire le nombre de morts causés par la violence, malgré l'opposition des forces anti-démocratiques ». - R.S.

## En Colombie, M. Betancur a réclamé une alliance « sans dépendance et sans exclusion »

Bogota. - Les sept heures passées par M. Reagan en Colombie, vendredi 3 décembre, ont été plus tendues que prévu, la crainte de manifestations et la phobie de l'attentat ayant transformé le centre de Bogota en camp retranché. Mais la tension s'est surtout manifestée dans les discours officiels. Le président Betancur n'a pas caché ses divergences avec Washington sur l'Amérique centrale et les rapports internationaux, obligeant M. Reagan - surpris et furieux - à remanier le texte de sa propre intervention.

La route de l'aéroport était gardée par de nombreux militaires équipés d'automitralleuses. C'est pourtant par hélicoptère que le président des Etats-Unis et sa suite devaient arriver sur la place Bolívar pour participer à une brève cérémonie. Une place splendide, de style colonial, mais complètement déserte pour des raisons de sécurité. Des dizaines de policiers avaient pris position sur les toits et les balcons, tandis que la foule était repoussée dans les rues attenantes.

Quatre hélicoptères des marines se sont posés successivement sur la place, faisant s'envoler à chaque fois une nuée de pigeons. Le cinquième était le bon : on a vu s'avancer vers lui la célèbre voiture blindée noire. Le président américain s'y est enfoncé aussitôt pour parcourir les 15 mètres qui le séparaient de la statue de Simon Bolívar.

Des sifflets et quelques « fuera » (dehors) ont été entendus lorsque M. Reagan s'est avancé vers la statue pour y déposer une couronne de roses. Plus encore que ces protesta-

De notre envoyé spécial

tions éloignées, c'est le caractère figé et silencieux de cette place en état de siège qui créait un malaise.

Le président colombien s'est adressé à M. Reagan avec une fermeté peu courante : « Vous visitez l'Amérique latine qui connaît sa pire crise économique en cinquante ans (...) tandis que ce monde fou dépense 1 million de dollars par minute en armes meurtrières. Pour combattre la crise, M. Betancur réclame « une nouvelle alliance sociale », comme celle qu'avait lancée John Kennedy dans les années 60. Mais une alliance « sans aucune forme de dépendance » et « plus encore - sans aucune - exclusion ». Cela veut dire clairement que Cuba et le Nicaragua ne devraient pas en être écartés.

« Je suis venu pour apprendre »

« La paix, a ajouté M. Betancur, ne peut être atteinte ni par pression ni par isolement, mais par une assistance sans discrimination et un dialogue ouvert. » Et d'affirmer, pour couronner le tout, que la Colombie devait « adopter la philosophie du non-alignement à l'égard de toute puissance, pour trouver sa propre identité ». M. Reagan a choisi d'écouter cet itinéraire diplomatique, malgré l'amertume qui se lisait sur son visage, d'ordinaire si souriant. Il a été contraint de préciser : « Je ne suis pas venu imposer un quelconque plan pré-établi. Je suis venu ici pour écouter et appren-

dre. Paroles étonnantes dans la bouche d'un président des Etats-Unis visitant une république d'Amérique latine. Signe des temps ?

« Vous avez parlé franchement, a-t-il déclaré à son interlocuteur, laissez-moi faire de même. » Affirmation parmi d'autres : « Nos voisins d'Amérique centrale sont en plein désordre. Ils sont menacés par une crise économique dévastatrice, et par des insurrections locales soutenues par des pays étrangers qui ne veulent pas que les républiques d'Amérique réussissent. »

Répétant aux critiques, M. Reagan a longuement rappelé le « plan de développement des Caraïbes », lancé récemment par les Etats-Unis et auquel la Colombie est associée. Il a assuré son interlocuteur que des mesures seraient prises pour que la Banque interaméricaine de développement (BID) poursuive son assis-

Dans la conversation privée qui a suivi, M. Reagan s'est déclaré d'accord pour accueillir Cuba dans l'Organisation des Etats américains, mais à condition que le pays de M. Castro... « rompe ses liens avec l'Union soviétique et cesse d'être un satellite ». Et à propos du Nicaragua : « Nous ne cherchons pas à l'isoler. C'est lui qui s'isole en agissant de cette manière. » Washington est passé du rôle d'accusé à celui d'accusateur dans un autre domaine : le trafic de drogue. C'est de Colombie, en effet, que provient la plus grande part de cocaïne qui est consommée aux Etats-Unis.

ROBERT SOLÉ.

## Au Salvador, la guérilla continue de marquer des points

De notre correspondant

collabore maintenant avec la démocratie chrétienne et le Parti d'action démocratique. Cette nouvelle alliance, qui regroupe trente voix sur soixante, envisage un changement de président ou de vice-président de l'Assemblée constituante.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Hinton, excédé par la protection accordée à deux officiers accusés du meurtre de deux conseillers civils américains, a laissé entendre que l'assistance militaire des Etats-Unis pourrait être remise en cause si aucune amélioration dans le respect des droits de l'homme n'était constatée en janvier prochain (le Monde du 17 novembre). Les réactions les plus violentes à cette prise de position sont venues du secteur privé. Or le mécontentement de certains patrons favorables à l'extrême droite est de plus en plus manifeste. Les producteurs de café reprochent au gouvernement de poursuivre « la politique de discrimination à l'égard de l'entreprise privée menée précédemment par la démocratie chrétienne ».

Une certaine agitation sociale a fait son apparition dans la capitale. Des fonctionnaires revendiquent des augmentations de salaires et sont allés jusqu'à faire la grève des bras croisés. L'évolution la plus significative est celle de la hiérarchie catholique qui s'est prononcée pour une solution négociée du conflit.

Le Front démocratique et révolutionnaire (F.D.R.), a lancé à Mexico, le 26 octobre, de nouvelles proposi-

tions de paix. Il a ainsi pris de court le président salvadorien Magana qui s'apprêtait, semble-t-il, à lancer une initiative impliquant le dépôt préalable des armes par la guérilla. L'extrême droite s'est opposée à toute discussion alors que la démocratie chrétienne et Action démocratique prenaient position en faveur du dialogue et d'une solution négociée. La démocratie chrétienne voulait même ouvrir un débat à l'Assemblée sur la proposition du F.D.R., mais l'Arena s'y est opposée.

L'opposition entre le général Garcia, ministre de la défense, et le major d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante, est du domaine public. Ce dernier avait tenté d'obtenir un vote majoritaire des officiers contre le général, cherchant ainsi une sorte de « coup d'Etat démocratique », de type de celui qui avait éliminé le colonel Magana. En réponse, le ministre a chargé d'affectation sept officiers supérieurs dotés de commandements importants et quelques autres de moindre rang.

Dans ces conditions, l'intervention progressive des forces armées honduriennes (de la zone de la frontière), comme l'a reconnu Tegucigalpa, ou directement contre le territoire salvadorien, comme le prétend le F.L.M.N., est un début de régionalisation alors que les insurgés continuent à marquer des points face à des adversaires divisés, et qui se refusent à chercher une solution politique.

FRANCIS PISANI.

### Etats-Unis

#### WASHINGTON CONFIRME LA DÉSERTION D'UN DIPLOMATE ROUMAIN

Los Angeles (A.F.P.). - Un diplomate roumain en poste aux Etats-Unis, M. Napoléon Fodor, est interrogé par le F.B.I. sur les méthodes de collecte de renseignements employées par les pays de l'Est. écrit, vendredi 3 décembre, le Los Angeles Times. M. Fodor, qui dirigeait, depuis onze ans, la mission commerciale roumaine à Washington, a fait défaut il y a six mois, mais la nouvelle n'avait pas été annoncée officiellement de peur de représailles contre sa famille restée en Roumanie, précise le quotidien, qui ajoute que M. Fodor se cache « quelque part sur la côte ouest ».

M. Patrick Hillings, un avocat qui représente le diplomate, a confirmé que M. Fodor avait quitté son poste et était interrogé par le F.B.I. Selon le quotidien, qui cite des responsables américains non identifiés, M. Fodor dispose vraisemblablement de pas ses fonctions, d'informations sur les activités d'espionnage menées par des diplomates des pays de l'Est. A l'ambassade de Roumanie à Washington, on indique que M. Fodor est en congé.

■ Possible candidature de M. McGovern en 1984. - L'ancien sénateur démocrate a indiqué vendredi 3 décembre à Detroit (Michigan) qu'il envisageait de se présenter à l'élection présidentielle de 1984. Quelques jours après la décision de M. Edward Kennedy de ne pas briguer l'investiture démocrate, M. McGovern fait ainsi savoir à son propre parti qu'il est disponible. M. George McGovern, qui avait été largement battu par M. Nixon lors de l'élection présidentielle de 1972, a d'autre part perdu en 1980 son siège de sénateur du Dakota du Sud. - (A.F.P.)

### Le Conseil des Eglises nord-américaines demande à Washington et à Ottawa de suspendre toute aide au Guatemala

De notre correspondante

New-York. - Les droits de l'homme ne sont pas plus respectés par le nouveau gouvernement du Guatemala, celui du président Rios Montt, que par celui de son prédécesseur. Telle est la conclusion de l'enquête que quatre représentants du Conseil national des Eglises américaines et canadiennes viennent de mener pendant une semaine, en novembre, dans le département de Chimalteango, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale guatémaltèque.

Réalisée sur l'invitation du général Rios Montt, qui faisait elle-même suite à un télégramme de protestation du conseil après les rumeurs de massacres de populations indiennes (le Monde du 24 novembre), l'enquête fait état de plusieurs dizaines d'assassinats perpétrés par l'armée, notamment à Santa-Anita-Las-Canoas, San-José-Poquill, Huehuetenango, Cuicco, San-Martin-Jilotepeque. En outre, divers témoignages confirment le massacre de deux cents personnes, en juillet, dans la région du Quiché.

Le rapport du Conseil national des Eglises se termine par ces conclusions : « L'armée guatémaltèque procède à des exécutions, souvent publiques, de villageois soupçonnés d'aider la guérilla et qui sont désignés par des informateurs masqués. Les victimes sont enterrées dans des fosses communes sans service religieux. »

Dans l'espoir de terroriser les populations, les militaires torturent et tuent, souvent publiquement, des hommes et des femmes qu'ils ont choisis au hasard. Sous peine de mort ou sous menace de supprimer tout ravitaillement au village, ils for-

ment des patrouilles civiles qu'ils arment légèrement et qu'ils forcent à harceler la guérilla. L'armée a contraint de nombreuses familles des zones menacées à se regrouper dans des « villages modèles » contrôlés par les militaires. Dans certaines zones, l'armée interdit aux prêtres catholiques de poursuivre leur ministère. Le gouvernement guatémaltèque paraît suspecter systématiquement les militants religieux ou laïcs, de l'Eglise romaine, tandis qu'il favorise les entreprises des missions protestantes. Plusieurs de celles-ci se sont faites les propagandistes du régime du général Rios Montt.

Les rumeurs selon lesquelles la situation se serait « améliorée » depuis l'arrivée au pouvoir du général Montt sont dues, selon les enquêteurs, au fait que la plupart des témoins ne quittent pas la capitale qui est, en effet, plus calme.

Les représentants du Conseil national des Eglises indiquent que les officiers qui s'étaient rendus coupables de violations des droits de l'homme sous la présidence du général Lucas Garcia n'ont pas été châtiés. Ils soulignent que l'opposition armée au gouvernement, même si elle reçoit une aide extérieure, est essentiellement guatémaltèque : les officiers qu'ils ont interrogés ont déclaré n'avoir jamais trouvé de Cubains parmi les guérilleros ni de capturés. Les enquêteurs s'interrogent, d'autre part, des profonds préjugés raciaux qu'ils ont trouvés contre les Guatémaltèques d'origine indienne et redoutent que l'un des objets de la répression actuellement menée dans les campagnes ne soit l'indianisme de la population et de la culture indienne. Dans la perspective de la rencontre du président Reagan avec le général Rios Montt, le Conseil national des Eglises lance un appel aux gouvernements américain et canadien pour qu'ils cessent immédiatement toute aide militaire au Guatemala et qu'ils suspendent toute aide économique jusqu'à ce que le respect des droits de l'homme soit rétabli. Ils demandent aussi que Washington et Ottawa incitent d'autres gouvernements à les imiter.

NICOLE BERNHEIM.

### Cuba

■ QUATRE MEMBRES DE LA FAMILLE DU POÈTE CUBAIN Armando Valladares, récemment libéré grâce à une intervention personnelle de M. Mitterrand, devraient quitter définitivement Cuba lundi 6 décembre, croit-on savoir à La Havane de source sûre, mais non officielle. Ces quatre personnes, la mère, la sœur, le beau-frère et la belle-mère d'Armando Valladares

devaient initialement quitter Cuba jeudi dernier, mais ont dû retarder leur voyage, a-t-on précisé de même source. Selon Valladares, des fonctionnaires du service d'émigration cubain se sont récemment rendus au domicile de la mère du poète à La Havane et lui ont annoncé, sans explications, qu'elle ne pouvait pas voyager. - (A.F.P.)

### Pérou

#### Les guérilleros du Sentier lumineux font la loi dans la province d'Ayacucho

Correspondance

Lima. - Les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux, sont parvenus à constituer de véritables bases dans les trois départements les plus pauvres et les plus isolés de la province d'Ayacucho, ainsi que l'ont affirmé au Parlement deux députés représentants cette région ?

Dans une vingtaine de villages, disséminés au long du fleuve Pampas, des drapeaux rouges, frappés du marteau et de la faucille, ondoient depuis le clocher de l'église ou le toit de la mairie. Depuis des mois, les agents de police ont abandonné leur poste pour se retrancher dans les agglomérations plus grandes. Peu nombreux, mal équipés, et entraînés pour faire respecter l'ordre en temps de paix, ils étaient sans défense face aux assauts répétés de dizaines de guérilleros, armés de mitraillettes et maniant la dynamite.

Les gouverneurs, les maires, les juges ont également battu en retraite depuis que Sentier lumineux s'est lancé dans une campagne d'intimidation face aux autorités, et de représailles face aux détracteurs. Des familles entières de petits commerçants, de petits paysans ou de soldats collaborateurs de la police, sont l'objet de menaces. Campagne meurtrière puisque vingt et un civils ont été fusillés en novembre après des parodies de jugements populaires tenus sur les places. Un écriteau posé sur le cadavre justifie invariablement le crime : « Ainsi meurent les traitres et les mouchards » ou « tué pour avoir trahi le peuple ».

Un des leaders de l'organisation maoïste, incarcéré dans l'île du Fronton, légitime ainsi ces exécutions sommaires : « C'est juste, correct et nécessaire. Nous sommes en révolution. Ceux qui vont à contre-courant doivent être écartés comme de vulgaires insectes. » (Ces manifestations de fanatisme ont valu aux guérilleros le qualificatif de « pot-potiers »). Complicité muette ou terreur justifiée, la population assiste, indifférente, à ces règlements de comptes.

Dans ces « territoires libérés », situés à quelques 500 kilomètres de la capitale, les guérilleros ne se conten-

tent pas d'administrer leur justice. Ils participent aux travaux agricoles, prennent part aux fêtes, et se gagnent les bonnes grâces des villageois en leur répartissant les denrées et parfois même le gros bétail qu'ils exproprient. Si l'on en croit certains correspondants de presse, les autorités communales de Hualla, Caya et Huambo auraient même accepté de centrer toutes les activités locales sur l'appui de la guérilla, pour convertir ces hameaux en bases logistiques pour la guerre populaire : selon les plans de Sentier lumineux, les premières colonnes militaires à l'assaut des grandes villes à partir de 1984. Jusqu'à présent, et depuis huit ans que cette organisation fait parler d'elle, ses plans ont été appliqués aussi scrupuleusement que possible.

Dans l'ensemble du pays, Sentier lumineux a perdu la bataille. Mais à Ayacucho, malgré l'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles dans six départements, ce sont les mille deux cents policiers qui ont été mis en déroute et sont démoralisés. Fatigués de lutter contre un ennemi sans visage, qui attaque par surprise puis se replie, contre une milice insaisissable qui troque la dynamite pour la bêche, contre une population longtemps abandonnée à elle-même, et convaincue aujourd'hui qu'elle n'a plus rien à perdre.

La saison des pluies a commencé tôt cette année dans les Andes, rendant plus difficile encore la tâche des patrouilles, au moment même où l'activité des terroristes risque de redoubler, dans quinze jours commencent les grandes vacances des lycéens, et certains d'entre eux sont « sendéristes ». Ils n'ont pas craint de l'afficher, en septembre, au cours de l'enterrement d'Edith Lagos, une dirigeante de la guérilla, tuée alors qu'elle n'avait pas encore vingt ans, lançant face à la police des « vivats » à la lutte armée.

Si la police ne peut venir à bout des insurgés, n'est-il pas temps de faire appel aux forces armées ?

C'est une question qui se pose depuis plus d'un an, mais le président Fernando Belaunde est réticent car il craint que l'armée n'en profite pour faire de nouveau irruption sur la scène politique. Sans doute, aussi, pour éviter une répression trop sanglante, le souvenir de 1965, pendant le premier mandat de l'actuel chef de l'Etat, est encore cuisant.

M. Belaunde a cependant annoncé que la participation de l'armée allait « être élargie », tout en excluant une intervention directe sur le terrain. Mais cet appui logistique sera-t-il suffisant ?

NICOLE BONNET.

### Brésil

#### LE TRIBUNAL SUPRÊME DE BRASILIA RÉDUIT LES PEINES DE PRISON DE DEUX PRÊTRES FRANÇAIS

Brasilia (A.F.P.). - Le tribunal militaire suprême de Brasilia a maintenu, vendredi 3 décembre, l'accusation de « subversion » portée contre deux prêtres français, les Pères Aristide Camilo et François Gourio, mais a réduit leurs peines de prison. Celle prononcée contre le Père Camilo a été ramenée de quinze ans à dix ans, et celle du Père Gourio de dix ans à huit ans.

Les deux prêtres ont été arrêtés en août 1981, après que le gouvernement les eut accusés d'avoir incité des paysans de l'Amazonie à s'emparer par la force des terres. Il a été reproché aux prêtres d'avoir encouragé une attaque lancée par des squatters, au cours de laquelle un employé de ranch a été tué et plusieurs policiers fédéraux blessés. Les deux prêtres ont toujours affirmé leur innocence.

Trois paysans ont été arrêtés avec les deux Français et déclarés coupables de « complicité » dans l'attaque. Le tribunal militaire suprême n'a pas réduit leurs peines.



## DIPLOMATIE

### LE CONSEIL EUROPÉEN DE COPENHAGUE

#### Les Dix veulent développer une plate-forme industrielle commune dans les secteurs de pointe

(Suite de la première page.)

L'attitude attendue, qui n'est assurément pas la plus audacieuse, devrait en tout cas laisser une marge de manœuvre à la Commission européenne, qui sera, le 10 décembre, l'interlocuteur des Américains.

Plusieurs voix se sont élevées au sein du conseil — celles de M. Mitterrand et de M. Thatcher en particulier — pour réclamer, au nom de la survie, une meilleure défense de l'industrie européenne.

Les premiers visés pourraient être les Japonais : les propos du premier ministre britannique, favorable à la conclusion d'accords d'autolimitation des exportations avec le Japon, ainsi que, le cas échéant, avec certains des « nouveaux pays industrialisés », ceux, très nets, du président de la République française sur la nécessité de « reconquérir le marché intérieur de la Communauté » et de favoriser « la création d'un système préférentiel protégé contre les excès des autres grands groupes commerciaux », ne peuvent que renforcer la Commission dans son intention de proposer, courant décembre, la né-

gociation avec Tokyo d'accords d'autolimitation dans les secteurs les plus sensibles.

M. Thorn, président de la Commission, a expliqué qu'une politique commerciale active vis-à-vis de l'extérieur n'a de sens que si elle vient en complément d'une double action. La première vise à renforcer le marché intérieur de la C.E.E., à éliminer les cloisonnements nationaux ou au moins à empêcher qu'il n'en surgisse de nouveaux. La seconde cherchant, grâce à une politique d'investissements soutenue, à créer une plate-forme industrielle commune dans des secteurs de pointe tels que l'aéronautique, l'électronique et les télécommunications.

Faisant référence à une étude de la Commission sur le secteur des technologies de pointe, M. Thorn a affirmé : « Si les petits champions nationaux insuffisamment combattifs faisaient place à quelques groupes industriels européens et performants, l'industrie européenne pourrait créer d'ici 1990 près d'un million d'emplois supplémentaires par rapport à ceux qu'elle serait en

mesure de créer dans son état actuel de sous-dimensionnement. »

De telles orientations sont proches de celles soutenues par M. Mitterrand, qui a mis en garde contre toute réaction protectionniste à l'intérieur de la Communauté. Paris, qui n'a pas de renouveau à recevoir de ceux qui ont le plus fort (nouvelle allusion aux critiques de M. Lambsdorff, le ministre allemand de l'économie), est prêt à accomplir les efforts nécessaires pour éliminer les entraves aux échanges intracommunautaires, à la condition, bien sûr, que ses partenaires agissent dans le même sens, tel est le message du côté français.

#### Limiter l'usage du dollar

Les chefs de gouvernement ont été d'accord avec M. Ortoli, vice-président de la Commission chargée des affaires économiques, pour estimer que le renouveau industriel européen exige une coopération monétaire accrue et un effort massif d'investissement. « Le système monétaire européen (S.M.E.) est aujourd'hui l'un des fondements de la C.E.E. ; il faut absolument le préserver », a commenté M. Mitterrand. Des propositions relativement modestes, visant à améliorer le fonctionnement du S.M.E., sont depuis des mois en panne en raison des réticences allemandes. La Commission souhaite évidemment que ces réticences soient levées. M. Ortoli a également avancé le projet plus ambitieux de « limiter l'usage du dollar à ce qui est nécessaire à nos besoins ». Le commerce de la Communauté est facturé pour 40 % en dollars. La Commission propose que c'est trop ; réduire cette proportion permettrait d'atténuer les inconvénients liés aux fortes fluctuations de la monnaie américaine.

La Communauté peut contribuer à stimuler les investissements. M. Ortoli, appuyé notamment par M. Mitterrand, a demandé que le conseil, confirmant l'orientation de principe prise par les chefs de gouvernement voici un an, autorise Bruxelles à accroître les moyens du NIC (nouvel instrument communautaire). Il s'agirait d'emprunter une nouvelle tranche de 3 milliards d'ECU (1 ECU = 6,60 F environ) sur le marché international, puis de répartir cet argent aux entreprises pour stimuler l'investissement. Les opérations du NIC ont jusqu'ici porté sur 2 milliards de dollars.

#### Le dossier de l'élargissement renvoyé à mars

M. Vauzelle, le porte-parole de l'Elysée, a observé une certaine concordance de vues entre MM. Mitterrand et Kohl sur trois points : le chancelier fédéral, a-t-il remarqué, a reconnu la nécessité d'intensifier la lutte contre le chômage, de renforcer le S.M.E. et de stimuler activement l'investissement. Interrogé sur ce commentaire, le porte-parole allemand a estimé que c'était des points de vue très largement partagés par les chefs de gouvernement et a ajouté qu'il n'avait pas distingué de concordance particulières entre la France et la R.F.A.

### DE PASSAGE A BREST

#### L'amiral Woodward craint que l'Angleterre ne sache pas tirer les leçons du conflit des Malouines

De notre correspondant

Brest. — Je ne me sens pas un héros, j'ai fait ce qui m'était dû, commande de faire. L'contre-amiral Woodward, cinquante ans, surnommé « le vainqueur des Malouines », qui a hissé sa marque sur la porte-avions *Hermès*, repart ce samedi 4 décembre l'Angleterre après une escale de quatre jours à Brest.

Pendant une demi-heure à bord du navire, dont la proue s'orne d'un trempin caractéristique pour les mouvements de ses avions *Harrier*, l'écoulement vertical. L'amiral Woodward a expliqué ce qui fut la guerre des îles Falkland, les forces aéronavales britanniques placées sous ses ordres. « Notre objectif, a-t-il dit aux journalistes, était d'intimider les Argentins par une manœuvre psychologique pour les inciter à négocier. C'est pourquoi un de nos sous-marins nucléaires d'attaque a coulé le vieux croiseur *Belgrano*. Notre décision s'est révélée efficace. Par la suite, toute la flotte argentine est restée au port. Ainsi, nous n'avons jamais eu à faire face à une attaque combinée aérienne. Autrement, cela aurait été plus difficile pour nous. »

Au cours des diverses rencontres organisées à leur intention, les marins anglais ont dû se laisser aller à des confidences, écoutées, bien sûr, avec beaucoup d'attention. Leur amiral a simplement précisé que le brouillard avait beaucoup plus gêné les opérations aériennes, à partir de ses navires, que l'état de la mer lui-même. Il a insisté sur l'intérêt pour les marines de guerre de disposer de

tout l'éventail des matériels, du porte-avions sophistiqué à la vulgaire barge de débarquement. « Une loi-programme est attendue pour la fin de l'année en Angleterre. Mais je crains fort qu'elle ne tienne pas compte des enseignements du conflit des Malouines », a-t-il fait remarquer. Parlant des aviateurs argentins, l'amiral a souligné avoir eu affaire « à de vrais professionnels ».

Quant aux missiles air-mer AM-39 *Exocet*, dont certains exemplaires vendus aux Argentins par la France ont atteint des navires britanniques, l'amiral Woodward a rappelé que son pays en avait acheté. En tout cas, pour certains marins anglais, le nom du missile est devenu un véritable cri de guerre. Ils l'ont poussé pour se livrer à quelques déprédations et excentricités dans les rues de Brest. Les marins de tous pays ont leur manière de partir en bordée. Les Falkland ont permis aux Anglais d'innover dans ce domaine... J. de R.

Coopération militaire franco-malgache. — Paris a accepté de fournir du matériel radio, des munitions et des véhicules à l'armée et à la gendarmerie malgaches, à la suite d'une mission de trois jours d'une délégation militaire française conduite par le général de division Gillard, responsable de la coopération militaire auprès du ministre délégué au développement et à la coopération. — (A.F.P., Reuters.)

### CORRESPONDANCE

#### Des Exocet contre les Anglais

M. Xavier de Boëry nous écrit : « Nous ne laisserons pas *Strasbourg* à la portée des canons allemands », déclarait-on sous la III<sup>e</sup> République. La suite nous est malheureusement connue.

Aujourd'hui, nous avons fait des progrès, semble-t-il, puisque nous livrons à nouveau aux adversaires d'une démocratie amie ces canons modernes que sont les missiles *Exocet*, leurs « vecteurs », les services de ces conseillers techniques qui les accompagnent, peut-être.

Bien sûr, une défense nationale exige de l'argent, une force nucléaire, des sacrifices... Mais n'en déplaise à l'orgueil du coq gaulois, l'histoire du siècle écoulé montre que, dans ce domaine, une France seule, sans alliés, est bien faible. Est-ce conforter notre politique d'alliance que de reprendre la fourniture de ces armes au profit de la junte d'Amérique du Sud ?

Quelle confiance accorder à notre pays lorsque cette décision est prise quelques jours après la visite du premier ministre anglais et l'abstention de la France à l'ONU sur la résolution de l'Argentine ? Est-il digne d'en décider ainsi alors que la presse nous montre les photographies du rapatriement en Angleterre des corps des victimes du conflit du printemps dernier ?

Souvenons-nous qu'il y a quarante ans, en novembre 1942, un autre dé-

barquement, d'Anglais notamment, en Afrique du Nord, a permis à certains Français de reprendre le combat pour participer à la libération du sol national.

Un mot encore : qu'aurait pensé de tout cela le président Mendès France qui fut résistant et aviateur de la RAF ?

Le cargo militaire argentin *Cabo de Hornos* a chargé, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, dans l'arrière-port de Saint-Nazaire, quatre avions de combat Super-Éclair et 50 tonnes d'armements (parmi lesquels dix missiles *Exocet*) destinés à l'Argentine.

Le 29 octobre 1981, avant le conflit des Malouines, l'Argentine avait déjà pris livraison de ses cinq premiers Super-Éclair et de 200 tonnes d'armements (dont cinq *Exocet*). Le 17 novembre 1982, après la guerre, une nouvelle livraison a porté sur cinq autres avions et cinq *Exocet*. Entre-temps, le 9 août dernier, le gouvernement français a décidé de lever l'embargo qu'il s'était imposé, dès l'ouverture du conflit, sur l'exportation du contrat de vente à l'Argentine de quatre Super-Éclair, au total, avec leur armement.

De leur côté, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni achètent la construction, pour le compte de l'Argentine, de quatre frégates (sur lesquelles est monté un système *Rolls-Royce* de propulsion) et de quatre sous-marins classiques, assemblés par des chantiers ouest-allemands à Hambourg et à Emden.

## EUROPE

### Italie

#### Des terroristes blessent grièvement un médecin de la prison romaine de Rebibbia

De notre correspondant

Rome. — Un commando de terroristes a grièvement blessé, vendredi 3 décembre, dans la soirée, Mme Giuseppina Gallo, médecin du département des femmes de la prison de Rebibbia, à Rome. Atteinte d'une balle à la tête, la jeune femme est dans un état désespéré.

Il était 20 h 30 lorsque deux hommes et une femme, jeunes tous trois, revêtus de gilets pare-balles, se sont présentés au cabinet du docteur Gallo, une unité sanitaire locale du quartier de Monteverde. Ils ont immobilisé les trois clientes et l'enfant qui se trouvaient dans la salle d'attente, les ligotant sur leurs chaises. Puis, sous la menace de leurs armes, ce fut le tragique rituel du « procès » du docteur Gallo : accusée d'avoir causé la mort d'une détenue à Rebibbia.

Ensuite, la condamnation à mort et l'exécution : une seule balle tirée à la tempe. Avant de fuir dans une

voiture, les terroristes ont lancé aux clientes : « Nous sommes des groupes combattants communistes. » Dans la soirée, un coup de téléphone anonyme à un quotidien romain devait revendiquer l'attentat avec un laconique : « Ici, les groupes pour le pouvoir prolétarien armé. Nous avons fait justice. »

Transportée à l'hôpital, le docteur Gallo est dans un état jugé désespéré : le projectile a provoqué des lésions au cerveau et s'est logé derrière le front. Selon les enquêteurs, la détenue que le docteur Gallo « aurait laissé mourir » serait une toxicomane décédée à Rebibbia en 1980. Quelques jours plus tard les détenues avaient envoyé une lettre aux journaux dénonçant les conditions dans lesquelles était morte la jeune femme. L'attentat est le premier depuis plusieurs mois qui a lieu à Rome. — Ph. P.

### Pologne

#### L'Eglise et la normalisation

(Suite de la première page.)

Tout cela est dit, et fortement, mais on sent que c'est une pétition de principe pesant peu au regard d'une démarche qui est elle très concrète : l'incitation à cesser la combat ouvert contre le pouvoir, que l'Eglise considère à la fois perdu et dangereux.

Cette démarche, qui a ses justifications, comporte un grand risque d'impopularité pour l'épiscopat et au premier chef pour le primate, dont le moins qu'on puisse dire est que sa modération n'est pas payée de retour par le pouvoir.

Lundi, Mgr Glemp prend sur lui d'appeler publiquement les acteurs à cesser leur mouvement de boycottage de la télévision. Il le fait parce que l'unité du mouvement menace de s'effriter et que les autorités, ayant décidé de disperser les grandes troupes théâtrales qui en étaient le fer de lance, sont à même de marquer des points. Avec cette intervention du primate, l'affaire aurait pu se régler sans vainqueurs ni vaincus. Le lendemain même, le pouvoir dissout l'association des acteurs et place ainsi l'Eglise totalement en porte à faux. Elle avait prôné la souplesse, et il est proclamé en réponse que seule compte la force d'un pouvoir dictatorial.

Plus grave encore, les autorités semblent envisager d'autres dissolutions avant la levée de l'état de guerre — notamment celle de l'association des cinéastes dont le président, Andrzej Wajda, vient de révéler, dans une lettre ouverte, que le

pouvoir exigeait qu'il démissionne, faute de quoi elle ne reverrait jamais le jour.

Vendredi, au cours d'une réunion de la Diète, un député sans parti connu pour son courage, M. Malczewski, demande au ministre de la culture quels étaient les motifs de la dissolution de l'association des acteurs. Il demande également s'il est prévu de dissoudre toutes les associations avec lesquelles « le dialogue est difficile » et dont les dirigeants avaient été élus démocratiquement avant qu'elles ne soient « suspendues » par l'état de guerre. Le ministre répond très brutalement que les milieux ouvriers ont accueilli cette décision « avec satisfaction », que le pouvoir « ne se laissera pas mener par le bout du nez » et que des « mesures appropriées seront prises » à l'égard des autres associations.

Si ces menaces étaient suivies d'effet, il n'y aurait plus au moment de la levée de l'état de guerre, et alors qu'on doit déjà être dissous l'association des journalistes, Solidarité et le N.Z.S., le mouvement indépendant des étudiants, aucune organisation dont le pouvoir aurait quoi que ce soit à craindre.

#### L'état de guerre levé le 23 décembre ?

On sera bientôt fixé, le 13 décembre ou, au plus tard, le 23, si, comme on le dit de plus en plus, la levée de l'état de guerre, après avoir été annoncée pour le jour anniversaire de son instauration, ne devait devenir effective qu'à la veille de Noël. Prononçant un discours devant les mineurs de Silésie, le général Jaruzelski a indiqué que les mesures qui mèneraient bientôt « à une complète normalisation seront importantes et équilibrées » et que la militarisation des entreprises serait supprimée, mais « avec le maintien pour une période transitoire de certaines normes légales ».

En attendant, on continue à libérer des internés, notamment par voie d'air, à Czeszkowa en dernier lieu, après Katowice, Poznań et Wrocław. Présentant à la Diète les projets de plan et de budget pour 1983, le ministre des finances et le président de la commission du plan ont déclaré qu'ils escomptaient une hausse de la production de 4 % l'année prochaine. Le déficit budgétaire devrait être ramené de 240 à 176 milliards de zlotys (1), et les augmentations de prix devraient être un peu supérieures à 10 % et accompagnées d'un « contrôle de l'accroissement des revenus ». Effet bénéfique direct d'une mesure maléfique, les sanctions occidentales, en freinant les possibilités d'importations (moins 28 %) ont permis à la Pologne de rééquilibrer sa balance commerciale avec l'Ouest. De négative, elle est devenue légèrement positive — ce qui est loin de résoudre le problème de la dette.

BERNARD GUETTA.

(1) 1 zloty = 0,12 F.

## Marie-Gisèle LANDES-FUSS

Une baraque rouge et moche comme tout, à Venice, Amérique...



« La saison nous apporte un roman extraordinaire... »

Jacqueline Piatier / Le Monde

« Un roman qui empoigne, secoue, bouscule, et offre cette sensation rare d'être en face d'un splendide écrivain »

Noëlle Lorient / L'Express

GALLIMARD nrf

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Filles  
75407 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-73

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

364 F 600 F 835 F 1 070 F

II. — SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 032 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux virements ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# PROCHE-ORIENT

RECEVANT LE COMITÉ DU SOMMET DE FÈS

## M. Andropov estime que les relations soviéto-arabes « peuvent devenir meilleures »

Poursuivant sa mission auprès des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le « comité des sept » (Arabie Saoudite, Tunisie, Maroc, Jordanie, Syrie, Algérie, O.L.P.), conduit cette fois par le roi Hussein de Jordanie, a été reçu, vendredi 3 décembre, à Moscou par M. Andropov. La délégation a exposé au secrétaire général du P.C. soviétique le plan de paix au Proche-Orient adopté au second sommet de

Fès, en septembre, par les Etats membres de la Ligue arabe.

M. Andropov a, selon Tass, réaffirmé la « politique de principe » de son pays au Proche-Orient, indiquant notamment que « l'Union soviétique a toujours été et sera solidaire de la juste cause des peuples arabes ». La venue à Moscou du « comité des sept » constitue un « nouveau pas vers le développe-

ment constructif des relations soviéto-arabes, lesquelles sont bonnes dans leur ensemble, mais peuvent devenir meilleures et plus stables (...). Pour le renforcement de la paix au Proche-Orient et dans le monde ». Le communiqué de Tass précise que l'Union soviétique et ses interlocuteurs arabes ont conclu à la « possibilité réelle de larges actions coordonnées » en vue de la recherche d'un règlement définitif au Proche-Orient.

### Nouveaux affrontements au Liban

Au Liban, où de nouveaux affrontements (cinq morts au village de Brih) ont eu lieu vendredi soir entre miliciens chrétiens et druzes dans la montagne du Chouf, qui contrôle l'armée israélienne, le gouvernement a demandé à de nouveaux pays (Colombie, Brésil, Portugal) d'envoyer des soldats à Beyrouth pour doubler, voire tripler les effectifs italo-franco-américains (quatre mille cent hommes) de la Force multinationale. Le Liban avait précédemment prié les trois pays occidentaux d'accroître le nombre de leurs soldats.

Le quotidien israélien Yedioth Aharonoth, dément à Beyrouth selon l'agence A.P., révèle que le rapport du procureur militaire libanais relatif aux tueries de Sabra et de Chatila en septembre conclut non à un « massacre », mais à des « combats » entre milices chrétiennes et « défenseurs palestiniens des camps ». Le bilan du procureur s'établirait ainsi : 328 morts palestiniens (dont 7 femmes et 8 enfants), 109 Libanais, 7 Syriens, 3 Pakistais, 2 Algériens et 21 Iraniens. Quatorze miliciens du commandant Haddad soupçonnés d'avoir participé aux massacres ont été libérés, mercredi 1<sup>er</sup> décembre à Beyrouth, après deux mois d'interrogatoire, aucune preuve n'ayant pu être retenue contre eux. Les israéliens ont, de leur côté, libéré vendredi 430 prisonniers originaires du Bangladesh et internés à El-Ansar, au Sud-Liban, depuis juillet.

FRANCIS CORNU.

## Israël DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS Un compromis semble s'ébaucher sur l'habilitation des enseignants étrangers

De notre correspondant

Jérusalem. - Le Conseil de l'enseignement supérieur de Cisjordanie et de Gaza, qui représente l'ensemble des professeurs des centres universitaires des territoires occupés - dont les principaux sont ceux de Bir-Zeit, Bethléem et de Naplouse, - vient de rejeter les dernières propositions faites par l'administration israélienne sur la nouvelle procédure d'obtention des permis de travail pour les enseignants étrangers. Vingt-neuf d'entre eux ont été expulsés au cours des trois derniers mois parce qu'ils refusaient de signer un document les engageant à n'apporter aucun soutien « à l'O.L.P. et aux autres organisations terroristes » ou « hostiles à Israël ». Ces nouvelles restrictions et ces mesures d'expulsion qui ont eu notamment pour effet de paralyser pratiquement l'activité de l'université de Naplouse, avaient provoqué une vague de protestations, non seulement dans les territoires occupés, mais encore aux Etats-Unis, où le secrétaire d'Etat, M. George Shultz lui-même, avait dénoncé publiquement l'attitude du gouvernement israélien dans cette affaire.

Cette réaction avait amené l'administration civile israélienne à faire quelque peu machine arrière

en proposant, le 22 novembre, une nouvelle formulation du document exigé. Mais celle-ci n'était guère différente de la précédente (le Monde du 23 novembre).

Le Conseil de l'enseignement supérieur de Cisjordanie et de Gaza vient de faire savoir que cette formulation est « inacceptable » car elle reste « ambiguë » et « sujette à multiples interprétations ». Mais le Conseil, ne voulant manifestement pas aggraver la situation, fait, à son tour, des suggestions. Il demande, par exemple, que les autorités israéliennes, en modifiant le texte, se conforment plus clairement à leurs propres déclarations selon lesquelles ce n'était plus un « engagement » de la part de l'enseignant qui était imposé, mais l'approbation de « conditions dont le non-respect pourrait entraîner la suppression du permis ». D'autre part, le Conseil demande que cette formalité soit séparée de la demande de permis.

La réponse des enseignants étant loin d'être totalement négative, il semble qu'un compromis reste possible. Toutefois, l'administration israélienne n'a pas encore fait connaître sa réaction.

FRANCIS CORNU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Algérie

RECTIFICATIF. - Une coupe malencontreuse a altéré la fin de l'article de notre correspondant à Alger consacré aux catastrophes naturelles en Algérie, paru dans nos éditions du 3 décembre. Le bilan des pertes humaines et des dégâts matériels figurant à la fin de l'article est dû non pas à la secousse tellurique enregistrée le 1<sup>er</sup> décembre à Alger, mais à une autre secousse, plus forte, qui a eu lieu le 15 novembre à Taret, et dont il était question dans le passage omis.

### Maroc

PRÉCISION. - A la suite de l'article de notre correspondant à Rabat relatif à une grève observée par une soixantaine de coopérants français (le Monde du 25 novembre), l'A.P.E. Sup-Maroc (section S.N.E. sup-FEN) nous précise que l'occupation de l'ambassade de France durant quelques heures, à l'occasion de la grève, a été le fait des « seuls enseignants du supérieur ». Le mouvement avait pour but d'attirer l'attention de Paris sur la « situation précaire des non-titulaires » exerçant dans l'enseignement au titre de la coopération.

### Philippines

DEUX PRÊTRES NÉERLANDAIS, missionnaires aux Philippines depuis plus de vingt ans, sont inculpés de subversion pour avoir été trouvés porteurs de littérature communiste, a annoncé le vendredi 3 décembre un porte-parole du ministère de la défense. Les pères Théo Bandma et Herman Sanderink ont été arrêtés le 8 août à leur domicile, près de Villaverde, à environ deux cents kilomètres au nord de Manille. Leur supérieur, le père Ernesto Amiglo, de la congrégation de l'Immaculée Conception, a déclaré à l'agence Reuters qu'ils étaient innocents. « La vérité est que ces documents ont été placés là à leur insu », a-t-il dit. - (Reuters.)

### R.F.A.

ÉPREUVE DE FORCE AVEC LES ECOLOGISTES. - Le Bundestag a donné, vendredi 3 décembre, le feu vert à la reprise des travaux du surrégénérateur « S.N.R. 300 » de Kalkar,

sur le Rhin, à la frontière néerlandaise. La réalisation de ce projet, l'un des plus onéreux et des plus contestés en R.F.A., avait été suspendue en 1978 par la majorité social-libérale. Les écologistes, qui ont déjà organisé de nombreux rassemblements contre ce projet, ont annoncé dès vendredi une série de nouvelles manifestations anti-nucléaires. - (A.F.P.)

### Soudan

LE VOYAGE DE M. Guy PENNE. - Après une escale à Bangui (Centrafrique), où il a été reçu par le président Kolingba, M. Penne, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines et malgaches, est arrivé, vendredi 3 décembre, à Khartoum, où il a remis un message de M. Mitterrand au président Nemeiry. - (A.F.P.)

### Vietnam

UN PROTOCOLE ÉCONOMIQUE a été signé le vendredi 3 décembre à Hanoi à l'issue de la huitième session de la commission mixte Vietnam-U.R.S.S. consacrée à la coopération entre les deux pays. Le principal thème de la session portait sur l'amélioration de l'efficacité de l'aide, à la fois dans l'utilisation qui en est faite au Vietnam et dans son achèvement. - (A.F.P.)

## LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE DÉCEMBRE

### L'IRLANDE ÉTERNELLE DANS SA GUERRE SANS FIN

La maturation politique et la lutte pour la liberté (Dora C. Valayer). - Dix ans de plans britanniques (R.F.). - Du Nord au Sud, le trait d'union de la pauvreté (Roger Faligot). - La résistance dans les prisons (D.C.V.).

### PROCÈS EN ITALIE

La justice politique, un poison pour la démocratie (Gérard Soulier).

### LE SEUIL CRITIQUE EN U.R.S.S.

Adaptation économique aux besoins de la société (Jean-Marie Chauvier). - La logique de M. Andropov (Marc Ferro).

### CLASSES OUVRIÈRES DU TIERS-MONDE

En Afrique noire, un monde instable (Jean Copans). - Les travailleurs non salariés en Afrique (Alain Morice). - Algérie : du privilège aux droits (Mistak). - Deux variantes de la mise au travail en Asie (Patrick Tissier). - Inde : disparités et combativité (Vijay Singh). - Brésil : émergence d'un nouveau prolétariat (Gilberto Mathias et Michael Lowy).

### LE MEXIQUE SOUS LE CHOC

(Reportage d'Ignacio Ramonet)

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du « Monde ». En vente partout  
Le numéro : 10 F.

## FERMETURE DEFINITIVE

DERNIER JOUR DIMANCHE 5. 20h00

## LIQUIDATION TOTALE

## TAPIS D'ORIENT

## DEMARQUES 30 à 50 %

CITA 71 Avenue des Ternes  
75017 PARIS

Ouvert de 10 h à 19 h 30 - Téléphone: 574.60.32

Par autorisation  
préfectorale,  
Loi du 30.12.1906  
vendus avec  
certificats  
d'origine  
Crédit  
gratuit

UN RECUEIL DE TEXTES DU PREMIER RAS

## Nasser, ou l'élan trahi

Le fondateur de la démocratie bourgeoise en Egypte, Zaghloul, était mort depuis près de quinze ans. Nakhlas, son épigone, venait de reprendre le pouvoir dans des conditions ruineuses pour le prestige et peut-être pour l'honneur. Un lieutenant inconnu travailla à donner impulsion et structure à ce qui devait devenir le Mouvement des officiers libres.

### Le désastre surmonté

Et pourtant, il aura échoué à libérer la Palestine, c'est-à-dire à réparer l'échec qui avait porté, à partir de 1948, toute une génération d'Arabes à secouer normes, régimes et comportements. L'issue désastreuse de la guerre de six jours verra-t-elle l'abandon ? On ne peut qu'admirer ici sa faculté de récupération et la confiance dont l'investissement les masses.

Il reste donc au pouvoir. Son étonnante maîtrise dans l'appréhension des rapports nouveaux lui fait préférer au soliloque du tout ou rien un réalisme du plausible et du possible. On trouvera dans ce livre (p. 252) un texte - son dernier discours - qu'il serait instructif de comparer aux accords de Camp David. Lui, ce n'est nullement dans une paix séparée, et encore moins dans une démobilitisation des énergies, qu'il voit l'avenir immédiat. Mais ce qu'il suggère se rapproche étrangement de ce à quoi, douze ans plus tard, devait se rallier le sommet de Fèz.

Laissons une comparaison trop facile et ses sinistres horizons d'actualité, pour revenir au livre de Paul Balta et Claudine Rulleau. Peut-être un plan à trois y fait-il ressortir la banalité de telle ou telle position, son simplisme en tout cas : « seul le colonialisme nous a séparés », « l'Europe s'en mêle ! », « Que les Arabes agissent ! ». Eh oui, mais peut-on agir sans penser ? On touche ici au problème de la culture et

de l'intelligentsia. Traitant celle-ci, au mieux comme un instrument, Nasser s'est privé de l'idéologie de sa politique.

Le socialisme n'aurait-il été à ses yeux qu'un signal ? Non, puisque dans les faits il a socialisé, ou du moins nationalisé, de vastes secteurs de la vie économique. D'un autre côté, symétrique au premier en quelque sorte, n'a-t-il vu dans l'islam, même dit socialiste, qu'une opportunité ? Non, puisque, croyant sincère, il montrait la voie d'un islam de progrès. Mais il n'allait assez loin ni dans un sens ni dans l'autre, non plus que dans celui d'une synthèse entre l'un et l'autre, synthèse que pourtant il appelait de ses vœux. Il faut, à ce propos, regretter que les auteurs n'aient pas cité, sauf erreur, ce discours du printemps 1969 où Nasser, inaugurant les cérémonies du millénaire du Caire, proclamait la nécessité conjointe de la modernité et de l'authenticité : « *l'authenticité est la synthèse* ».

Nous n'avons pas fini de déchiffrer cette force complexe dont les aspects fascinants ne sont peut-être pas les plus véridiques. Du moins les textes réunis ici nous aident-ils à le faire. Ils restituent de façon plausible et vivante celui qui fut l'inventeur d'une dynamique des peuples humiliés, et plus particulièrement d'une conjonction entre l'identité arabe et la démocratie préislamique. Nous comprenons mieux, après les avoir lus, comment Nasser fit retrouver à son peuple et à quelques autres une fierté, laquelle n'a pas dit son dernier mot.

JACQUES BERQUE.

\* La Vision nassérienne, textes rassemblés et présentés par Paul Balta et Claudine Rulleau, « la Bibliothèque arabe », Ed. Sindbad, 1982. 98 F., 279 pages.



VIENT DE PARAÎTRE  
FRANCIS LEFEBVRE

5, rue Jacques Bingen  
Paris 17<sup>e</sup>

LES IMPÔTS EN FRANCE 82/83

traité pratique illustré par l'exemple, 564 pages  
106 F. - Franco 119 F.

### URUGUAY

#### Raul Sendic : dix ans de dignité

Dix ans se sont écoulés, le 1<sup>er</sup> septembre dernier, depuis que Raul Sendic, cinquante-six ans, est tombé aux mains de la dictature.

Il y a dix ans, Sendic faisait face, les armes à la main, aux soldats qui l'assiégeaient : il était alors gravement blessé au cours de la fusillade : on arrêtait ainsi l'homme le plus activement recherché d'Uruguay.

Organisateur de syndicats paysans et fondateur du Mouvement de libération nationale (Tupamaros), Raul Sendic ne limita pas son action à dénoncer l'hypocrisie « démocratique » bourgeoise : il évoquait déjà le visage macabre du fascisme. Il consacra aussi sa vie à la lutte pour la libération nationale.

La figure de Raul Sendic se projette sur tout le continent latino-américain : le concept de continentalité de la lutte révolutionnaire - exprimé dans le premier document du M.L.N. - fait corps avec le combat héroïque du Che Guevara, ce combat qui se perpétue aujourd'hui dans les rues du Salvador et du Guatemala.

Dix ans de prison comme otage de la dictature, de mauvais traitements constants, d'isolement, n'ont pu faire taire la haine et la peur que Sendic inspire aux militaires. Cette haine et cette peur grandissent avec le temps, mais les bourgeois savent que sa renommée grandit elle aussi avec le temps et que le grain semé fructifiera inévitablement en un affrontement direct avec la dictature.

La grave violation des droits de l'homme que constitue la situation de Sendic et de huit autres personnes déclarées otages par la dictature (J. Manera, J. Marenses, J. Mujica, E. Fernandez Huidobro, J. Zabalza, M. Rosencof, H. Engler et A. Wassen - ce dernier étant gravement atteint par la cancer) s'exerce dans le cadre d'une recrudescence de la répression au sein même des prisons où les militaires veulent éliminer par tous les moyens ceux qui représentent les meilleures sources d'expérience de lutte populaire et révolutionnaire du peuple uruguayen.

Les irrégularités juridiques du procès intenté à Raul Sendic et à ses camarades sont si flagrantes que le Comité des droits humains des Nations unies considère qu'il doit être annulé et qu'une nouvelle instruction doit être ouverte selon les garanties qui lui sont dues.

Aujourd'hui, la dictature tente de tromper l'opinion nationale et internationale par ses mensonges sur son prétendu « dialogue » et ce qu'elle appelle « l'étape de transition » ; mais le peuple reste pourtant toujours à l'écart et ses organisations politiques et syndicales demeurent interdites.

Tant qu'il restera un seul prisonnier politique en Uruguay, l'« ouverture » ne sera qu'une farce. Nous appelons la solidarité internationale à se faire de nouveau entendre et à exiger la liberté de Raul Sendic et de tous les prisonniers politiques.

Au terme de ces dix années d'incarcération, nous saluons l'exemple révolutionnaire de Raul Sendic, et exprimons avec une profonde émotion notre souvenir pour les femmes et les hommes qui ont donné leur liberté et leur vie pour que la patrie soit à nous.

Groupe de travail pour R. Sendic et les otages (Norvège)

Groupe de travail pour Sendic (Suède)

Collectif pour la défense de Raul Sendic (France).

Pour toute correspondance : C.D.R.S., 27, av. de Choisy,

75013 Paris, C.C.P. André Deschamps 2332151 C Paris

### GALA EN HOMMAGE A RAUL SENDIC

Dans le cadre de la manifestation culturelle latino-américaine organisée par Droits socialistes de l'homme du 8 au 15 décembre 1982, le Collectif pour la défense de Raul Sendic vous invite au Gala en hommage à Raul Sendic avec la participation, entre autres, de Daniel Viglietti (chanteur) et Alba Gonzales (pianiste). GRAND PALAIS, SAMEDI 11 DÉCEMBRE, 19 H 15, ENTRÉE 20 F.



# AUSTRALIE

## UNE CRISE DE CROISSANCE

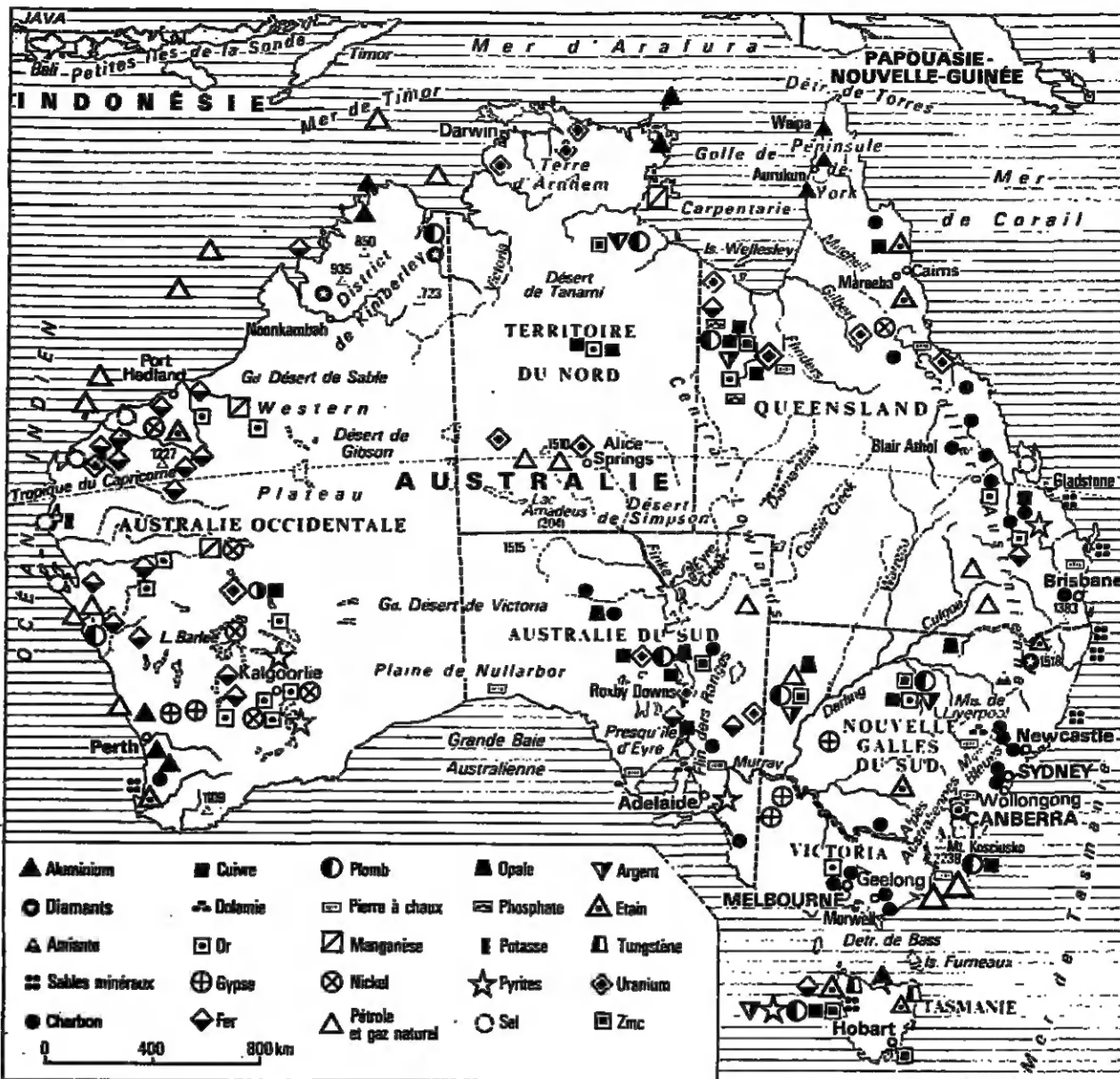


**A**GÉE d'à peine deux siècles, la jeune Australie traverse actuellement une crise de croissance. Au moment où la crise économique frappe de plein fouet cet important exportateur de matières premières — minérales et agricoles — la sécheresse ravage ses cultures. En outre, alors que le chômage est à un niveau jamais atteint depuis la dépression des années 30, la vie politique semble en plein désarroi. Des scandales à répétition ont frappé le gouvernement libéral-conservateur de M. Malcolm Fraser ; les travaillistes en ont profité pour reprendre le contrôle de deux États — la Victoria et l'Australie du Sud — et espèrent l'emporter en cas d'élections anticipées. Les sondages les donnaient largement en tête au printemps ; majorité et opposition sont à nouveau au coude à coude. Mais la montée prévue du chômage au début de l'année prochaine, qui pourrait atteindre les 10 %, devrait à nouveau favoriser les travaillistes, pourtant divisés par la rivalité entre leurs deux principaux dirigeants, MM. Hayden et Hawke.

L'Australie malade, compliquée par sa richesse, l'image est frappante. Elle n'aspire toutefois pas la même pitié que le sort de nombre de pays du tiers-monde. Pourtant, l'Australie se trouve — d'une certaine manière — sur le même plan qu'eux, dépendante qu'elle est des débouchés pour ses matières premières. Les multinationales exploitent ses mines. Une loi de l'offre et de la demande, qui la dépense, fixe les cours, et la baisse de la demande due à la crise la frappe de plein fouet. Hier elle était au « boom-minier ». Aujourd'hui, elle se lamente d'être au bord de la dépression. Exagération caractéristique d'un pays où tout est excessif : climat et distances, richesse et pauvreté, et sous-développement des aborigènes.

Dépendante, l'Australie l'est par sa faible démographie et par la structure de ses échanges, par un certain manque de dynamisme également. Mais aussi par un choix délégué : celui d'appartenir au monde occidental ; celui, enfin, de s'ouvrir sans guère de réserves aux appétits des grandes puissances économiques pour ses richesses. Hier la Grande-Bretagne, aujourd'hui les États-Unis, et surtout le Japon. Un Japon qui n'a pas caché qu'il ne concevait pas ses relations avec l'Australie sur un plan d'égalité — son premier ministre déclarait en 1981 : « L'Australie est l'essence et le Japon le moteur » — et qui aujourd'hui accroît l'efficacité de Canberra en diversifiant ses sources d'approvisionnement. Mais, avec ses 15 millions d'habitants pour 7 682 300 km<sup>2</sup> — 14,5 fois la superficie de la France — avec ses montagnes de richesses à peine exploitées, l'Australie a, malgré son pessimisme actuel, de beaux jours devant elle.

PATRICE DE BEER.



### ÉCONOMIE

#### Libéralisme et prépondérance des États

**B**IEN que l'économie de l'Australie ait toujours été dominée par le secteur public — qui représentait déjà, au début du vingtième siècle, plus de 20 % de son produit intérieur brut — la formulation de la politique économique du pays s'est trouvée entravée depuis la promulgation de la Constitution fédérale de 1901. En effet, ce texte fondamental régit les rapports entre la capitale fédérale, Canberra, et les différents États : Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie du Sud, Australie-Occidentale et Tasmanie (1), a inscrit dans les institutions une philosophie et une attitude libérales envers le gouvernement fédéral du dix-neuvième siècle.

C'est à cette époque que la grande île devint une fédération de six différents États, chacun possédant sa Constitution écrite propre, issue de ses relations historiques avec la puissance fondatrice, la Grande-Bretagne. Les six colonies adoptèrent des systèmes politiques qui représentaient une combinaison

des traditions américaine et anglaise. Sur le plan économique, cela supposait un gouvernement central relativement faible. Ainsi, si l'on fait exception des pouvoirs explicites prévus par la Constitution comme étant dévolus au pouvoir central — ainsi que ceux qui pourraient en dériver (par exemple en ce qui concerne les télécommunications), — toutes les autres prérogatives gouvernementales sont entre les mains des États.

La tendance de conflits entre les gouvernements des États et celui de Canberra a toujours existé. Après la décision de la Cour suprême sur l'interprétation de la Constitution (jusqu'à il y a à peine dix ans, une telle décision pouvait être cassée par le Conseil privé de Londres), selon laquelle le gouvernement fédéral avait un pouvoir déterminant dans le domaine de l'imposition sur le revenu, le pouvoir fiscal fut même divisé entre Canberra et les autres États. Depuis cette décision, datant de 1941, le gouvernement fédéral a exercé une domination financière sur les États, ayant le contrôle des impôts directs et indirects. Les États conservent néanmoins certaines prérogatives fiscales, dont la plus importante est celle de pouvoir lever des royalties sur la production minière.

Avec le considérable accroissement des réserves minérales disponibles, en particulier en fer, en charbon et en bauxite, les ressources et le pouvoir des États fédérés se sont notablement renforcés. C'est tout particulièrement le cas en ce qui concerne des États périphériques (mais aux dimensions gigantesques) comme l'Australie-Occidentale et le Queensland.

Jadis insignifiants sur le plan économique et dépendants de subides obtenus à partir des impôts collectés dans les États peuplés et industrialisés de la Nouvelle-Galles du Sud et du Victoria, ils disposent désormais d'une puissance économique leur permettant de s'affirmer face aux autorités fédérales. D'autant plus que leur tradition politique est marquée par cette mentalité de pionnier — « frontier mentality », disent les Australiens — qui les conduit à résister aux contrôles gouvernementaux sur le développement économique.

P.P. McGUINNESS.  
Rédacteur en chef de  
l'Australian Financial  
Review de Sydney.

(Lire la suite page 6.)

(1) Le Territoire du Nord n'a pas le statut d'État, bien qu'il jouisse d'une certaine autonomie.

### RELATIONS AVEC LA FRANCE

#### Oublier Mururoa

**E**N 1772, le navigateur français Saint-Aloüan débarquait sur la côte occidentale de l'Australie et en prenait possession au nom du roi. Aucune colonisation ne fut entreprise. Pourtant, ce fut par crainte que les Français ne s'y installent que, 1826, les Britanniques y établirent leur souveraineté et y dépêchèrent leurs colons (1). L'occupation de voir naître dans le Pacifique Sud une enclave française avait été manquée, comme elle le fut plus tard en Nouvelle-Zélande. Depuis lors, Australiens et Français se sont heurtés dans le Pacifique Sud pour le contrôle politique, mais aussi religieux, des îles et de leur population. Cette vieille rivalité persiste encore dans certains esprits. Ce qui n'empêche toutefois pas les Australiens de venir mourir par dizaines de milliers dans les plaines du nord de la France pour s'opposer, pendant la première guerre mondiale, aux troupes allemandes.

Depuis lors, les relations franco-australienne ont surtout été marquées par leur faiblesse, due tant à la distance qu'à un long manque d'intérêt réciproque, accentué par des clichés qui persistent encore actuellement, de part et d'autre. Les choses ont pourtant changé depuis une dizaine d'années. L'Australie s'est plus ouverte au monde extérieur, se dotant d'une politique étrangère autonome. La France, pour sa part, qui sait certains aspects de sa présence dans la région contestés — les expériences nucléaires et une décolonisation qui n'en finit pas et qui fait tourner au drame à Vanuatu, — accorde au Pacifique sud une nouvelle importance. La conférence sur le Pacifique organisée à Paris en mai 1982, avec la participation de nombreux ministres et ambassadeurs en témoigne. Mais aussi auparavant les visites de MM. Barre, Giraud et Stürmer. M. Jobert est attendu en Australie au début de 1983.

Aujourd'hui, à leur modeste niveau, les relations franco-australienne sont aussi bonnes qu'elles peuvent l'être étant données ces handicaps fondamentaux. Ces trois points de friction que représentent les essais de Mururoa, la situation en Nouvelle-Calédonie et la politique agricole commune des Dix font que, pour les Australiens, nous sommes des ennemis.

La situation s'est améliorée, en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, à la suite des mesures annoncées depuis l'élection de M. Mitterrand.

« Nous sommes très satisfaits des efforts faits au cours des douze derniers mois pour mettre en place des réformes en Nouvelle-Calédonie », a déclaré au Monde le ministre australien des affaires étrangères. « Mais, a-t-il ajouté, nous ne sous-estimons pas les difficultés. L'indépendance peut être obtenue de manière pacifique, comme dans la majorité des États du Pacifique sud ». Car il ne fait pas de doute en Australie, dans la majorité comme dans l'opposition travailliste, que l'autodétermination doit aboutir à l'indépendance, même si aucune

date précise n'est fixée. Ce qui n'empêche pas, pour M. Street, inquiet d'une éventuelle présence soviétique dans la région, que « l'Australie accueille favorablement l'intérêt accru de ses amis pour le Pacifique sud ».

Le consensus apparaît général aussi contre la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique. « Nous avons rejoint les autres pays du Pacifique sud dans leur opposition aux essais nucléaires », a ajouté M. Street.

P. de B.

(Lire la suite page 8.)



**VICTORIA  
AUSTRALIE**

La parfaite introduction

L'excitation des couleurs et des variétés infinies de l'Australie, vous la découvrirez plus facilement dans l'État de Victoria que n'importe où ailleurs. Bien que ce soit l'un des plus petits États australiens, il s'y trouve de belles montagnes, des forêts géantes, des plages idéales pour le surf, les grandes étendues le long du Murray — le plus grand fleuve d'Australie — le merveilleux intérieur des terres, et, bien entendu, Melbourne, renommée pour ses parcs et ses élégants jardins, sa cuisine cosmopolite. Vous trouverez une multitude d'idées de vacances — depuis l'aventure dans les eaux blanches des rapides jusqu'à la croisière sur un bateau à aubes — et un excellent choix d'hôtels et de motels, que ce soit en ville, dans les bourgs ou à la campagne, offrant chacun le meilleur accueil pour un coût très hospitalier.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, des brochures et des cartes, prendre contact avec :

**THE MANAGER TOURISM UK & EUROPE  
OFFICE OF THE AGENT GENERAL FOR VICTORIA  
VICTORIA HOUSE, MELBOURNE PLACE,  
STRAND, LONDON WC2B 4LG, TEL. (Londres) 836 2656**

Victoria offre également à l'homme d'affaires de remarquables possibilités d'investissement dans un des plus riches et des plus productifs États d'Australie. Pour tous renseignements et conseils au sujet de ces opportunités financières, prendre contact avec :

**MR. HANS MENDE,  
VICTORIAN ECONOMIC DEVELOPMENT CORPORATION,  
LYONER STRASSE, 44-48, 6TH FLOOR D, D 6000 FRANKFURT  
TEL. (Frankfurt) 666-60-28.**



En Australie,  
rien ne donne meilleure impression  
qu'une bonne adresse.

Sydney - Melbourne - Perth  
Adelaide - Sydney-Airport

Pour réserver, appeler  
**HILTON SERVICE RESERVATIONS**  
(Paris) : 687 34 80





## ÉCONOMIE

## Libéralisme et prépondérance des États

(Suite de la page 5.)

Queensland et Australie-Occidentale ne cachent pas leur préférence pour un capitalisme à la mode du dix-neuvième siècle et sont semblables en beaucoup d'aspects au Texas ou à la Californie.

Les difficultés de fonctionnement et d'application imposées au gouvernement central par le système fédéral dans le domaine des décisions économiques ressortent bien à travers la longue controverse qui se poursuit sur un article-clé de la Constitution. Il s'agit de la section 92, celle qui a été la plus souvent discutée et amendée, de la loi fondamentale, qui dit que : « En ce qui concerne l'imposition de droits de douane uniformes, le commerce et les relations entre les États, par terre ou par mer, sera absolument libre (...) ».

Ce qui signifiait clairement et simplement qu'aucune barrière douanière ne devait être instaurée entre les États. Ce texte a cependant été interprété depuis lors par la Cour suprême comme voulant dire que ni les autorités fédérales ni celles des États n'avaient le droit d'intervenir dans quelque activité économique privée que ce soit, sauf si la Constitution leur en donnait explicitement le pouvoir. Une telle décision, si elle n'a pas empêché la mise en place de réglementations, les a pour le moins considérablement limitées. La section 92 a même été utilisée pour empêcher la nationalisation des banques, que le gouvernement travailliste de M. Chifley avait tenté de réaliser en 1947.

La politique économique australienne se trouve aussi bridée de manière fondamentale par d'autres dis-

positions de la Constitution. Ce qui explique l'existence d'une des plus importantes institutions économiques du pays, la Commission australienne de conciliation et d'arbitrage. Le gouvernement fédéral a le pouvoir de légiférer pour « exercer conciliation et arbitrage afin de prévenir et de régler les conflits industriels qui s'étendraient sur le territoire de plus d'un État ». Ce qui signifie que Canberra n'a aucun pouvoir de décision sur les salaires, les revenus et les prix. Ce sont les États qui ont ce pouvoir, bien qu'ils ne l'utilisent que rarement. Ils ont aussi chacun leur propre système d'arbitrage judiciaire des conflits sociaux.

Une telle imbrication n'est pas favorable aux initiatives économiques attendues d'un gouvernement moderne. La réglementation indus-

trielle ainsi que celle des prix et des revenus sont tout simplement impossibles en Australie. Pour rendre la situation encore plus inextricable, la Constitution ne peut que difficilement être amendée : seul un référendum qui obtiendrait la majorité des voix dans la majorité des États le permettrait. Les petits États ont donc un poids disproportionné dans toute décision. Les électeurs ne sont pas non plus favorables aux changements constitutionnels. Le gouvernement travailliste de M. Whitlam échoua en 1971 dans sa tentative d'obtenir du corps électoral des pouvoirs dans le domaine des prix et des revenus.

Une Constitution comme celle de l'Australie serait idéale pour un gouvernement partisan d'une économie ultra-libérale du type de celle préconisée par M. Milton Friedman. Mais tous les gouvernements de l'histoire, quelle que soit leur couleur politique, ont toujours été fortement interventionnistes dans les affaires économiques. L'important secteur public (bien qu'il soit fragmenté entre les autorités fédérales, les autorités des États, ainsi que les autorités locales et semi-gouvernementales) a, depuis la création de la première colonie australienne, joué un rôle crucial dans le développement économique.

La poursuite d'une telle politique de l'utilisation des ressources, qui serait perçue par le gouvernement fédéral pour recouvrer une partie des très importants profits tirés de l'exploitation des minerais australiens par des compagnies étrangères. L'industrie minière et les gouvernements des États s'y sont opposés ; ces derniers, pourtant, imposent leurs propres taxes et prélèvements de divers ordres sur les projets miniers. Par exemple, au Queensland, les frais de transport par rail sont fixés à un tel prix que l'industrie minière subventionnée en fait les chemins de fer de l'État, qui passe pourtant pour l'un des plus libéraux du pays. (En Australie, tous les chemins de fer sont publics.) Il existe six réseaux électriques séparés.) De cette manière, désordonnée, une sorte de taxe sur l'utilisation des ressources a commencé à apparaître. Mais les variations d'État à État et le désir des gouvernements locaux d'attirer de nouveaux investissements ont jusqu'à présent empêché toute approche cohérente ou toute imposition efficace des projets les plus profitables.

## Les prérogatives de Canberra

Le domaine dans lequel Canberra jouit d'importantes prérogatives financières et exerce sa domination sur les États est celui des relations avec l'étranger. Le gouvernement fédéral dispose de pouvoirs incontestables sur les importations et les exportations, les flux de capitaux, les investissements étrangers, la banque... Par ce biais, il peut contrôler de manière considérable le secteur industriel, car l'économie australienne est fortement orientée vers les importations et les exportations. Le pouvoir d'imposer des droits de douane sur les importations a aussi été l'un des instruments les plus importants de la politique de développement d'une industrie nationale. Bien entendu, le gouvernement fédéral dispose également d'importants pouvoirs dans les domaines de la défense et des affaires étrangères.

L'extraction de l'uranium, de même que tous les autres aspects de l'énergie nucléaire, par exemple, sont contrôlés par le gouvernement fédéral comme ayant des implications liées à la défense. Canberra a aussi tendance à utiliser ses pouvoirs en politique étrangère pour signer

des traités internationaux qui ont des implications intérieures, par exemple pour les droits de l'homme.

Dans le domaine économique, le conflit entre le pouvoir fédéral et celui des États riches en ressources naturelles apparaît clairement en ce qui concerne l'exploitation et l'exportation des minerais et du charbon. Les États — et toujours en particulier le Queensland et l'Australie-Occidentale, mais aussi le Territoire du Nord, qui a seulement une certaine autonomie envers Canberra et non les pleins pouvoirs d'un véritable État — voient d'un mauvais œil une exploitation rapide de leurs richesses. Ils ont accueilli favorablement et sans aucune restriction les investissements étrangers et même la prise de contrôle de leurs ressources minières. Ils se disputent aussi les marchés, encourageant la compétition, les baisses de prix, pour favoriser les entreprises établies sur leur territoire (2). C'est pourquoi le gouvernement fédéral a tenté à plusieurs reprises de contrôler l'exploitation des richesses naturelles nationales.

## Égoïsmes régionalistes

Les États essaient par ailleurs de tirer à eux les profits des projets d'exploitation des ressources naturelles sans se soucier des intérêts nationaux. Ainsi, en Australie-Occidentale, les énormes réserves de gaz naturel off-shore sont développées pour l'utilisation exclusive de l'État et pour l'exportation. Pourtant, des études effectuées par différents organismes semblent montrer que ce gaz serait mieux employé s'il était amené à travers le continent par un gazoduc raccourci à celui qui relie les gisements d'Australie centrale à l'est du pays. Ce qui permettrait une utilisation plus économique et plus efficace de l'énergie dans le pays, et l'exportation de ce gaz par les ports de l'Est qui sont déjà équipés à cet effet, ou qui pourraient l'être facilement.

Cet exemple n'est qu'un aspect de la manière dont les rivalités entre États affectent la situation énergétique globale de l'Australie. Pour pro-

mouvoir l'emploi sur leur propre territoire, les gouvernements des États se sont aussi livrés bataille pour encourager la production d'alumine et d'aluminium. Pour cela, ils ont voulu développer rapidement et de manière spectaculaire leur production énergétique — les fonderies d'aluminium consomment énormément d'énergie — pensant pouvoir obtenir de l'électricité à bon marché en utilisant leurs riches gisements de charbon (ou de lignite pour le Victoria). Mais, au contraire, un manque de planification a suscité une crise dans la production énergétique, conduisant à l'abandon de plusieurs projets de fonderies. D'autres projets continuent d'être mis en marche à coup de subventions pour le prix de l'électricité.

Il n'existe pas non plus de coordination dans la taxation de l'exploitation minière. De nombreuses discussions ont eu lieu, au cours des dernières années, en faveur de l'in-

## La peur d'une domination étrangère

La peur d'une domination étrangère sur l'économie australienne est fréquemment exprimée, et ressentie, par tous les partis politiques. Bien que le degré de contrôle étranger de l'économie nationale soit bien moins élevé qu'il y a un siècle, en dépit du flux continu de capitaux étrangers venus tout d'abord de Grande-Bretagne, puis des États-Unis, et plus récemment des autres grands pays.

Les investissements étrangers sont supervisés par un organisme fédéral, le bureau de contrôle des investissements étrangers (Foreign Investment Review Board), qui a le pouvoir d'appuyer ou de rejeter la prise de contrôle de sociétés australiennes, ou l'appropriation de projets par des étrangers. En principe, il insiste sur une participation locale minimale de 50 % (plus élevée pour l'uranium et certains types d'investissements). Mais cette obligation peut être levée temporairement pour permettre à un projet de voir le jour quand aucun investissement Australien n'est disponible. Une fois encore, les États « pionniers » restent devant le contrôle fédéral et tentent souvent de passer au travers.

P.P. McGUINNESS.

(2) Cette rivalité se manifeste également dans le domaine des investissements industriels.

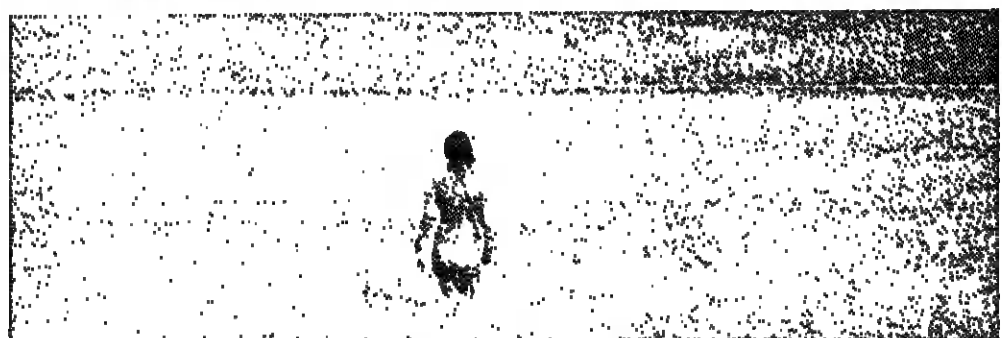
(3) L'Australie est en train d'uniformiser son réseau ferroviaire : c'est déjà le cas pour les grandes lignes trans-États. Pour les autres, il existe encore des largeurs de voie différentes. Certains se souviennent encore du temps, pas si lointain, où ils devaient changer de train à la frontière entre deux États (N.D.L.R.).

## Australie

ATC

Le guide « Préparez votre voyage en Australie » est disponible à :

A.T.C.  
M. P. Grundmann  
Ambassade d'Australie  
4, rue Jean Rey  
75015 Paris. Tél. 579 90 44  
le jeudi de 14 heures à 17 heures  
et le vendredi de 9 heures à 12 heures

INDOSUEZ AUSTRALIA LIMITED.  
UN NOUVEAU MONDE D'OPPORTUNITÉS.

Le Directeur Général de la Banque Indosuez, Monsieur Jeancourt-Galignani, a reçu des mains du Ministre des Finances d'Australie, Monsieur Howard, le 13 octobre 1982, l'autorisation d'ouvrir une merchant bank en Australie.

Cette nouvelle filiale, née d'un accord entre la Banque Indosuez et le groupe australien Howard Smith (production de sucre, exploitation de charbon, shipping, etc.) portera le nom de Indosuez Australia Limited.

La Banque Indosuez était présente en Australie depuis 1970 sous forme d'un bureau de représentation ; avec Indosuez Australia Limited qui sera implantée à Sydney et à Melbourne, la banque vient donc renforcer son réseau.

Spécialiste du commerce international, la Banque Indosuez confirme une fois de plus sa position de partenaire privilégié des entreprises.

Présente dans plus de cinquante pays,

et souvent depuis de longues années, elle est particulièrement bien équipée pour répondre aux besoins de ses clients dans leurs opérations internationales.

Avec la création d'Indosuez Australia Limited et grâce à la rapidité de communication entre les différents responsables de ses succursales à travers le monde, la Banque Indosuez permettra aux sociétés de mieux détecter et saisir les multiples opportunités d'affaires entre l'Australie et le reste du monde.



BANQUE INDOSUEZ

Banque Indosuez, Siège social : 96 Boulevard Haussmann, 75008 Paris.



## CULTURE

## Isolée, mal connue et pourtant si proche

Où ignore en France, le plus souvent, à quel point la culture australienne est vivante et attachante; combien elle est proche de nous, dans le même temps où elle se singularise par rapport aux grandes influences anglo-saxonnes qui nous sont relativement familières (1).

Pas plus que la nôtre, cette culture n'est une création artificielle plaquée sur la réalité. Elle ne se laisse pas réduire à un catalogue d'œuvres d'art, à une liste de publications. Avant tout, elle procède du pays, ce grand lascar de pays chaud et chaleureux, dans son immensité, son éloignement de l'Europe, son isolement involontairement splendide. Elle tient du soleil, aux trois fuseaux horaires; des océans où rodent les requins; des pâturages vallonnés à perte de vue, parsemés de gomiers blancs et troués de points d'eau; des forêts tropicales

où retentissent les co-ees, cris des bushmen aventureux; des déserts rougeâtres... mais aussi des banlieues mal définies, avec leurs pavillons courts sur pattes et leurs piscines tapées où s'abattent les petits mangeurs de « Kripplies », « Cocomps » et autres céréales gorgées de lait.

Elle émane des habitants, de leur histoire et de leur diversité surprenante, où la dominante britannique se mêle à tant d'autres héritages, à commencer par le destin aborigène. Elle relève de l'économie, d'abord coloniale et pastorale, puis industrialisée, qu'attirent un continent et l'au-delà des mers. Elle dépend du public, où lecteurs, mélomanes et cinéastes sont en nombre appréciable; où les étudiants bénéficient d'une tradition et de réalisations universitaires enviables.

Reste le talent. Il n'a point fait défaut.

## A Heidelberg...

Pour illustrer de manière concrète ce propos, retrouvons-nous à Heidelberg: non la docte cité du Palatinat, mais une banlieue de Melbourne. A quelque distance, ce furent des Allemands qui eurent la bonne idée d'introduire la vigne au cœur de l'Australie du Sud, dans la Barossa Valley. Si nous prenons un verre au Old England Hotel, qui date de 1848? Nous aurons là une idée juste de la sociabilité ambiante. L'accueil est souriant, la clientèle généralement de bonne humeur, le vin honnête. On mange bien et pour pas cher au comptoir ou aux tables des diverses salles, riches en coins et recoins. La maison elle-même est vaste et toute blanche, entourée de vérandas:

They don't build houses like that  
[any more] — not  
With verandahs the way they used  
[to] — wide verandahs  
Running round three sides of the  
[place, with vines  
Growing up the posts and along the  
[leaves — passion  
Fruit, grape, wisteria — and maiden-  
[hair fern in pots,  
And a waterbag slung from the roof  
[in the shade with the water

Always cool and clean and testing of  
[canvases.  
(R.-F. BRISSENDEN).

On n'en fait plus ainsi de ces maisons  
[d'antan

Avec leurs vérandas — de vastes  
[verandahs]

Sur trois côtés de la demeure — et  
[des plantes

Grimpant sur les colonnes,  
[débordant de l'avant:

Fruit de la passion, vigne, glycine,  
[capillaires en pots

Et, suspendue au toit dans l'ombre,  
[L'outre d'eau fraîche et pure au goût

[de toile.

(Traduction inédite de Louise Herlin).

Vers la seconde moitié du dix-  
neuvième siècle, Heidelberg n'était

qu'un hameau. Les roches, les bois,  
le modelé du paysage, la lumière et,

qui sait, les plaisirs de l'auberge y attirèrent peu à peu des artistes. En ce

temps-là, ils avaient charge de mé-  
moire et gardaient trace de leur pays.

Ce faisant, ils contribuèrent puissamment à le créer: sans eux, que

serait-il resté visuellement d'un

passé d'autant plus précieux qu'il est

court? Telle est la dimension imagi-  
naire d'une nation.

Aujourd'hui, au Musée national du Victoria, à Melbourne, vaste édifice en granit austère mais superbe, orné de la devise *Pace et Prosperity* qui en veut bien d'autres, on peut voir une toile d'Arthur Streeton (1867-1943): *Près de Heidelberg*. Sous le ciel azuré, en pleine campagne, à travers champs, près d'un grand eucalyptus isolé, dégami sauf au sommet, une jeune femme vêtue et chapeautée de blanc à la mode 1900 fait signe à des amis en contrebas. A distance, on aperçoit un bâtiment, ferme ou troquet. Au premier plan, présence de la terre, d'herbes claires, de graminées pâles. Vive clarté, si australienne.

Même éclairage, même atmosphère, quelques années plus tard. Vers 1920, un « héros » de la grande guerre (il s'est en fait blessé volontairement pour la fuir, mais nul ne le sait, surtout pas sa jeune épouse), alors qu'il prospère dans son coin du Victoria, rencontre une femme légèrement plus âgée, beaucoup plus indépendante d'esprit, qui abandonne à l'amour les moments qu'elle ne consacre pas à la peinture. C'est *Break of Day* (Au point du jour), un film de Ken Hannam (auteur du splendide *Sunday too far away*), produit par Pat Lovell. A l'arrière-plan, l'évocation des milieux artistiques est une réussite. Russell Boyd, le directeur de la photo, devait être dans son élément puisque, à l'instar de Claude Renoir en France, sa famille s'est illustrée par les pincesaux.

Une ambiance identique surgit des souvenirs de Joan Lindsay, *Time without Clock* (Du temps où nous n'avions pas d'heure). L'auteur du roman *Picnic at Hanging Rock*, dont Peter Weir a tiré sa première grande œuvre cinématographique, a été la femme de Norman Lindsay, type même du créateur prodigieusement doué, aussi bien pour la littérature que les beaux-arts (et la vie raffinée qui en fait partie). Dans *Bohemians of the Bulletin*, il fait lui-même resnaître une époque glorieuse, celle des années 1890 et 1900 où s'est fermement dessinée la culture australienne: grâce au *Bulletin*, cet hebdomadaire toujours alerte dont on a fêté en 1980 le centenaire... Et grâce à son fondateur, John Fal-

tham Archibald, qui changea son nom, sans dire pourquoi, en Jules François Archibald. Il découvrit, publia et soutint quantité d'écrivains, dont le plus célèbre est le grand Henry Lawson, le Victor Hugo australien, pratiquement inconnu en France. Heureusement, Xavier Pons, acclimaté défenseur de la culture « australienne » à l'université de Toulouse, lui a

consacré une thèse aussi magistrale que riche en détails intéressants.

Voilà donc où nous a conduits un verre de milawa shiraz ou de koom-bahla cabernet pris au bar de l'Old England Inn, à Heidelberg (Vic.): n'est-ce pas ainsi qu'un ténor, un lieu de rencontre, qui se prête à peindre, à filmer, à écrire, se révèle à la longue berceau d'une culture?

## Parmi les romanciers

Symbole d'une dimension culturelle internationale, l'Opéra de Sydney s'avance comme une presqu'île dans la rade et dresse au ras de l'eau ses coques blanches. A l'entracte, sur la terrasse, une coupe de sauvage brut ou de sauplâtre réserve impériale à la main, nous voyons les cargos qui s'en vont dans le soir. Les fermes regagnent Circular Quay. Les embarcations de plaisance passent à nos pieds. On se croirait sur le pont d'un paquebot.

Le pilote est à bord, l'agent vient de descendre.  
Les remorqueurs crochent l'aussière pour virer.  
Et la nuit d'Australie pleine d'étoiles dures  
Enveloppe le quai noir de Woolloomooloo.  
(Eau douce pour navires,  
N.R.F., 1930).

Louis Braquier est mort. Paul Wenz (1869-1939) a sombré dans l'oubli. Ami d'André Gide, traducteur de Jack London, ce fut un Français d'Australie, un écrivain australien de langue française. Sous la Croix du Sud, l'Homme du soleil couchant, le Jardin des coraux mériteraient d'être réédités.

Comment ne pas saluer la mémoire de ces précurseurs? Mais, de nos jours, Michel Butor a tissé des liens entre son œuvre et Down under (2). Michel Deguy y a enseigné. Didier Coste aussi, qui publiait récemment chez Flammarion un recueil de poèmes intitulé *Vita Australis*. Parallèlement, la revue *Sud*, dirigée par Yves Broussard, prépare un échange de sommaires avec *Poetry Australia*, qui, de plus, consacrera un numéro spécial à la poésie française contem-

poraine. A Paris, les éditions Lieu commun s'apprêtent à nous donner une traduction française de *An Imaginary Life: l'Enfant du pays barbare*. Ce roman de David Malouf d'ailleurs sans doute notre horizon littéraire.

Parmi les romanciers, Frank Moorhouse, né il y a une quarantaine d'années, a publié, entre autres, six ouvrages de fiction qui lui assurent une place de choix dans l'esprit des critiques les plus exigeants comme des lecteurs les plus blassés. Rien de ce qu'il écrit ne laisse indifférent. Il invente, observe et raconte avec une sensibilité et un humour qui font mouche. Il est neuf sans artifice, moderne sans dépendre d'une mode. Depuis *Futility*... jusqu'à *The Everlast* ing *Secret Family*, en passant par *The Americans*, *Baby* et *Tales of Mystery and Romance*, il évoque une réalité, tantôt contemporaine, tantôt de l'avant-guerre (période à laquelle il s'intéresse de près), qui dépasse allégrement le stade folklorique pour nous plonger en plein cœur de l'humanité: ses compatriotes deviennent les nôtres. C'est là une libération par rapport aux entraves qui gênent encore d'aussi grandes figures que le noble et solitaire Patrick White, prix Nobel de littérature en 1973, et l'admirable poète Alec D. Hope. Autrefois, ce dernier disait de sa patrie (en préparant lui-même son plus sûr dément):

They call her a young country, but  
[they lie:  
She is the last of lands, the emptiest.  
A woman beyond her change of life.  
[a breast  
Still tender but within the womb  
[is dry.  
Without songs, architecture,  
[history...

On la dit pays neuf, mais c'est [men-  
songe:

Elle est la dernière des contrées,  
[la plus vide,  
Femme après la ménopause, au sein  
Encore tendre mais sur-déjà la  
[matrice est sèche.  
Pas de chansons, pas d'architecture,  
[ni d'histoire...]

(Traduit par Didier Coste.)

Par la grâce de la poésie, de ses tourments et de ses joies, dans la lignée de Kenneth Slessor, James McAuley, Douglas Stewart et tant d'autres; par l'ampleur de ses réussites dans le domaine du roman, avec Christina Stead, Xavier Herbert, Thomas Kenessly et leurs pairs; enfin, sur tous les plans, qu'il s'agisse du théâtre avec David Williamson, de l'essai avec Donald Horne, de peinture, musique, danse ou des universités, dont le niveau et le prestige sont reconnus, l'Australie s'est faite — et s'est faite à l'Australie. Le dire devrait revenir à entonner une porte ouverte. Nous n'en sommes malheureusement pas là. De Paris, nous voyons Colleen McCullough triompher sur la liste des succès de librairie et *Mad Max 2* atteindre 700 000 entrées en exclusivité. Tant mieux, mais *Monkey Grip* d'Helen Garner, vivant récit d'amours tumultueuses, n'est pas traduit. Le film qu'en a tiré Ken Cameron, avec une magnifique interprète (Noni Hazlehurst, le *Monde* du 5 août 1982), n'est pas sorti en France.

A chaque jour suffit sa peine...

Turn home, the sun goes down;  
[swimmer, turn home.

Fais demi-tour, le soleil se couche:  
[nageur rentre chez toi.

(Judith Wright.)

C'est le charme qui compte. Il finira par opérer.

JEAN-PAUL DELAMOTTE,

écrivain.

(1) Le *Monde* a publié en particulier *Signaux des antipodes*, par J.-P. Delamotte (1<sup>er</sup> septembre 1978); *L'Australie, malade de sa richesse*, par Patrick de Boer (31 mars au 3 avril 1981) et *Renouveau du cinéma australien*, par Louis Marcorrelles (5 août 1982).

(2) Appellation familière de l'Australie: les « antipodes ».

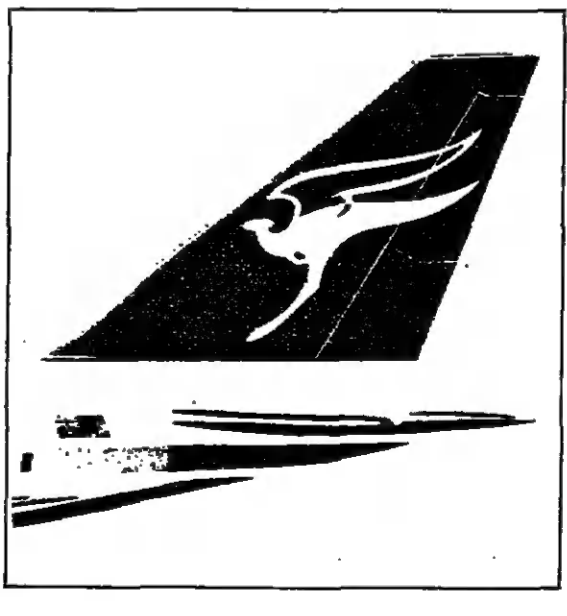
# L'Australie MOINS CHERE POUR TOUT LE MONDE

PARIS PERTH aller-retour 6160 F  
PARIS SYDNEY aller-retour à partir de 6450F  
PARIS MELBOURNE aller-retour à partir de 7700F  
PARIS BRISBANE aller-retour à partir de 7700F  
CIRCUIT 4 SEMAINES PARIS-PARIS à partir de juillet 1983 18700F  
(Sydney - Birdsville - Darwin - Alice Springs et le Centre Rouge - Ayers Rock - Adelaide)

## nouvelles frontières

66, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14  
7, place Clément 67000 Strasbourg 22 17 12

## L'Australie par des Australiens.



Des spécialistes long-courrier: 62 années d'expérience.

**QANTAS**  
LIGNES AÉRIENNES AUSTRALIENNES

7, rue Scribe  
75009 PARIS  
Téléphone: 266-52-00

Service quotidien au départ de Londres.

Plusieurs vols au départ d'Amsterdam, Francfort et Rome.

Qantas vous offre sa Première Classe avec « Siège Couchette » et un service exceptionnel.

En Classe Affaire avec ses 16 sièges de luxe, vous offre un service personnalisé et vous dépose à destination en pleine forme.

55, place de la République  
69002 LYON  
Téléphone: 37-66-25





## RELATIONS AVEC LA FRANCE

## Oublier Mururoa

(Suite de la page 5.)

Plus violent, le porte-parole travailliste pour les affaires étrangères, M. Bowen, nous a dit : « Ces essais doivent cesser, même sous terre. Ils ne servent à rien à la France et, si elle veut les poursuivre, elle n'a qu'à les faire chez elle ! » Expression souvent reprise par des Australiens dans des conversations privées. Il est évident que la position française est difficilement compréhensible pour les Australiens, qui ont subi sur leur territoire

les premiers essais nucléaires britanniques, sur la base de Woomera. Il est aussi évident que Paris n'a pas fait tout ce qu'il aurait fallu non pas pour convaincre les Australiens — ce qui semble impossible — mais pour les rassurer sur les éventuels dangers que représentent pour les populations du Pacifique de telles expériences.

Restent la politique agricole commune et la politique protectionniste des Dix. Cette politique demeure

aussi mal comprise que la précédente et, une fois de plus, la France est présentée comme la principale responsable. « Nos relations ne sont pas particulièrement heureuses », nous a dit un haut fonctionnaire du ministère du commerce et des ressources naturelles. Malgré tous ces avatars, les contacts entre les deux pays n'ont jamais été aussi étroits et les discussions aussi nombreuses, même si elles sont parfois difficiles. L'incompréhension culturelle, le long passé anglo-saxon — les Australiens

préfèrent dire « anglo-celtique » — y sont aussi pour quelque chose.

Dans le domaine culturel, on décline certainement plus d'intérêt en Australie pour la culture française qu'en France pour celle venue des antipodes. Il faut dire que la nouvelle culture australienne n'a guère encore eu le temps de franchir massivement la barrière de la langue. Mais près de cent mille Australiens étudient le français, même si les résultats ne sont pas toujours convaincants. Il faut dire que le français a affaire à forte partie : les Australiens d'origine française sont moins de dix mille, nombre ridicule face au million d'Italiens, aux centaines de milliers de Grecs, aux Yougoslaves, aux Hongrois, aux Ceylonois. Malgré tout, la récente commission mixte qui s'est réunie en octobre à Paris a permis de renforcer des liens, de préparer des échanges. Ainsi l'ambassade d'Australie à Paris a-t-elle prêté ses locaux à la Biennale. Pour sa part, l'Australian Council souhaiterait la visite de Pierre Boulez, de Patrice Chéreau...

Sans vouloir se leurrer sur leur im-

portance, ces résultats peuvent être prometteurs sur le plan économique : la France ne sera cependant jamais un partenaire privilégié de l'Australie comme le fut la Grande-Bretagne ou comme le sont le Japon et les États-Unis. L'Australie n'était, en 1980-1981, que le 48<sup>e</sup> client et le 29<sup>e</sup> fournisseur de la France, tandis que cette dernière était respectivement au 12<sup>e</sup> et au 14<sup>e</sup> rang des partenaires commerciaux australiens. En pourcentage, cela représentait respectivement 1,80 % et 1,88 % pour l'Australie, et 0,41 % et 0,50 % pour la France.

Jusqu'à l'année dernière, ce commerce était déficitaire pour la France : 305 millions de dollars australiens (2) d'importations australiennes, contre 381 millions d'exportations. Pour l'année fiscale australienne 1981-1982, la balance penche en faveur de la France, en raison de la vente de quatre Airbus à la compagnie aérienne intérieure TAA, qui représente à elle seule 40 % des exportations françaises.

dans le golfe Joseph-Bonaparte, dans le nord-ouest du pays. Michelin développe ses ventes de pneumatiques... D'autres sociétés poursuivent une percée prometteuse. Enfin, Pechiney, associé à d'autres multinationales, a investi dans la plus importante usine de transformation de la bauxite en alumine du monde, à Gladstone, au Queensland : sa capacité est de 3 millions de tonnes par an (dont 20 % pour Pechiney), produites à un prix très compétitif, et qui sont exportées aux États-Unis.

A un moment où les projets de fondrières d'aluminium en Australie se défont les uns après les autres en raison de la crise, Pechiney se prépare à ouvrir, avec des partenaires australiens et allemands, un énorme complexe à Tonnage, au nord de Sydney, destiné à fournir l'aluminium le moins cher du monde aux économies les plus en pointe actuellement : le Japon et les nouveaux pays industrialisés d'Asie.

Ce panorama ne serait pas complet sans l'uranium. L'Australie vend ce minéral à des conditions très strictes pour éviter toute utilisation à des fins militaires. Un accord a été signé avec la France le 7 janvier 1981 ; il est entré en vigueur le 12 septembre de la même année. Aux termes d'un contrat conclu par E.D.F. pour 1982-1988, la première livraison de yellow cakes a déjà été faite. Mais cet accord risque fort d'être renégocié si les travaillistes parviennent au pouvoir en 1983.

P. de B.

(2) Un dollar australien vaut environ 0,94 dollar américain.

## Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

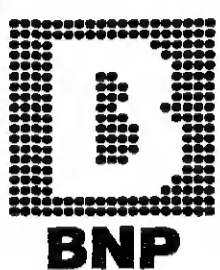
HEBDOMADAIRE

spécialement destinée

à ses lecteurs

résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



LA BANQUE NATIONALE DE PARIS  
PREMIERE BANQUE FRANÇAISE  
DEUXIEME BANQUE MONDIALE\*  
IMPLANTÉE DANS 77 PAYS.

## En AUSTRALIE

## Sydney

• Banque Nationale de Paris  
Succursale  
12 Castlereagh Street.

Agences à  
North Sydney,  
Adelaide, Brisbane, Canberra, Melbourne, Perth

• French Australian Finance Corporation (F.A.F.C.)  
Filiale

• Australian European Finance Corporation Ltd. (A.E.F.C.)  
Banque Associée

\* American Banker - Juillet 1982



## BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, boulevard des Italiens 75009 Paris  
Tél. : 244.45.46 - Télex : 280 605

BILLETS D'AVION  
POUR LE TOURISME ET LES AFFAIRES

## VOLS REGULIERS VOLS REGULIERS VOLS REGULIERS

Départ 2 fois par semaine  
Paris - Sydney ou Melbourne  
Aller retour 7.200\*  
Aller simple 4.500\*

Tous les jours  
Paris - Perth  
Aller simple 5.600\*  
Aller retour 8.200\*

Tous les jours  
Paris - Adelaide ou Brisbane  
Melbourne - Sydney  
Aller simple 5.850\*  
Aller retour 8.600\*

\* A partir de 1.183

TOUS  
VOYAGES SUR MESURE

Grand choix d'hôtels, circuits, location de voiture, motor-home.

Pour en savoir plus téléphonez à Pierre Werrett,

l'Australien de Paris au : 329.69.50,

ou consultez votre agence de voyage,

ou renvoyez le coupon réponse ci-dessous.

LIC. A 1098 TOURS 33 - 85, Bld St Michel 75005 PARIS - 329.69.50

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR VOTRE BROCHURE EN COULEURS SUR L'AUSTRALIE

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_



Brisbane - Australie - 1979

L'Australie du Sud a été fondée en 1836  
par des gens qui croyaient en une économie libre  
Son gouvernement y croit toujours

Lorsque l'Australie du Sud a obtenu, selon son droit, l'abrogation de la loi sur la colonisation britannique et la confirmation de son statut de libre entité, la jeune communauté a placé sa foi future dans le concept du « self supporting system ».

Sous l'impulsion d'un des plus remarquables pères fondateurs de l'État, le colonel Robert Torrens, les Australiens du Sud se sont promis de développer leur implantation en attirant des investisseurs et des hommes d'affaires, des gens qu'animaient le désir de mettre en valeur et l'esprit d'entreprise. Tel est l'idéal éclairé qui a présidé à la création de l'Australie du Sud.

C'est le même idéal qui continue à guider le gouvernement actuel, adepte d'une économie libre. Grâce à ses ressources massives en énergie et en minéraux, en talents scientifiques et en main-d'œuvre, grâce à une population paisible, heureuse (et fière de l'être)... l'Australie du Sud constitue la réponse positive aux questions que vous vous posez sur l'avenir. Parlez à un Australien du Sud bien informé de vos futurs plans d'investissement. Vous verrez combien nos fonctionnaires, tant au niveau local qu'à celui de l'État, sont ouverts et dignes de confiance quand ils parlent à des hommes d'affaires

envisageant des investissements ou des plans de développement. L'Australie du Sud souhaite que des affaires se créent dans son État. Nous voulons aussi qu'elles y RESTENT. C'est l'affaire de l'Australie du Sud que de nous en assurer.

Prenez contact avec Matt TIDY, le directeur du développement de l'État au sein du gouvernement de l'État d'Australie du Sud.

Vous le trouverez à l'adresse suivante :

10th Floor - State Administration Centre

Victoria Square

Adelaide South-Australia 5000

Tél. : 62-8-227 3697

Le contact en Europe est :

M. J.L. RUNDLE Agent général for South Australia

South Australia House

50 Strand, London WC2N 6LW/ENGLAND

Tél. : (01) 830 7471.



## AUSTRALIE DU SUD

Se développer  
en conservant sa spécificité

ÉLOIGNÉE des centres de décisions économiques et politiques, détenant le record peu enviable du chômage dans le pays, l'Australie du Sud fait un peu figure de parent pauvre. Mais aussi de petit frère, avec sa faible population : 1,3 million d'habitants éparpillés sur 984 000 kilomètres carrés, dont près de 1 million dans la seule capitale, Adelaide. Plus l'on remonte vers le nord, plus l'État ressemble à un grand désert : désert démographique d'abord, avec des champs à perte de vue, parsemés de fermes et de rares bourgs ; désert véritable à mesure que l'on s'enfonce vers le bush et l'aridité du centre du continent austral.

Si ces territoires, même pas bicentennaires et peuplés de gens venus d'un autre monde, semblent, aux yeux des Européens, à peine entrés dans l'histoire, ils se sentent, eux, forts différents les uns des autres. Adelaide vante son origine « libre » — elle fut fondée par des colons volontaires et non par des bagnards, — son style de vie, son urbanisme, son festival, ses vins... Quand l'avion s'apprête à atterrir sur l'aéroport récemment promu au rang international, l'hôtesse annonce qu'il est interdit d'importer dans l'État des fruits et fleurs venues des autres États et

qu'une poubelle spéciale est prévue à cet effet ! Le patriotisme provincial des Australiens n'est pas un vain mot. Il ne s'est guère effrité avec le temps, sinon, disent certains avec mépris, chez les bureaucrates fédéraux d'une Canberra souvent accusée de tous les maux.

Différente, certes, l'Australie du Sud connaît, cependant, et partage les succès et les problèmes du pays. Longtemps essentiellement agricole, elle souffre elle aussi de cette sécheresse qui ravage depuis trois ans l'est de l'Australie, affectant 80 % des paysans et réduisant de près de moitié la récolte de blé du pays (8,9 millions de tonnes contre 16,4 millions en 1981-1982). Bien que seulement touchée à 30 % — la sécheresse ne l'a atteinte que l'an dernier, — elle apparaît bien malade avec ses champs rouillots et poussiéreux où le blé a du mal à pousser, où le bétail dépérit, et où la vigne, pourtant toujours verte, n'est plus guère prometteuse. L'eau a toujours été le problème principal de l'Australie. « Après plusieurs sécheresses, on voit ces hommes solides que sont les paysans perdre toute volonté de continuer », dit M. Brian Chatterton, nouveau ministre travailliste de l'agriculture et lui-même cultivateur.

## Attirer l'Europe

L'Australie du Sud est pourtant mieux armée que d'autres pour résister : elle expérimente depuis longtemps l'agriculture en zone semi-aride (entre 250 mm et 500 mm de pluie par an), alternant céréales et fourrage pour les bêtes, qui enrichit en même temps la terre. Et, depuis une dizaine d'années, nous dit M. Chatterton, elle exporte ses techniques vers des pays du tiers-monde qui connaissent des conditions similaires : Algérie, Libye, Syrie, Irak. « Ce sont des paysans qui apprennent à d'autres paysans, en se saluant les mains », et non des experts, précise-t-il. Il s'est rendu sur place et se dit satisfait des résultats. Il s'agit plus d'une coopération technique que d'une aide qu'Adelaide affirme n'avoir pas les moyens de fournir, puisqu'elle se fait sur une base commerciale et s'accompagne de la vente de matériel agricole adapté, fabriqué en Australie du Sud.

Car, depuis la guerre, l'État s'est

industrialisé, manufacturant voitures, biens de consommation, durablement touchés par la crise actuelle. Pour y remédier, pour pallier les marchés défilants des autres États, l'Australie du Sud s'est lancée vers d'autres débouchés, en particulier dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie et au Japon, mais aussi en Europe ; elle a ouvert des bureaux, envoyé des missions. Port-Adelaide mise sur l'Europe — et sur la France, pour laquelle il se donne même la peine de préparer de la documentation en français — au moins autant que sur un Japon qui commence à décevoir, pour sa nouvelle zone industrielle : il vante à la fois les facilités offertes par un pays moderne comme l'Australie, et la proximité des marchés asiatiques. Une banque française, le Crédit commercial de France va ainsi participer, en 1983, à la création de la première banque d'affaires purement sud-australienne et basée à Adelaide.

30 % des réserves mondiales  
d'uranium

Mais la grosse affaire, dont les Australiens du Sud espèrent qu'elle les sortira du marasme, c'est l'extraction des richesses minières de l'État. Le bassin de Cooper, au nord-est de l'État, fournit à l'Australie le tiers de ses besoins en gaz ; ses réserves connues dépassent 150 millions de mètres cubes. Elles sont certainement plus importantes, dans un pays où l'exploration systématique commence à peine et où l'on s'est longtemps borné à exploiter les gisements qui affleuraient la surface du sol.

Plus important encore, mais pour l'avenir, est le gisement de Roxby-Downs, situé dans le bush aride, non loin de la base de Woomera. Cette station d'essai roquette, à 300 mètres sous terre, 30 % des réserves

mondiales d'uranium, affirme un expert minier : l'Australie en détenait déjà 20 %. Roxby-Downs sera aussi sans doute la plus importante mine de cuivre, avec ses 2 milliards de tonnes de minerai ; mais on y trouve aussi de l'or, des sables minéraux... « Une des plus grandes découvertes du siècle », dit-on. Pour l'exploiter, il faudra dépenser 1,5 milliard de dollars, construire une ville de plus de dix mille habitants dans un site sans eau où la température peut atteindre 50 degrés. A lui seul, Roxby-Downs témoigne du potentiel, et des difficultés — à l'échelle inconnue en Europe — de l'Australie. Pour le moment, les études se poursuivent, et la production pourrait commencer à la fin de la décennie... si la conjoncture économique mondiale rend l'opération profitable.

## Un système ferroviaire anarchique

Un des principaux obstacles vient d'être levé : les travaillistes, longtemps opposés à l'exploitation de l'uranium, ont modifié leur position. Le nouveau premier ministre de l'État, M. John Bannon, nous l'a confirmé peu après son élection. Sa première préoccupation est économique : créer de nouveaux emplois et préserver ceux qui existent. « Nos besoins de développement sont tels que nous accueillons les investissements étrangers plus favorablement que Canberra (...) La compétition entre les États est une bonne chose ». Mais M. Bannon se rend compte qu'un certain degré de coordination entre les États et le centre est nécessaire pour éviter « des rivalités parfois dommageables, dont peuvent tirer parti les investisseurs étrangers ». Concorde d'autant plus nécessaire qu'Adelaide se sent loin de Canberra, qu'elle est embarrassée par les absurdités d'un système ferroviaire anarchique : l'État ne compte pas moins de trois écartements différents ! Une volonté de continuité « sans laquelle on ne peut aller nulle part » caractérise enfin la politique de l'État.

On ne saurait parler de l'Australie du Sud sans évoquer le bush qui commence à quelques heures à peine de la capitale, ou ses vignobles, qui fournissent les deux tiers du vin du pays. Et tout d'abord la Barossa Valley, fondée par des émigrants allemands et qui a conservé un peu de son caractère germanique. Mais ce qui attire le plus, ce sont ces grands espaces désolés, à la flore et à la faune uniques, où errent encore quelques milliers d'aborigènes. L'Australie du Sud a conclu avec eux des accords extrêmement favorables.

On ne peut cependant manquer d'être choqué par les conditions dans lesquelles vivent ceux qui campent autour des agglomérations. Comme à Coober-Pedy, la capitale de l'opale, qui s'est enterrée sous terre pour échapper à la chaleur. Première productrice d'opale du monde, l'Australie du Sud en tire plus de profit que de l'exploitation traditionnelle de ses mines de fer.

P. de B.



## A SAVOIR...

Pour un visa : Ambassade d'Australie, 4, rue Jean-Rey, 75015 Paris. Téléphone : 575-62-00.

Pour s'y rendre : UTA est la seule compagnie à avoir un vol régulier, hebdomadaire, entre Paris et Sydney : vol UTA 562, partant le mercredi à 22 h 30 (h. loc.), arrivant le vendredi à 9 h 40, locale. UTA publie aussi un guide des « Mers du Sud » donnant des informations pratiques sur l'Australie et les autres pays d'Asie et du Pacifique.

A lire : « En Australie », par Pierre GRUNDMANN, Guides Bleus, Hachette 1981 ; « Australie », par Peter MICHAELS, « Petite Planète », Seuil, 1973.

Egalement : Centre d'information touristique de l'Australie (correspondant français de l'Australien Tourist Commission), à l'ambassade d'Australie, le jeudi de 14 h à 17 h 30, le vendredi de 9 h 30 à 12 h 30. Téléphone : 579-80-44.

Enfin : Il existe une Association culturelle franco-australienne, 11, av. de Lattre-de-Tassigny 92100 BOULOGNE. Téléphone : 803-01-92.

Une conférence sur les relations entre l'Australie et l'Europe continentale aura lieu à Paris du 8 au 10 décembre. Elle sera organisée par la Société d'étude des pays du Commonwealth et par les universités Paris-III (CETANLA), Paris-XII (CECRELF) et de Rouen. Elle sera suivie d'une semaine sur le cinéma australien à Rouen.

## COURRIER EXPRESS FRANCE-AUSTRALIE

Un service à la disposition des entreprises  
LA VALISE DES CHAMBRES DE COMMERCE A L'ÉTRANGER

Transport rapide et sûr de tout document technique, commercial, informatique, plan, brochure, photo, échantillon S.V.C., etc.  
UN EXEMPLE : votre disquette informatique quitte Paris vendredi à 12 h, elle sera livrée à Sydney lundi à 10 h. Coût 50 F t.t.c.

SERVICE  
**CRIE**

5, rue Bertie-Albretch  
75008 PARIS  
Téléphone : 256-15-45

Correspondance en Australie :

Chambre de commerce Française - Sydney

CRIE C'est aussi 5 ans d'expérience en Amérique latine

L'ANGLAIS  
à OXFORD

• stages individuels de toute durée toute l'année  
• préparation spéciale pour BAC, PREPA HEC, PREPA SCIENCES-PO, DEUG, LICENCE, CAPES, AGREGATION...



OXFORD  
INTENSIVE  
SCHOOL  
OF ENGLISH

Approuvé par le British Council - Association loi 1901  
Membre du FLCO  
Membre Fondateur du FUSOEL  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. : (1) 533.13.02



**IMETAL**

(Un groupe français d'envergure internationale)

## FILIALES AUSTRALIENNES

**PENARROYA (Australie) Pty Ltd**

Prospection et exploitation minière  
(charbon, plomb, zinc, cuivre, etc)

**LE NICKEL (Australie) Pty Ltd**

Prospection et exploitation minière  
(nickel)

**LOGIMET (Australie) Pty Ltd**

(nickel, fer-nickel, import-export)

12 Castlereagh St., SYDNEY - Tel : 232-20-99

**MINEMET (Australie) Pty Ltd**

Importation et exportation à travers le monde  
(minerais et concentrés, métaux, produits pétroliers et charbon)

39-41 York St., SYDNEY - Tel : 294-313/295-913

Telex : AA 26662 MINEMET

**ATC**  
AUSTRALIAN TOURIST COMMISSION



**UTA**

Compagnie Aérienne Française

Vers l'Australie avec  
les Boeing 747 de l'UTA.

Depuis PARIS, seule la Compagnie UTA dessert SYDNEY — première métropole d'un continent en pleine expansion.

A bord de ses spacieux 747, UTA offre deux exclusivités

La classe "Première de Luxe" au pont principal où tout l'avant de l'appareil est réservé pour 16 passagers seulement. UTA a mis au point un fauteuil couchette de conception nouvelle et exclusive qui assure un véritable repos sur les vols longues distances, entre la FRANCE et l'Australie, sur la ligne la plus longue du monde.

La classe "GALAXY" : au pont supérieur où la cabine est spécialement aménagée pour 26 passagers seulement, pour lesquels un vol long-courrier doit signifier plus de confort et d'espace. Le personnel de bord spécialement affecté assure un vol plaisant et confortable.

En "Première de Luxe" en GALAXY ou en classe Touriste l'ambiance reste française — signée par UTA.





## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## MALGRE LEURS DESACCORDS LOCAUX

## Le P.C. et le P.S. se prévalent de leur volonté unitaire

L'échange de lettres entre le secrétaire général du parti communiste et le premier secrétaire du parti socialiste pour la préparation des élections municipales - M. Jospin a répondu, vendredi 3 décembre, au courrier que M. Marchais lui avait adressé le 30 novembre - ne lève pas toutes les ambiguïtés entre les deux partenaires. Le groupe de travail P.C.-P.S. examinera pour la première fois, au début de la semaine prochaine, tous par cas, les litiges entre les deux formations et, essentiellement, la situation des dix-huit grandes villes à direction communale dans lesquelles le parti socialiste revendique la tête de liste.

Certes, M. Marchais a reconnu qu'il lui fallait prendre en compte les « évolutions électorales » dans la négociation. Mais il estime que les

modifications du rapport de force ne doivent influencer que sur la composition des listes. La reconduction des maires sortants reste, pour lui, la règle, alors que le P.S. persiste à contester ce principe dans un certain nombre de villes.

En fait, les deux dirigeants préparent les lancements de leur liste de candidats et commencent à en expliquer les modalités à leurs militants et à leurs électeurs. M. Jospin considère que les « primaires » qui seront organisées au premier tour ne constitueront pas des « exceptions » à l'union, mais plutôt « un moyen pour y parvenir » au second tour. M. Marchais, pour sa part, rejette par avance sur les socialistes la responsabilité des désunions locales.

## M. JOSPIN : les « primaires » sont un moyen de parvenir à l'union

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a répondu, vendredi 3 décembre, à la lettre que M. Georges Marchais lui avait adressée le 30 novembre à propos de la préparation des élections municipales. Le P.S., écrit-il, enregistre « avec satisfaction votre volonté qui correspond à la nôtre de parvenir désormais rapidement à un accord politique ». M. Jospin juge « positif » le point de vue exprimé par M. Marchais selon lequel « il convient de tenir compte partout de l'évolution électorale de ces dernières années ».

Évoquant l'éventualité de « primaires » au premier tour, M. Jospin ajoute : « Si l'accord ne peut se faire dès le premier tour en raison de l'idée que chacun de nos partis se fait de l'évolution électorale, mais que cet accord se réalise au second

tour après que les électeurs de gauche nous auront départagés par leur vote, il ne s'agit naturellement pas d'une exception à l'union, mais bien d'un moyen pour y parvenir, conformément à l'esprit de la loi que nous avons votée ensemble au Parlement. Mais nous pensons avec vous que le plus souvent possible il vaut mieux parvenir à l'accord sur la tête de liste. A cette fin, il est donc bon de procéder à l'examen, cas par cas, des villes où la question du choix de tête de liste le plus efficace pour l'emporter se trouve posée par l'évolution même du corps électoral ».

Le premier secrétaire du P.S. propose enfin que le groupe de travail mis en place le 10 novembre au terme du sommet Marchais-Jospin se réunisse dès le début de la semaine prochaine.

## M. MARCHAIS : le P.C. ne sera pas responsable des désunions locales

Interrogé, vendredi 2 décembre, par Antenne 2, M. Georges Marchais a souligné que « la droite ira à la bataille une part ou une autre » et qu'il y a donc urgence à conclure un accord à gauche. « Les élections municipales, a-t-il dit, doivent être considérées à la fois comme un test par rapport à la politique de la majorité actuelle et, éventuellement, un moyen pour la droite d'aller à la reconquête du pouvoir ».

Le secrétaire général du P.C. a réaffirmé que l'union doit être « réalisée partout autour du maire sortant ». « Le maire sortant, c'est ça qui est sérieux et rien d'autre », a-t-il dit. M. Marchais estime que des

« primaires » entre le P.C. et le P.S. provoqueraient « un certain désarroi » parmi les électeurs de gauche et risqueraient de pousser certains d'entre eux à l'abstention. « Là où il y aura des primaires, le parti communiste ne portera aucune responsabilité. Nous n'en voulons pas », a-t-il affirmé.

D'autre part, M. Marchais a invité le gouvernement à « tenir fermement » sur l'accord concernant la production de 34 millions de tonnes d'acier en 1986, et les sidérurgistes à « faire connaître leur opinion » et même à manifester leur « déstabilisation » à l'occasion de la visite de M. Pierre Mauroy en Lorraine.

## M. Pierre Mauroy à Dreux : « le socialisme, ça marche ! »

« Oui, la gauche, ça marche », s'est écrit, vendredi 3 décembre à Dreux (Eure-et-Loir). M. Pierre Mauroy, le premier ministre entamait ainsi sa pré-campagne municipale (Le Monde du 4 décembre), en venant soutenir M<sup>me</sup> Françoise Gaspard, députée socialiste et maire de la ville. « Aujourd'hui, a-t-il déclaré, les maires de gauche, les présidents de conseils généraux, les présidents de région de gauche s'imposent au plan local comme au plan national ».

## DISSENSIONS AU SEIN DU R.P.R. A NANTES

Nantes (Loire-Atlantique). - M. Jean-Pierre Bazin, chargé de mission régionale du R.P.R. pour les Pays de Loire depuis 1981, après avoir été pendant quatre ans secrétaire départemental du R.P.R. en Loire-Atlantique, a rendu public, le 2 décembre, au cours d'une conférence de presse, le conflit qui l'oppose à M. Michel Chauty, sénateur (R.P.R.), tête de liste de l'opposition, qui tentera de reconquérir la mairie de Nantes, dirigée depuis 1977 par M. Alain Chénard (P.S.). Avant d'être M. Bazin avait fait savoir au secrétaire départemental R.P.R. de Loire-Atlantique, M. Yves Soudray, qu'il souhaitait figurer un bon jour sur la liste de l'opposition à Nantes, dans les dix premiers, ce qui lui aurait assuré un poste d'adjoint en cas de victoire et la certitude de compter au nombre des élus en cas de défaite. Cette demande avait été acceptée. Mais M. Chauty s'y est opposé et a même jugé « indésirable » la présence de M. Bazin sur la liste.

(...) Lorsque le moment sera venu, les Français demeureront fidèles à la gauche ; ils jugeront que ceux qui ont réalisé les réformes tant attendues sont les plus qualifiés pour continuer de les appliquer ».

Dans la matinée, le premier ministre avait inauguré à Chartres un parking souterrain pouvant servir d'abri anti-atomique. C'est là l'une des grandes réalisations de l'équipe municipale conduite par M. Georges Lemoine (P.S.), secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense. A cette occasion, M. Pierre Mauroy a rappelé « qu'il n'était pas question de se lancer dans le financement d'un plan ambitieux de construction d'abris qui serait inutilement coûteux. Le gouvernement souhaite seulement mettre à profit les constructions nouvelles pour les mettre aux normes de sécurité anti-retombées radioactives ».

Notre correspondant, nous signale que ce voyage s'est déroulé dans une relative indifférence de la population des villes visitées si ce n'est que la voiture du premier ministre a été arrêtée à Dreux, par une délégation des salariés de l'usine Firmin-Didot de Mesnil-sur-l'Estrée (Eure) dont les 300 emplois sont menacés.

## HAUTS-DE-SEINE

CLICHY. - M. Guy Schmaus, sénateur communiste des Hauts-de-Seine et conseiller général du canton de Clichy, regrette que la désignation de M. Jacques Delors par le bureau exécutif du P.S. comme tête de liste n'ait été précédée d'aucune concertation à gauche.

M. Schmaus, réélu à Clichy lors des élections cantonales de mars

## SÈVRES : le « cas » Fajnzylberg

Dans l'ensemble des problèmes que se posent à la majorité pour les élections municipales, la ville de Sèvres (Hauts-de-Seine) occupe une place à part : son maire, M. Roger Fajnzylberg, a été « exclu de fait » du P.C.F. pour avoir fondé en octobre 1981, avec M. Henri Fiszbin, le collectif Rencontres communistes. L'annonce de sa candidature a plongé socialistes et communistes dans l'embarras, embarras renforcé par la constitution d'une liste unique de l'opposition conduite par M. Caillonneau, U.D.F.

De notre correspondant.

En 1978, M. Fajnzylberg devint maire de Sèvres à la suite de la démission de M. Georges Lenormand, alors conseiller général et maire (P.C.) de la commune (1). Après l'exclusion de M. Fajnzylberg du parti communiste, on prêtait volontiers aux responsables du P.C. l'intention d'écarter localement le « dissident ». L'annonce par ce dernier de sa candidature à la mairie compliqua la situation. Tout trait simple pour la gauche si Sèvres était encore un de ses solides bastions : la tête de liste aurait alors bien peu d'importance. Mais la réalité est autre : la plupart des scrutins politiques nationaux ont placé la droite en tête. Aux élections cantonales de mars 1982, M. Jean Caillonneau, leader de l'U.D.F. locale, l'a emporté. Les cinq communes limitrophes de Sèvres (Villiers-d'Avray, Saint-Cloud, Boulogne, Meudon, Chaville) sont tombées par l'opposition. Les formations de la droite à Sèvres viennent de sceller leur union : M. Caillonneau conduira une liste unique. Les négociations ont été difficiles : M. Jean-Jacques Guillet, candidat R.P.R., faisait valoir que « les sondages permettaient au R.P.R. de revendiquer la tête de liste » et que « M. Caillonneau s'était en 1982 engagé en privé auprès de M. Claude Labbé, député R.P.R. de la 9<sup>e</sup> circonscription, à ne pas briguer de mandat municipal ».

De son côté, M. Caillonneau accusait M. Guillet d'être « un Sévrien de la dernière heure ». Cette union de l'opposition existe cependant : elle contraint la gauche à serrer les rangs. « Pour l'instant, constate M. Roger Fajnzylberg, les partis de gauche restent perplexes et ils sont presque totalement absents de la bataille sur le terrain ». Le maire sortant a lancé sa campagne avec l'appui de son association Sèvres Demain, qui apparaît localement comme une troisième force de la gauche très active.

Les communistes semblent pris de vitesse et ne paraissent pas en mesure d'opposer au maire sortant un candidat crédible : ils le peuvent d'autant moins que le parti communiste n'aurait obtenu que 9,45 % des suffrages exprimés aux élections législatives de juin 1981. Restait la possibilité d'éliminer M. Fajnzylberg par parti socialiste interposé.

(1) Le conseil municipal de Sèvres est actuellement composé de 12 P.C., 10 P.S., 2 P.S.U., 1 gauchiste de gauche et 2 personnalités proches du P.C.

## ENCOURAGÉ PAR M. CHIRAC

M. Alain Juppé développe sa campagne dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement

M. Alain Juppé, candidat R.P.R. dans le dix-huitième arrondissement de Paris, qui a cessé d'exercer ses fonctions de directeur des finances et des affaires économiques de la Ville de Paris, a parcouru, vendredi 3 décembre, « sa » circonscription en compagnie du maire de la capitale, M. Chirac, qui, de longue date, possède l'art de la poignée de main facile, des contacts toujours chaleureux, mais toujours expéditifs. L'a présenté aux passants inconnus, aux commerçants surpris : « Vous connaissez M<sup>me</sup> Juppé, il va être candidat ici aux municipales », ajoutant, tantôt, « si vous avez des problèmes, écrivez-moi », tantôt, « venez le 8 au café le Ronsard, on y traitera des affaires du quartier ».

Pourtant bien reçu, le candidat et son mentor ont même eu la surprise d'être accueillis devant le square Léon-Serpollet, un vaste espace vert de 1,5 hectare en cours d'aménagement, par le député de la circonscription, M. Claude Estier, porte-parole du groupe socialiste. Celui-ci fait remarquer au maire qu'il n'avait pas été convié à cette visite. M. Chirac lui répond : « Je viens me rendre compte de l'exécution de travaux faits sur le budget de la ville et je n'ai pas souvenir que vous l'avez voté », et il ajoute : « Mais je me réjouis que vous ayez pris la peine de vous déplacer ». Et le petit cortège, où M. Estier cotoyait courtoisement son futur adversaire, M. Juppé, a visité le square.

1982, souhaitait conduire en mars prochain « une liste d'union de toute la gauche ». « Je regrette, a-t-il déclaré, que le ministre de l'économie et des finances, sans prendre notre réalité locale, sans prendre contact avec tous les élus locaux, se soit engagé dans cette voie ».

L'actuel maire de Clichy est M. Gaston Roche. P.S., qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

ANDRÉ PASSERON.

## Le premier ministre veut combattre le scepticisme et l'inquiétude qu'entraîne sa politique de rigueur

(Suite de la première page.)

Toutes les personnalités de gauche sont atteintes, sans pour autant que ce phénomène profite sensiblement à celles de l'opposition.

Au-delà de cette perte de confiance globale, trois réflexions s'imposent. La perte de crédit du gouvernement atteint notamment M. Jacques Delors, qui, jusqu'à présent, avait bénéficié d'une image de compétence économique que ne ternissait pas celle de la rigueur sociale. Les défections enregistrées par M. François Mitterrand sont sensibles parmi les cadres moyens et les employés - 52 % d'entre eux lui font confiance contre 57 % le mois précédent - qui représentent les gros bataillons de l'électorat socialiste. Enfin, les succès obtenus par le gouvernement ne sont pas perçus comme tels par l'opinion puisque 69 % des personnes interrogées jugent que la lutte contre l'inflation est inefficace.

Les résultats de ce sondage sont de nature à encourager ceux des socialistes qui sont tentés de renouveler leurs avertissements au gouvernement, afin que ce dernier « vende » sa politique mieux qu'il ne le fait, et qu'il se soucie un peu plus, à trois mois des élections municipales, des conditions politiques dans lesquelles va s'engager cette campagne.

La direction du parti socialiste considère, en effet, que le gouvernement ne parvient pas à faire passer dans l'opinion les aspects positifs de son action. Il est vrai que le premier ministre serait fondé à lui répliquer que la campagne de « mobilisation », mise en œuvre par le P.S. à l'automne, ne lui a pas été d'un grand secours. Les dirigeants socialistes déplorent également que se renouvellent les errements d'une période que l'on croyait révolue, celle - titanesque - des premiers mois d'exercice du pouvoir. Ils s'inquiètent des hésitations du gouvernement dans l'affaire des préretraites et des craintes, voire de la panique, qu'elles ont suscitées parmi les salariés intéressés. Ils s'étonnent que le pouvoir ne prenne pas garde aux conséquences de ce qu'ils appellent les « effets d'annonce ».

Ainsi a-t-on surtout retenu les déclarations de M. Michel Rocard, toujours nettement en 1982, la promesse d'une augmentation de 4 % du pouvoir d'achat du SMIC ne serait pas tenue.

L'augmentation, bien réelle, de ce pouvoir d'achat est passée au second plan.

Ces inquiétudes, légitimes, pourraient prochainement s'exprimer publiquement, dans la mesure où les socialistes souhaitent, autant que faire se peut, se démarquer du gouvernement, et ceci dans la perspective des élections municipales. D'autant que les nécessités de la concurrence avec le parti communiste les y incitent.

Cette démarche, pourtant, n'est pas sans danger. M. Georges Marchais en a tracé, à contrario, les limites en affirmant, vendredi 4 An-

tenne 2, que les scrutins de mars doivent être considérés à la fois comme un test par rapport à la politique de la majorité actuelle, et éventuellement, comme un « moyen pour la droite d'aller à la reconquête du pouvoir ».

Un test ? L'aveu n'est pas courant lorsque l'on appartient à la majorité. Il implique qu'un échec électoral pourrait conduire le parti communiste à contester davantage une politique qui en serait la cause, d'écarter, ne pourrait pas suivre jusqu'au bout.

En revanche, il est banal que l'opposition invite les Français à profiter de cette échéance pour transmettre « leur angosse » à ceux qui les gouvernent, selon le mot utilisé par M. Chirac. Certes, le maire de Paris se garde désormais de concevoir ce « message » comme une remise en cause de la légitimité du président de la République. Mais il est clair que l'intensité de ce message, pèsera sur la politique du pouvoir et rendrait, si l'échec est avéré, plus difficile encore son application.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## Un sondage de la Sofres

## LA COTE DE CONFIANCE DE M. MITTERRAND ET MAUROY EST EN BAISSE

Le Figaro-Magazine daté du 4 décembre publie un sondage réalisé par la Sofres entre le 19 et le 25 novembre 1982 auprès d'un échantillon national de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Selon cette enquête, 49 % des personnes interrogées déclarent faire « tout à fait » ou « plutôt » confiance à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement à la France, contre 53 % le mois précédent. Les avis de défiance passent de 43 à 46 %. La cote de confiance du premier ministre enregistré une baisse d'un point : 44 % des personnes interrogées lui font « tout à fait » ou « plutôt » confiance, contre 45 % au mois d'octobre.

Au « baromètre » de popularité, toutes les personnalités politiques de la majorité voient leur cote fléchir. M. Michel Rocard, toujours nettement en tête, perd trois points (58 % au lieu de 61 %). M. Jacques Delors, six points (44 % au lieu de 50 %).

Parmi les personnalités de l'opposition, M. Valéry Giscard d'Estaing enregistre une hausse de trois points (34 % au lieu de 31 %) mais est toujours devancé par M<sup>me</sup> Simone Veil (42 %), et par M. Jacques Chirac (40 %).

Toujours d'après cette enquête, 69 % des personnes interrogées jugent « inefficace » la lutte contre l'inflation, 76 % jugent « inefficace » la lutte contre le chômage, et 57 % pensent que les choses ont tendance à « aller plus mal » au lieu de 51 % précédemment. Toutefois 53 % estiment que les principaux problèmes « pourront être résolus par la négociation ».

## La discussion budgétaire au Sénat

## ● COMMERCE EXTÉRIEUR : le déficit de 100 milliards.

M. Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, ouvre la discussion en soulignant que si le dollar n'avait pas bougé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1981, nous n'aurions pas 100 milliards de déficit, mais 43 milliards de moins. Si le déficit de 1982 se reproduisait en 1983, la France aurait le plus grand mal à maintenir son niveau de vie et d'activité économique. M. Larue (P.S., Seine-Maritime), rapporteur de la commission des finances, déplore le vieillissement de notre équipement industriel, cause d'un recul des exportations et d'une augmentation des importations. Il dénonce aussi le protectionnisme déguisé de certains pays.

M. PrévotEAU (Un. centr., Marne), qui exprime l'avis de la commission des affaires économiques, estime normal l'impressionnant déficit « de notre commerce ex-

térieur, étant données la faiblesse de nos structures industrielles, la dépression mondiale et la politique économique qui fut celle du gouvernement ».

« Le vieillissement industriel, reconnaît M. Jobert, en réponse aux interventions des rapporteurs et de plusieurs orateurs, est la principale cause de nos malheurs, et il ne date pas d'aujourd'hui ». A propos des « déjouements de trafic », le ministre d'Etat déclare : « Aujourd'hui même j'ai envoyé un deuxième mémorandum à Bruxelles. Est-il normal qu'un pays qui n'a aucune industrie textile exporte chez nous des textiles ? ».

Le vote des crédits de M. Jobert est « réservé » jusqu'à lundi, au moment de l'examen des « services économiques et financiers » où ils sont inscrits.

## ● ÉDUCATION : l'attente.

Avant de répondre aux orateurs, samedi matin 4 décembre, M. Savary, ministre de l'éducation nationale, avait défini le budget de son ministère comme un « budget en croissance » et un « budget de priorités ». Il avait pris soin d'expliquer : « La politique scolaire et universitaire ne prend de sens que dans le long terme. Les mesures nouvelles peuvent paraître modestes, eu égard aux masses à mobiliser ; mais les efforts faits deviennent significatifs en longue période. Rapporté à la masse, le changement est d'abord une inflexion ; rapporté à la durée, il induit une transformation profonde ».

L'« inflexion », les sénateurs de l'opposition la regrettent : la « transformation profonde », ceux de la majorité la souhaiteraient plus ra-

pide. Pour M. Delfau (P.S., Hérault), rapporteur de la commission des finances, il s'agit d'un « budget d'attente » dont la rigueur, trop accentuée dans certains domaines, selon lui, nécessitera un collectif budgétaire. Aux yeux de M. Séramy (Un. centr., Seine-et-Marne), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, l'absence de « priorité » de « choix significatif » ne permet pas d'approuver un budget que M. Sauvage (Un. centr., Maine-et-Loire), également rapporteur de la commission des affaires culturelles, qualifie de « triste » et « décevant ».

Au nom du groupe communiste, M<sup>me</sup> Luc (Val-de-Marne) regrette qu'il ne soit pas fait plus « pour rompre avec la logique giscard-chiracienne ».



L'AFFAIRE DE L'INSTITUT HYPÉRION

Des personnalités françaises dénoncent la détention, en Italie, de M. Mulinaris

L'Institut de langues Hypérior, quai de la Tourneville à Paris, est périodiquement accusé d'être le repaire français des Brigades rouges (le 12-13 septembre). L'un des fondateurs, M. Vanni Mulinaris, trente-six ans, est détenu en Italie depuis le mois de février : il avait été arrêté alors qu'il était en vacances à Venise, où il travaillait comme professeur de français. M. Mulinaris est, notamment, accusé de trafic d'armes et de formation de terroristes.

En France, un comité de soutien à Vanni Mulinaris (1) s'est constitué, animé notamment par l'abbé Pierre, MM. Daniel Mayer, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, et Jean-Marie Domenach, ancien directeur de la revue *Esprit*. Il a réuni, lundi 29 novembre, une conférence de presse en présence de M. Mulinaris pour dénoncer la détention de son fils et de la campagne de M. Mulinaris pour dénoncer la détention de son fils et de la campagne de M. Mulinaris pour dénoncer la détention de son fils.

(1) 1-3, rue Georges-Pierré, 75015 Paris, tél. : 806-04-34.

« Le terrorisme est une forme de criminalité organisée » nous déclare M. Ugo Pecchioli, membre de la direction du P.C.I.

Membre de la direction du parti communiste italien, le sénateur Ugo Pecchioli, qui a été particulièrement chargé des questions de sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Sur la question des terroristes qui ont trouvé refuge en France, il nous a déclaré : « Les incriminations que les Français ne reposent pas essentiellement sur les déclarations des représentants. Celles-ci ne sont qu'une base de départ, après quoi les magistrats procèdent à leurs enquêtes et opèrent toutes les vérifications nécessaires. »

« Il faut bien voir qu'un certain nombre de personnes réfugiées en France portent de façon évidente des responsabilités politiques et morales. Elles ont été les dirigeants d'un mouvement subversif qui a perpétré des violences, qui a tué des personnes, qui a organisé des mouvements dans certaines villes, surtout à Padoue. »

« Les animateurs de l'école Hypérior sont des idéologues chargés de responsabilités, non de belles âmes ni des anges. Leur incrimination porte sur la dette de promotion de la bande armée, qui est un délit en soi, indépendamment des crimes et délits que ces bandes armées ont pu commettre. C'est à la justice italienne à déterminer les autres délits spécifiques. »

« On dit qu'ils ne se sont pas saisi les armes. De façon analogue, non par similitude, les parrains de la Mafia ne se sont pas saisis des armes. Ils ont tenu des excursions, les comparaisons ne doivent pas être faites pour être fautes, car parler de terrorisme italien, c'est évoquer une forme de criminalité organisée dont les délits sont aussi graves que ceux de la Mafia. »

J. N.

FAITS ET JUGEMENTS

Une association Culture et prison

L'association Culture et prison, créée récemment à l'initiative du ministère de la culture, vient d'être

L'affaire du Coral

UNE LETTRE DU DIRECTEUR DE LA REVUE « POSSIBLE »

M. Pierre Selosse, directeur de la revue *Possible*, nous écrit après la publication d'un article consacré à l'affaire du Coral :

« L'affaire du Coral a été publiée dans le numéro du 27 octobre 1982, dans le plan de M. Christian Colombani, le journal *Possible* est qualifié de « revue à caractère pédagogique ».

En qualité de directeur de publication, j'attire votre attention sur le fait qu'il n'y a aucun élément de son histoire journalière qui soit l'objet d'aucune sanction administrative ou judiciaire, d'aucune poursuite, d'aucune condamnation ou quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, nous ne pouvons que constater l'imputation qui mettez à la charge de la revue, qui constitue une inexactitude et ne peut qu'induire vos lecteurs en erreur sur le contenu de la revue *Possible*.

« Les ennemis judiciaires de M. Krief. Déjà inculpé depuis l'été dernier d'escroquerie et de falsification de chèques par M. Etienne Guillaud, juge à Paris, M. Krief a été réincarcéré le 19 octobre de non-respect de l'obligation du contrôle judiciaire. — M. Jean-Claude Krief, le dénonciateur des dirigeants du centre Coral d'Almargues, a été inculpé de escroquerie par magistrat de vol, recel, falsification de chèques et usage de chèques falsifiés, dans une information ouverte le 3 décembre par le parquet. Grâce à un versement de chèques dérobé le 11 février à un touriste allemand lors d'une agression commise dans le métro de Paris, M. Krief avait acheté une voiture, du carburant et une caméra.

son président, M. Pierre Marolhac, ancien sénateur, et son bureau, composé de MM. Pierre Arpaillange, procureur général à Paris, Yves Roumajon, psychiatre, Gilbert Estève, chef de cabinet du ministre de la culture (secrétaire général), Jean-Yves Bonnard, enseignant (trésorier), Gérard Soulier, professeur de droit à Amiens, Marcel Vasse, directeur régional de l'administration pénitentiaire (Bordeaux), Casamayor, ancien magistrat, M. Jeanne Goudal, ancienne détenue aujourd'hui sans emploi, Natacha Duché, visiteuse de prison, Françoise Davidéau, avocate, Isabelle Jan, chargée de mission au ministère de la culture.

Le ministère de la culture lui a accordé une subvention de deux millions de francs destinée à l'achat de matériel audiovisuel, qui pourra être mis à la disposition d'autres associations et de divers intervenants dans les prisons. Le matériel, propriété de Culture et prison, ne saurait être affecté de manière définitive à tel ou tel établissement pénitentiaire mais devrait être utilisé pour des actions précises.

Quatre ans de prison ferme pour deux auteurs d'attentats antimaghrébins, en Corse

Bastia. — Le tribunal correctionnel de Bastia a rendu son jugement vendredi 3 décembre dans l'une des affaires des attentats antimaghrébins de l'été dernier. René Balbi, Auguste Giannoli et Antoine Vincenzi ont été condamnés à six ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. MM. Roger Gambotti et Daniel Bertolucci, deux autres inculpés, ont été relaxés.

L'affaire a été jugée le 17 novembre, la cour s'accordant une semaine avant de prendre une décision. Celui-ci a été accueilli bruyamment par un public nombreux composé pour l'essentiel de parents d'amis des inculpés, qui ont manifesté leur désapprobation quant à l'importance des peines. — (Corresp.)

JUSTICE

A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Le baron Empain sur la sellette

C'est n'est pas le jour qu'un grand magnat de l'industrie est le témoin d'un procès. D'habitude, les témoins beaucoup plus communs. Alors, forcément, le baron Empain ne peut que focaliser les regards, d'autant que son enlèvement suscite encore bien des interrogations et que sa personnalité est, à bien des égards, assez peu connue. Les projecteurs sont tellement tendus sur lui qu'il est difficile de se demander s'il y a encore des accusés. Il n'y a pas, tout au plus, la deuxième jour du procès pour l'enlèvement du baron Empain, c'est à se demander s'il y a encore des accusés. Il n'y a pas, tout au plus, la deuxième jour du procès pour l'enlèvement du baron Empain, c'est à se demander s'il y a encore des accusés.

C'est maintenant que nous sommes tous les protagonistes de ce rapt ne sont pas dans le box des témoins. Les témoins commanditaires sont tous, pour lui, la grande question est de savoir s'il n'y a pas des témoins d'un procès plus élevé qui ont voulu nuire à un homme dont les responsabilités étaient extrêmes dans l'industrie économique et dans les affaires. Effectivement, une grande question, à propos de laquelle on ne peut que rappeler le mot du général de Gaulle, qui avait dit au moment de l'assassinat du baron : « Ce jeune homme m'agace. » Rappel historique qui prend tout son sens à l'heure où le jury compte en son sein la propre fille du général de Gaulle, M<sup>lle</sup> Elisabeth de Gaulle.

Une grande question, en effet, puisque à l'époque du rapt le baron Empain était le tête de cent cinquante sociétés employant cent vingt mille personnes et réalisant plus de 22 milliards de chiffre d'affaires. Est-ce à dire que cet enlèvement n'est peut-être pas tout fait crapuleux ? C'est aller un peu vite en besogne et voir les choses de travers où il n'y a sans doute que du solide. Mais les témoins sur le versant de la rancœur suscitent bien des interrogations.

M. René Engen, successeur aujourd'hui déchu du baron à la tête du groupe, l'a reconnu : le groupe Empain-Schneider était disposé à payer. « Puis, raconte-t-il, la police et les pouvoirs publics sont intervenus fortement ».

Une dette de 11 millions

M. Raymond Vuille, ami du baron, qui n'a pas été entendu, du moins par M. Bierry, avait, de son côté, voulu réunir les témoins. Il avait essayé de faire qu'il avait qualifié de « dégoûtant », ajoutant : « Tout s'est passé comme si on avait pu bénéficier de la part de M. Empain. » Il n'en faut pas plus pour relancer la polémique sur l'existence du groupe. Dans son témoignage professionnel ou dans ses pouvoirs publics, il n'est peut-être pas mécontent de ce qui arrivait au baron, suggère M. Kiejman. « Je n'ai jamais perdu de vue les choses », rétorque M. Engen.

Pourtant, sur une question de M. Thierry Lévy, il reconnaît que c'est la police qui l'a informé d'une dette de 11 millions de francs contractée par le baron Empain au début de 1977. Une dette que l'industriel a payée en souscrivant un emprunt. Une dette, même si elle n'est pas faite une fois, impression au sein de la hiérarchie du groupe. De là à penser que M. Edouard-Jean Empain aurait été enlevé en raison de sa dette pour le jeu, il n'y a qu'un pas que le président, M. Yves Verhaeghe, n'est pas franchi, mais que l'enlèvement du baron Empain est dans le jeu et pas au banc de la partie civile. — MICHEL BOLE-RICHARD.

DANS LE NORD

Le Syndicat de la magistrature accuse le procureur général de Douai de ne pas respecter les directives du garde des sceaux

Le Syndicat de la magistrature du Nord reproche au procureur général de Douai, M. Jean Brun, d'avoir une attitude répressive, contraire aux directives du garde des sceaux en matière pénale. Il s'appuie sur une récente visite de M. Brun à Lille, cours de laquelle le procureur général a tenu le trop faible nombre de jugements correctionnels rendus à Lille. En même temps, M. Brun s'était prononcé pour la poursuite des affaires sans suite, procès-verbaux, l'augmentation des audiences correctionnelles et celle jugées à chaque audience.

Le S.M., qui estime que M. Brun cherche, par son appel au « rendement », à obtenir de la chancellerie la meilleure dotation en personnel, dénonce la perversion du culte de la statistique. Augmenter le nombre des affaires aboutirait à une baisse de la qualité, de temps pour chaque dossier, jugements bâclés — un encombrement des tribunaux d'affaires à routine.

Le procureur général juge que cette polémique est « sans objet » et que les délégués régionaux du S.M. auraient gagné à venir lui rendre visite pour « dissiper les malentendus ». Il a précisé qu'il souhaitait seulement « une coordination de l'action publique avec les divers parquets ». Il estime cependant anormal, face à l'augmentation de la délinquance moyenne dans la région Nord (quelque 25 % entre 1981 et 1982), de voir les poursuites pour infractions aux crimes étant, elles, constantes.

Ce que le S.M. demande n'est pas la garde des directives du garde des sceaux, pour sa part, j'approuve totalement, a-t-il indiqué. Le garde des sceaux a demandé l'application de peines de substitution pour réduire l'emprisonnement de courte durée. Il n'a jamais dit qu'on ne devait pas poursuivre. — La politique pénale ne peut être faite ni totalement de prévention ni totalement de répression, mais la répression doit, en matière correctionnelle, être suffisante, a-t-il déclaré le procureur général.

SCIENCES

Départ de la 33<sup>e</sup> expédition polaire française pour l'Antarctique

Une cinquantaine de chercheurs et techniciens des expéditions polaires françaises ont quitté Paris, vendredi 3 décembre, pour rejoindre la base antarctique Dumont-d'Urville. Ce groupe représente l'essentiel des effectifs — soixante-deux personnes — tout — qui composent cette trente-troisième expédition polaire en Antarctique. Tous ne participent pas à l'ensemble de la campagne, qui prendra fin soit en mars prochain pour quelques-uns, soit en décembre 1983, après l'hiver austral, pour la plupart. Quelques-uns resteront le relais jusqu'en mars 1984 pour accueillir l'équipe suivante.

Dans les quatre bases antarctiques (Dumont-d'Urville, Terre-Adélie) et subantarctiques (Port-aux-Français, aux Kerguelen, Alfred-Faure, Crozet, Martin-de-Vivières, Amsterdam) seront continuées, cette année, les observations traditionnelles de géophysique externe (magnétisme et ionosphère, en particulier), de sismologie, de météorologie, d'ornithologie.

C'est ainsi qu'une importante campagne de biologie aura lieu aux Kerguelen pour étudier notamment les algues, les dauphins du Comores, la faune et la flore vivant sur le fond de la mer du Morbihan, la dégradation des hydrocarbures en eau froide. Aux Kerguelen et à Amsterdam seront effectués des mesures de divers éléments radioactifs présents dans l'air, destinées à mieux connaître la circulation atmosphérique et le cycle du carbone.

A Amsterdam, on cherchera à confirmer l'existence d'une espèce inconnue d'albatros. Aux Crozet, la campagne d'étude sera axée sur la construction d'un 1 500 mètres de long reliant la plage à la mer : cette construction est impérative depuis qu'une tempête a détruit, il y a quelques mois, le téléphérique qui transportait le matériel à l'installation jusqu'à la station.

En Terre-Adélie, les Américains doivent amener, le 25 décembre, par avion, quelques kilomètres de la côte, une équipe franco-américaine. Ainsi espère-t-on pouvoir faire, jusqu'au 30 janvier, un raid sur la calotte glaciaire jusqu'à 400 kilomètres de la côte. Au cours de ce raid, les instruments automatiques météorologiques américains installés depuis quelques années seront remis en état. Des radio-sondages atmosphériques seront fait à intervalles plus ou moins réguliers et les échantillons de neige et de glace seront prélevés.

Tout près de la côte, un camp d'été sera établi : on y fera du comportement de ballons captifs et on utilisera un tout petit avion commandé. Les uns et l'autre sont

destinés à faire des mesures et prélèvements d'air à des altitudes allant jusqu'à quelques centaines de mètres.

A la base Dumont-d'Urville, la campagne d'été sera consacrée, pour l'essentiel, aux préliminaires de la construction de la piste. Pendant l'été austral 1981-1982, les levés topographiques et bathymétriques détaillés avaient été faits. Cette année, on va aménager les installations nécessaires au débarquement du matériel lourd et construire une base pour loger le personnel du chantier. — Y. R.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND RELANCE LA CONSTRUCTION DU RÉACTEUR NUCLÉAIRE DE KALKAR.

Le Parlement fédéral allemand a donné, vendredi 3 décembre, l'autorisation de reprendre, après quatre ans d'arrêt, les travaux de construction du réacteur surgénérateur de Kalkar, situé non loin de la frontière qui sépare l'Allemagne fédérale du Pays-Bas. Contre l'avis du parti social-démocrate, soucieux de différer toute reprise de travaux pour mieux évaluer la rentabilité et la sûreté de ce réacteur surgénérateur prototype de 300 mégawatts de puissance (équivalent du réacteur français Phénix), les députés de la nouvelle coalition chrétienne-démocrate-libérale ont donné leur accord.

Ainsi, le gouvernement allemand semble adopter pour les réacteurs surgénérateurs de préférence aux réacteurs à haute température dont un prototype, très en retard pour les techniques, est en construction à Schmehausen. Il paraît difficile en effet que Bonn puisse mener à bien les deux projets.

Le projet Kalkar, suspendu à l'époque par le gouvernement du chancelier Helmut Schmidt en raison de son coût — de 690 millions de marks en 1970 il est passé à au moins 4,5 milliards de marks aujourd'hui — ne risque-t-il pas en effet de constituer l'essentiel des crédits disponibles dont une partie est prévue par la Belgique et le Pays-Bas ? Quoi qu'il en soit, le réacteur de Kalkar, qui a accumulé au cours des années des retards pour des raisons d'ordre budgétaire et technique, politique et écologique, ne pourra guère être en service avant 1990 au mieux.

ÉDUCATION

UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE SERA RESPONSABLE DE LA CONSULTATION SUR L'ÉCOLE PRIMAIRE

Procédure inhabituelle pour la consultation-réflexion sur l'école primaire annoncée par le ministère de l'éducation nationale (le 2 décembre). C'est la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présidée par M. Claude Evin, député socialiste de Loire-Atlantique, qui constituera le groupe de travail responsable de la consultation en liaison avec le ministère de l'éducation nationale.

Au début de l'année 1983, les instituteurs et institutrices des soixante écoles ou élémentaires, les parents d'élèves et les représentants des collectivités locales, seront invités à réfléchir ensemble à l'avenir de l'enseignement primaire. M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a souligné jeudi 2 décembre l'intérêt d'une démarche « démocratique » entre les solutions.

Le groupe de travail des députés qui sera animé par M. Bernard Derosier, député socialiste du Nord, rapporteur du budget — orientations générales — de l'éducation nationale, l'intention d'élargir l'objet de la consultation de ne pas la limiter à l'école primaire. Selon M. Evin, il s'agira, dans l'indépendance que confère son statut, à une commission parlementaire, d'approcher plus globalement les problèmes de l'enseignement.

MÉDECINE

Son état étant jugé satisfaisant

LE PORTEUR AMÉRICAIN D'UN CŒUR ARTIFICIEL A RETROUVÉ SON AUTONOMIE RESPIRATOIRE

Le 3 décembre, a débuté la journée, soit plus de soixante heures après qu'il ait subi une intervention chirurgicale qui a permis la pose d'un cœur artificiel. L'état de santé de M. Barney J. Clark était jugé satisfaisant. L'équipe chirurgicale du Centre médical universitaire de l'Utah a décidé, le 2 décembre, de retirer le système de respiration assisté. M. Clark a pu s'exprimer oralement, échangeant quelques mots avec les infirmiers.

Les chirurgiens ne sont néanmoins prudents pour ce qui concerne l'évolution de l'état de leur patient. Au cours d'une conférence de presse, le docteur William C. de Vries, qui a dirigé l'intervention, a déclaré que l'équipe composée d'une quinzaine de personnes avait « vécu l'opération comme une grande expérience spirituelle ».

A Rome, lors d'une émission télévisée organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire de la première transplantation cardiaque, le professeur Chris Barnard a déclaré : « Je pense que l'ancien système de transplantation est le meilleur. »

Un prix d'un montant de 100 000 dollars, par l'industriel américain Armand Hammer, président de l'Occidental Petroleum, a été décerné pour la première fois, vendredi 3 décembre, aux docteurs Ronald Levy de l'institut médical de Stanford (Californie) et George Stevenson de Southampton (Grande-Bretagne). Tous deux ont travaillé sur la reproduction des anticorps produits par les organismes victimes de la leucémie et du lymphome. — (A.F.P.)







## « Psycho-sites », suite et fin

## Naples rouge et noire

En évoluant à travers les sept étages bien garnies du Burlington House, on voit ainsi se composer — et petit à petit se nuancer, — le panorama de la vie sociale et culturelle méridionale. Naples étant alors au moins aussi cosmopolite que Rome — certainement plus que Paris. Quelques tableaux d'actualité de Spadaro, par exemple, enregistrant la scène urbaine et le prodigieux paysage urbain, l'immense baie, les navires, les palais et les églises. Pour eux et les affaires locales bon train. Y compris le commerce d'art. Là, les années récentes, le commerce par le beau livre de Francis Haskell, ont jeté un jour précis et intéressant sur les **committeés**, les marchands-collectionneurs, dans

Parallèlement commence la carrière de Solimena, dont la stature et la personnalité dominent le siècle. Il suit, comme son père, la voie du séculier. Sa *Madone du rossini* (vers 1680, Berlin) fait partie d'un ensemble de six autres du baroque. Mais nous y voilà. Bien subtil ou bien docteur, qui pourrait, dans les ouvrages de la première moitié du siècle, distinguer clairement le séculier du baroque ? Mais qui, sur la fin du dix-septième, ne s'aperçoit pas que la pulsion un peu folle, la peinture un peu compositions, les attitudes effrénées, les parures, les vides, qui ont envahi l'Europe, l'Espagne, l'Amérique, les prient. On a d'un côté, accablés de privilèges, comme au temps du carnavage, le laïc réservant le registre du roman noir.

Pas rockéiste pour un sou, André Morin exerce, à sa façon dans le baroque, le genre enfantin et pervers, avec une étonnante présence. Jean-Yves Lalegry, qui a écrit tous les textes des chansons sur des musiques de Claude Engel et d'André Popp, notamment, lui fait dire : « C'est d'une soirée acceptable » - C.F.

**115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10<sup>e</sup>**  
PRES GARE du NORD

**100, Av. Paul Doumer PARIS 16<sup>e</sup>**  
ANGLE RUE de la POMME



\_\_\_\_\_

100







AFFAIRES

Heurs et malheurs de la compensation

La « compensation », terme qui n'est pas nouveau, mais qui risque de se retrouver dans les prochains mois, est une notion qui a été introduite par le gouvernement pour désigner le « défaut d'importation » et non respect du principe de la libre concurrence.

Cette obligation est le plus souvent imposée aux producteurs étrangers qui ne peuvent pas exporter leurs produits en France. La compensation est alors imposée par le gouvernement pour compenser le manque à gagner des producteurs français.

C'est précisément ce qui est en jeu dans le cas de la compensation des produits locaux. Non seulement les producteurs locaux ne peuvent pas exporter leurs produits en France, mais ils sont également soumis à la compensation.

produits locaux. Non seulement les producteurs locaux ne peuvent pas exporter leurs produits en France, mais ils sont également soumis à la compensation. La compensation est alors imposée par le gouvernement pour compenser le manque à gagner des producteurs français.

Le gouvernement a en effet, lui, son rôle à jouer. Il doit veiller à ce que les producteurs locaux ne soient pas lésés par la concurrence étrangère. La compensation est alors imposée par le gouvernement pour compenser le manque à gagner des producteurs français.

Les administrateurs de biens et les syndicats se plaignent des modalités de la sortie du blocage

Les administrateurs de biens et les syndicats de copropriétés ne sont pas satisfaits du tout du ministère de l'économie et des finances et surtout de la direction de la concurrence et de la consommation. Leurs organisations professionnelles ont en effet, depuis la mise en place du Comité national interprofessionnel de la concurrence, de la concurrence et de la consommation, de nombreuses plaintes à formuler.

En fait, les propositions du ministère sont plus modestes que celles qui ont été présentées par les syndicats de copropriétés. Les syndicats de copropriétés ont en effet, depuis la mise en place du Comité national interprofessionnel de la concurrence, de la concurrence et de la consommation, de nombreuses plaintes à formuler.

Quatorze mille Donald's sont en cours de négociation à Paris. Ce changement d'enseigne est la conséquence du jugement intervenu début septembre à Chicago, interdisant à M. Robert Dayan de continuer à utiliser l'enseigne Mac Donald's, dans le cadre de son contrat de franchise qui liait la firme américaine. En effet, le numéro un mondial du hamburger (7 000 établissements dans le monde) avait estimé que les établissements de M. Dayan ne respectaient pas les critères de qualité et de service de la firme américaine. M. Dayan a aujourd'hui la tâche de dix-huit établissements de Donald's à Paris.

Plus sérieux est l'argument des professionnels qui concerne l'augmentation des charges administratives dues à la loi Quilliot : ils devront désormais fournir aux locataires leurs mandats tous les détails qu'ils réclameront sur les charges locatives ou sur les travaux d'entretien. Quelques problèmes informatiques à résoudre, peut-être du personnel à embaucher... J. D.

ÉTRANGER

Les États-Unis comptent 12 millions de chômeurs

Washington (A.F.P.). - Le chômage s'est fortement aggravé en novembre aux États-Unis par suite, principalement, de l'arrivée de quelque trois cent cinquante mille personnes sur le marché du travail. Le taux de chômage est passé de 10,4 % en octobre à 10,8 % en novembre. La main-d'œuvre au travail n'a pas augmenté de façon significative. Les États-Unis comptent, en novembre, 12 millions de chômeurs contre 11,6 millions le mois précédent. La main-d'œuvre au travail n'a pas augmenté de façon significative. Les États-Unis comptent, en novembre, 12 millions de chômeurs contre 11,6 millions le mois précédent.

Le Congrès du projet de loi, actuellement en discussion, l'augmentation de la main-d'œuvre, le produit, affecté à la remise des prêts et des ponts, est censé amener la création, directe ou indirecte, de quelque trois cent cinquante mille emplois. Cependant les économistes privés estiment que le taux de chômage devrait continuer à augmenter quelque peu en décembre.

Belgique : 11,4 % de la population active. - Le chômage a atteint un nouveau record en Belgique en novembre, avec 11,4 % de la population active. Quatre cent cinquante mille personnes ont été embauchées en novembre, mais la population active a augmenté de 50 000 personnes.

Canada : 1,4 million de personnes sans emploi. - Le nombre des Canadiens sans emploi a augmenté en novembre, atteignant un million quatre cent trente-huit mille, soit le chiffre le plus important jamais compilé depuis la dépression des années 30. Ainsi 12,7 % de la population active est à la recherche d'un travail, le même pourcentage qu'en octobre. Le taux de chômage était de 8,3 % en novembre 1981. (A.F.P.)

ÉNERGIE

Les nouveaux prix des produits pétroliers LE FUEL DOMESTIQUE A AUGMENTÉ DE 25 % DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER

Définitivement arrêtée, la fixation des prix des produits pétroliers entraîne une hausse un peu plus forte que prévu du prix des carburants. Avec une diminution de 4 centimes par litre sur le super et de 3 centimes sur l'essence ordinaire, en même temps qu'une hausse de 1 centime sur le fuel et le gazole, les prix des produits pétroliers à Paris seront, à compter du 10 décembre, de 4,76 francs par litre pour le super, de 4,46 francs pour l'essence ordinaire, de 3,69 francs pour le gazole et de 2,76 francs pour le fuel domestique. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1982 le prix du fuel domestique a ainsi augmenté de 25,2 %, celui du gazole de 21 % et celui de l'essence de 14,06 %.

On voit que la formule de prix s'applique pleinement pour l'essence et le super. En revanche, une répercussion intégrale des dépenses pétrolières - et principalement de l'augmentation des coûts des produits européens - sur le fuel et le gazole aurait amené une hausse supplémentaire sur ces produits, respectivement de 3,68 centimes par litre (arrondi à 4) et de 4,65 centimes. Dès le 12 janvier, la formule devrait donc jouer pleinement pour les quatre produits et entraîner une hausse de 4 centimes par litre du fuel domestique, de 3,68 centimes du gazole, de 4,65 centimes de l'essence et de 4,65 centimes du super. La dépréciation du dollar (dont le cours moyen pour novembre est de 7,21 francs) se poursuivra. Entre-temps une légère augmentation fiscale - pour le fuel spécial de grands travaux - interviendra le 1<sup>er</sup> janvier.

ENVIRONNEMENT

Les Dix hésitent à décider l'embargo sur les importations de peaux de bœufs phoques

Les dix ministres de l'environnement de la communauté européenne se sont séparés dans la nuit du 3 au 4 décembre à Bruxelles sans avoir décidé l'embargo sur les importations de peaux de bœufs phoques.

Cet accord sur le commerce avec le Canada avait été d'abord de nature à rassurer les Européens qui l'avaient vu à une importante majorité. La recommandation avait été reprise par la Commission européenne qui voyait dans cette mesure la seule solution aux objections croissantes des citoyens d'Europe contre le commerce perpétué chaque année dans la baie du Saint-Laurent. En France, par exemple, un sondage récent a révélé que plus de 90 % des personnes interrogées sont favorables à l'embargo comme moyen de stopper le massacre.

Cinq millions de pétitionnaires ont rassemblés à l'Europe pour demander l'arrêt de la chasse aux jeunes phoques. Vendredi, alors que les ministres de l'environnement se réunissent à la Commission européenne, les représentants de la Communauté manifestent à Bruxelles. Quant à l'organisation internationale Greenpeace, ses représentants ont déclaré que...

Les ministres néerlandais, italiens, grecs et irlandais étaient disposés à adopter immédiatement la proposition de la Commission tendant à appliquer l'embargo à l'ouverture de la chasse, en mars 1983. Par la voix de Michel Crépeau, ministre de l'environnement, la France a indiqué qu'elle n'importait plus de peaux de bœufs phoques et qu'elle était prête à une décision d'embargo empêchant le Canada de continuer la chasse. L'Allemagne a indiqué qu'elle craint les représailles et notamment la remise en cause de l'accord qui permet aux pêcheurs ouest-allemands de travailler dans les eaux canadiennes. Quant à la Grande-Bretagne, elle est embarrassée car le gros du trafic des fourrures passe par son territoire.

A LA DEMANDE DES PAYS-BAS Le gouvernement accepte d'enfourer dans le sous-sol une partie du sel rejeté par les Mines de potasse d'Alsace

L'affaire de la pollution du Rhin, qui empoisonne depuis des années les rivières de la France et des Pays-Bas, a pris un tournant décisif. La convention internationale de 1976, qui prévoit la réduction de la pollution du Rhin, a été ratifiée par la France et les Pays-Bas.

Cette décision, annoncée le 1<sup>er</sup> décembre dans la lettre que le premier ministre français, M. Pierre Mauroy, a adressée à son homologue néerlandais, M. Ruud Lubbers, et confirmée à Paris, survient à quelques jours de la réunion de la commission internationale du Rhin, prévue pour le 9 décembre à La Haye, et juste après que les responsables français ont connaissance des conclusions de deux rapports qu'ils avaient demandés sur les conséquences des procédés envisagés pour éliminer les rejets de sel provenant des Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.) dans le Rhin.

Un des rapports, concernant les impacts écologiques de l'injection de 700 000 tonnes de sous-sol pendant dix ans dans le sous-sol alsacien, estime que, sur les deux sites concernés, la protection de la nappe phréatique « paraît assurée ». Il demande des études complémentaires pour le site de Chalamp (Haut-Rhin) qui semble le plus favorable.

Cela dit, les Alsaciens continuent à refuser l'injection, et les Lorrains ne veulent toujours pas que soit créée une nouvelle saline en Alsace. Le conseil général du Haut-Rhin vient de rappeler formellement son opposition, et M. Pierre Weisenborn, député R.P.R. du Haut-Rhin, a estimé, après avoir consulté la loi par M. Mauroy, que la ratification par le Parlement français de la convention de Bonn de 1976 représenterait une agression inacceptable contre l'Alsace.

SOCIAL

LA DATE DE DÉPÔT DES CONTRATS DE SOLIDARITÉ Les syndicats réclament de nouveaux délais

Les éclaircissements et les assouplissements apportés par le gouvernement sur la mise en place des contrats de solidarité-prétraite n'ont pas apaisé les inquiétudes et réduit les manifestations.

La C.G.C. a déposé, jeudi 2 décembre, conformément à ce qu'elle avait annoncé, un recours en Conseil d'Etat, demandant de suspendre à exécution, de façon à annuler les dispositions prises par circulaire administrative, de la dérogation à l'emploi.

Cette circulaire prévoit que seuls seront pris en compte les salariés de solidarité déposés avant le 1<sup>er</sup> décembre, alors qu'un décret stipule que la prétraite sera maintenue à 70 % pour les personnes dont les entreprises ont signé la signature d'un contrat de solidarité avant le 31 décembre 1981.

Un mécontentement réel L'imprécision sur les délais limites (1<sup>er</sup>, 10 et fin décembre) mais aussi la réduction en matière de prestations chômage provoquent un vif émoi.

Le 12 janvier, la formule devrait donc jouer pleinement pour les quatre produits et entraîner une hausse de 4 centimes par litre du fuel domestique, de 3,68 centimes du gazole, de 4,65 centimes de l'essence et de 4,65 centimes du super. La dépréciation du dollar (dont le cours moyen pour novembre est de 7,21 francs) se poursuivra. Entre-temps une légère augmentation fiscale - pour le fuel spécial de grands travaux - interviendra le 1<sup>er</sup> janvier.

Le 12 janvier, la formule devrait donc jouer pleinement pour les quatre produits et entraîner une hausse de 4 centimes par litre du fuel domestique, de 3,68 centimes du gazole, de 4,65 centimes de l'essence et de 4,65 centimes du super. La dépréciation du dollar (dont le cours moyen pour novembre est de 7,21 francs) se poursuivra. Entre-temps une légère augmentation fiscale - pour le fuel spécial de grands travaux - interviendra le 1<sup>er</sup> janvier.

A l'Assemblée nationale

M. LE GARREC : LA RETRAITE NE SE PREND PAS A 55 ANS

Interrogé, vendredi 3 décembre, l'Assemblée nationale, sur la situation de la retraite, M. Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi, a répondu : « Personne ne sera floué. On a donné une interprétation erronée à une circulaire parvenue au mauvais endroit. Tout sera fait pour que tous les salariés aient droit à la retraite à l'âge voulu par la loi. Les formes exigées seront respectées à partir du 31 décembre ».

Cela dit, ces salariés doivent faire l'objet de la rigueur administrative exceptionnelle. La retraite ne se prend pas en France à cinquante-cinq ans ; elle n'est pas soumise à la règle de la retraite à soixante ans (...). Cela sera précisée, les salariés de solidarité demeureront. Ceux qui seront passés après le 1<sup>er</sup> janvier seront moins favorables, mais nous sommes intéressés, en particulier pour les salariés dont les revenus sont les moins importants. Il faut choisir la solution la plus favorable dans d'autres conditions une action qui a montré son efficacité ».

Durant le week-end

GRÈVE DES ÉBOUEURS PARISIENS

Le ramassage des ordures ménagères tout au long des 1 200 kilomètres de rues parisiennes sera perturbé durant ce week-end en raison d'une grève des éboueurs C.G.T. Ces personnels sont mécontents, car ils n'ont plus droit à la prime de transport (23 F), qui a été supprimée, et ils sont exclus des bénéfices de la loi prévoyant le remboursement à 40 % des frais de transport, puisqu'ils prennent leur travail avant que les poubelles ne soient communes ne commencent à fonctionner.

Cette profession compte à Paris 4 800 agents qui touchent une rémunération nette s'élevant entre 4 590 et 5 500 F par mois et 7 235 F pour un chef d'équipe au fin de carrière. Les éboueurs ont droit chaque année à trente-sept jours de congés et à dix-huit jours fériés. Dans un communiqué, le maire de Paris a demandé aux Parisiens de limiter autant que possible la production d'ordures et d'éviter un tout car de déposer tout déchet en vase. La grève touche les éboueurs, qui avaient touché seulement les cinq cents éboueurs de la Seine, remonte au mois de décembre 1980.

Depuis dix-huit jours

LES « PERVENCHES » PARISIENNES NE SURVEILLENT PLUS LES PARCOMÈTRES

Après dix-huit jours de grève, les représentants C.G.T. des « pervenches » - mécaniciennes chargées de la surveillance du stationnement dans Paris - ont été reçues le 2 décembre par M. Jean-Louis Hauteclou, adjoint au maire de Paris et chargé de la circulation. Les onze cents « pervenches » veillent sur les cinquante-quatre mille places de stationnement payant dans Paris. Elles se plaignent de la modicité de leur salaire et des incertitudes de leur statut. En effet, comme personnel communal, elles sont payées par la ville (coût 76 millions de francs) mais, comme auxiliaires de la police, elles sont sous l'autorité du préfet de police. Elles demandent dans un premier temps leur reconnaissance officielle, ce qui aurait pour effet de leur faire passer leur salaire (3 500 francs par mois environ) et leur statut (intégration dans la police nationale).

Reçues il y a quelques jours par le cabinet du préfet de police où l'on s'est dit disposé à appuyer leur demande, elles ont maintenant vu leur demande repoussée à l'indéfinit. Le préfet de l'Intérieur a également pris une décision négative grave, basée en cause les critères de recrutement nationale légalement reconnus, et jusqu'à présent respectés par les gouvernements, ajoute la C.G.T. La C.S.L. ex-C.F.T. organisation d'inspiration patronale, n'a rien de commun avec le mouvement syndical (...). Il n'est pas admissible que pour la première fois (on) accorde une reconnaissance de fait refusée par les gouvernements à une officine qui agit sur les libertés dans les entreprises sans en avoir les compétences et les moyens destinés à combattre les méfaits.

La C.G.T. assure que la grève est suivie à 80 % et que l'absence de surveillance des parcomètres met la ville environ 200 000 francs par jour. En effet, si les parcomètres dressés par les contractuels reviennent à l'Etat (100 millions par an), le prix du stationnement (136 millions) va dans les caisses de la mairie. En cas d'absence des parcomètres, les grévistes manifestent, en tenue, mercredi 11 décembre devant le ministère de l'économie et des finances.



## SOCIAL

## Les nouveaux immigrés

## III. - La fin des O.S. ?

par JEAN BENOÎT

Les « nouveaux immigrés » se stabilisent, se fixent en France. Mais ils s'impliquent en même temps dans les luttes sociales (le Monde des 3 et 4 décembre). Est-ce un mai 68 des usines ? Quelles sont les chances de ces travailleurs dans la crise ? Quelles sont les chances, aussi, de la deuxième génération ?

On a beaucoup parlé, à propos des conflits des O.S. de l'automobile, d'une sorte de mai 68 des immigrés. Cette référence n'est pas un hasard. Car c'est au cours de la grande révolte festive du Quartier latin que s'étaient dessinés les premiers signes d'une prise de conscience des minorités.

Pourtant les immigrés n'étaient guère présents, acteurs ou spectateurs, sur les barricades. Dans les piquets de grève de l'époque, sous les drapeaux rouges des grandes usines occupées, Renault, Chausson, Citroën, Kléber-Colombes, Penarroya... ils étaient encore confondus dans la masse. Et c'est presque anonymement qu'ils s'étaient mêlés au mai ouvrier, celui de la grève générale qui fut, en juin 1968, le vrai détonateur de la crise.

Jusqu'alors, la stratégie de la gauche à l'égard des travailleurs étrangers s'était inspirée d'une doctrine confortable : les immigrés sont des salariés comme les autres ; ils participent à la lutte de classe dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux. En la matière, les deux formations les plus puissantes, le P.C.F. et la C.G.T., ne faisaient qu'appliquer un principe adopté par la III<sup>e</sup> Internationale : le militant adhère aux organisations ouvrières du pays où il réside, et combat aux côtés du prolétariat local. Cette rigueur avait permis au P.C.F. de s'implanter solidement au sein de l'immigration polonaise et italienne et, dans une moindre mesure, parmi les communautés espagnole et portugaise. Elle l'a conduit aussi à des contradictions, illustrées au début de la guerre d'Algérie, et répérées tant bien que mal par la suite.

## La communion des exclus

Mais, au-delà du fabuleux court-circuit de mai 68 et de ce que d'aucuns ont appelé la rhétorique du maximum, une série d'acquis que l'on croyait provisoires ont survécu, apportant un renouveau des luttes sociales avec la tactique des occupations d'usines, forme extrême de la grève sur le tas des années 30 ; l'institutionnalisation du féminisme ; l'éclosion des thèses autogestionnaires en pleine Europe capitaliste ; la banalisation de l'écologie ; surtout, pour emprunter à Régis Debray, « l'ipsofactum de la différence ».

Promotion des groupuscules, mais aussi réhabilitation, voire habilitation morale des minorités, qu'elles fussent sociales — comme la jeunesse adolescente, les handicapés, les mères célibataires, les homosexuels, les marginaux — ou nationales — comme les Basques ou les

Bretons — ou transnationales, comme l'immigration avec ses travailleurs de toutes races, de toutes couleurs de peau, de toutes langues, où dominent toutefois les cultures méditerranéennes.

Mai 68, derrière la « chénille » (de Gaulle) ou « le grand bazar » (Cohn-Bendit), derrière le super-show des slogans, des graffiti, des imprécations révolutionnaires, c'était d'abord la communion des exclus, la sacralisation des particularismes. Dès 1968, les immigrés les plus politisés montent à la surface, au moment où débute — coïncidence ? — la crise actuelle, qui est celle du monde industriel.

## Un regain de combativité

On sait combien fut grande la désillusion des gauchistes. Déçus par la normalisation qui allait suivre et par l'apparente apathie de la classe ouvrière, ils tentèrent de prolonger les conquêtes de mai 68 par des actions ponctuelles aux côtés des immigrés, considérés tantôt comme des marginaux, tantôt comme l'avant-garde d'un nouveau *lumpenproletariat*. Dangereuse démarche, parce que parfois lourde d'utopies et de quiproquos, dans le contexte d'une immigration non encore organisée. Mais généreuse entreprise aussi, qui devait, presque miraculeusement, créer à gauche une vague d'interactions, concourantes, dont on fit compte les immigrés, accueillis en grand nombre dans les années d'abondance, ont profité peu à peu, s'intégrant même, pour une minorité d'entre eux, dans les organisations syndicales françaises. Conscients d'appartenir à des ensembles plus vastes que leur patrie d'origine (Afrique occidentale et monde arabe), les immigrés sont devenus plus réceptifs à certains thèmes politiques (classisme, mondialisme, Polisario, problème palestinien, conquête des libertés démocratiques en Espagne, en Grèce, au Portugal).

Aujourd'hui les syndicats, C.G.T. en tête, reconnaissent la spécificité de cette lutte. Deux types de stratégies se développent ainsi côte à côte : d'une part la dénonciation idéologique des scandales de l'immigration, l'exploitation du chômage ; d'autre part les batailles menées avec les syndicats autochtones pour des conquêtes collectives, en France même que couronnent les lois Auroux. La crise relance la combativité des O.S., qui s'était exprimée dès 1971 aux usines Renault du Mans, puis tard à Flins et ailleurs.

## Les plus touchés

## par la crise

Depuis dix ans — M. Mitterrand l'a rappelé au sommet de Versailles — la France a perdu 700 000 emplois industriels. Il est banal de dire que les immigrés sont les premiers frappés. De 1976 à

service de l'Etat, où la charge de travail pour 1983 est estimée à + 25 %.

Incidents à l'usine Citroën de Saint-Ouen le soir des élections professionnelles. Des incidents ont opposé mercredi 1<sup>er</sup> décembre une quinzaine de salariés de l'usine Citroën de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) à deux travailleurs de l'entreprise dont l'un a été hospitalisé. La C.G.T. dément pour sa part l'existence de tout affrontement. Selon la version de la C.S.L., confirmée par la direction de Citroën, après la proclamation des résultats des élections au comité d'établissement, un responsable C.G.T. de l'usine a demandé à deux de ses collègues de leur remettre leurs bulletins non utilisés afin de vérifier leur vote. Les deux hommes — ayant refusé d'obéir — ont été agressés à leur sortie de l'usine par une quinzaine de militants cégétistes, ajoute-t-on de mêmes sources. L'un a été seulement contusionné, mais l'autre, frappé à coups de barres de fer sur la tête et les côtes, a dû être hospitalisé à l'hôpital Bichat.

1981, sur 385 000 emplois supprimés, 225 000 touchaient des étrangers ; près de 60 %. Globalement, le pourcentage des immigrés sans emploi n'est pourtant guère plus élevé que celui des chômeurs nationaux, sauf dans le cas des plus de cinquante ans. A première vue même, les immigrés restent d'autant plus solidement rattachés au processus de production qu'ils occupent les postes les plus bas. De ce fait, jusqu'à présent, ils ont relativement bien résisté à la crise, comme l'ont montré des études réalisées récemment (2). De sorte que l'on ne peut pas opposer un marché de travail primaire garantissant l'emploi des nationaux à un marché secondaire abandonné aux étrangers. L'équation deux millions de chômeurs — deux millions d'immigrés chômeurs — de M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., n'est toujours pas évidente : la coupure passe à travers la population étrangère comme à travers la population autochtone.

En fait, tout dépend des climats qui interviennent au niveau des branches d'activité, de la taille des entreprises, des bassins d'emploi, du sexe, des secteurs professionnels. Le « problème des O.S. », comme on dit au C.N.P.F., se pose particulièrement dans les secteurs à forte industrialisation (Paris, Lyon, le Nord ou la Lorraine) et dans les industries lourdes ou d'assemblage (automobile, transformation des métaux, sidérurgie, chimie) où la machine est plus grande qu'avant.

Cette conversation se déroule à Marseille, vers 11 h 30 du matin, dans les studios de Radio-Gazelle, une radio libre immigrée, la deuxième en importance dans l'agglomération après Radio-Forum 92, qui est proche des mutualités C.G.T. Djamel, jeune Tunisien, passe un disque « funky » un rock de l'année 1979. « C'est pour les jeunes Maghrébins, qui s'ennuient le samedi soir, explique-t-il. Leur père les empêche de sortir, et d'ailleurs elles n'ont pas d'argent. » En deux mots, Djamel vient de résumer le conflit de la deuxième génération — plus d'un million et demi de jeunes étrangers de moins de vingt-six ans, la plupart nés en France (4). Dans toutes les conversations, un leit-motiv : « Ne plus faire le boulot de papa ». Mais aussi luter pour des droits égaux, pour une formation réelle à un métier. C'est ce que nous confie Khira Ait Abbas, vingt-huit ans, chômeuse, ancienne déléguée C.F.D.T. dans un atelier de confection, une P.M.E. fermée il y a un an. Khira est l'une des animatrices de Radio-Gazelle. La plupart de ses collègues sont des ouvriers, des ouvrières qui se forment le soir en présentateurs de disques, en journalistes bénévoles. Comme à Radio-Trait d'union (Lyon) ou comme à Radio-Soleil (Paris), ils veulent « rétablir le contact entre les Français et les immigrés, entre les cultures, entre les générations ». C'est aussi ce que nous déclarait, à Paris, Saïd Bouziri et Mohamed Nemmiche, collaborateurs de Sans Frontière, un journal d'immigrés : « Prendre en compte les cultures non-européennes, l'interculturalité, c'est casser la baraque Citroën ». En d'autres termes : casser le taylorisme et participer aux décisions, à l'élaboration de la politique qui concerne les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. Certains de ces derniers ne vont-ils pas

biens des O.S. ? Les experts constatent de plus en plus chez les jeunes travailleurs de l'automobile une tendance à l'absentéisme, à la fuite devant la tâche quotidienne. On fait « la route ». On décroche du boulot-métro-dodo (autre référence à mai 68), on part trois ou quatre mois au soleil, on revient quand on n'a plus d'argent. Même pour les âgés — et singulièrement pour les immigrés, qui redoutent une plus grande déqualification encore — l'introduction des automatisations dans la production est loin d'entraîner l'adhésion des salariés.

Restructurations, fermetures d'usines, licenciements, modernisation du travail, francisation du personnel. Pendant ce temps, dit Hamid Aoumeur, ancien O.S. chez Renault-Flins et membre de la commission nationale du P.S. pour les immigrés avant le 10 mai, des ouvriers étrangers qui ont acquis de l'expérience, qui connaissent leur métier mais ne sont pas reconnus comme tels même lorsqu'ils disposent de qualifications nécessaires, se voient menacés de perdre leur emploi. Les nouvelles technologies ? Parfois oui. Mais si la machine est moins pénible physiquement, elle accroît les contraintes individuelles du salarié, brusquement responsabilisé. L'assujettissement à la chaîne, à la machine est plus grand qu'avant.

Cette conversation se déroule à Marseille, vers 11 h 30 du matin, dans les studios de Radio-Gazelle, une radio libre immigrée, la deuxième en importance dans l'agglomération après Radio-

jusqu'à réclamer le droit de vote aux municipales, comme ils le possèdent déjà aux élections prud'homales ?

Mais il y a l'immédiat. « Dans les Bouches-du-Rhône », dit Mustapha Mohamadi, animateur du Centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb, plus de 80 % des immigrés travaillent dans le bâtiment, qui a le plus souffert de la crise dans la région. Alors c'est le chômage, la débrouille, et malgré tout la « pijo », pour la frime. « La pijo », en argot « pataouète », c'est la Peugeot. On en revient toujours à l'automobile...

Hamid Aoumeur rit. « Ici, c'est Marseille, c'est différent de Paris. » Et il raconte, devant le micro, l'anecdote classique de l'immigré fraîchement débarqué, qui écrit à sa famille : « Bien arrivé à Marseille. Demain, je prends le train pour la France. »

FIN

(1) Régis Debray, *Modeste contribution aux cérémonies d'anniversaire*, éditions Maspéro.

(2) Voir le rapport Le Forc, ainsi qu'un rapport du SOPEMI (C.O.D.E.), le Monde du 19 mai 1981 et une étude de M. Michel Poinard et Michel Roux pour le ministère du travail sur la période 1974-1979 (Institut de géographie Daniel-Fauchet, université de Toulouse-Le Mirail).

(3) Notamment Jean-Pierre Dumont, *La fin des O.S.*, éditions Maspéro de France.

(4) Soit 7,1 % des jeunes de moins de vingt-six ans, dont 677 000 de moins de neuf ans et 273 000 de quinze à dix-neuf ans. Leur proportion dans la population étrangère en France, qui était de 38,9 % en 1975, pourrait passer à 54 % dès 1995, pour dépasser les 62 % en 2015.

## Retour à la xénophobie

par TAHAR BEN JELLOUN

L'hospitalité a ses lois. La France socialiste — terre d'asile et d'immigration — est en train de les réviser. Des portes se ferment et des formalités de plus en plus contraignantes sont exigées des visiteurs de certains pays. A la base, un esprit de méfiance accrue, voire de peur, qui se traduit dans les faits par un manque de générosité, pour ne pas dire d'aversion. La France veut se préserver. C'est son droit. Elle essaie de protéger sa sécurité en éloignant de ses frontières tout étranger en qui elle voit quelque chose de menaçant. Elle ne peut pas faire couler le sang des innocents. Quant à ceux qui viennent en France pour des raisons véritables (études, santé, tourisme, affaires), ils devront être munis de tous les papiers exigés à l'entrée d'un territoire et contraindre.

Un universitaire marocain, ancien élève de l'ENA, s'est vu récemment refuser par la police des frontières de l'entrée en France. Ce n'est ni un repris de justice, ni un candidat clandestin à l'émigration. Il venait à Paris pour se faire opérer. Son passeport était en règle ; il avait sur lui son billet de retour et la somme d'argent exigible ; il avait aussi le certificat d'hébergement signé par la mairie où habitent les amis chez qui il devait loger. Ce papier ne portait pas la signature et le tampon du service du ministère des affaires étrangères. Cet oubli a suffi pour que l'entrée en France lui soit refusée. Plus grave : on a opposé sur son passeport la mention « refusé » ; cet homme ne pourra peut-être jamais revenir sur le territoire français avec

ce passeport, ni entrer dans d'autres pays européens.

D'après les déclarations de M. Joseph Franceschi, bientôt un visa sera exigé pour les Maghrébins comme c'est déjà le cas pour les Latino-Américains. Mettre sur le même plan le Maghreb et l'Amérique latine pour ce qui est de la méfiance et leur appliquer les mêmes mesures d'austérité revient à effacer ou à nier les rapports complexes, historiques et affectifs qui existent entre les peuples français et maghrébins. Ces rapports sont importants : ils sont nourris et se complètent par la présence sur le sol français de presque deux millions de Nord-Africains.

Ces nouvelles mesures et restrictions auraient pour objectif la lutte contre le terrorisme international ainsi que l'immigration clandestine. Deux remarques : — On sait qu'un grand nombre de candidats à l'immigration clandestine ne rentrent pas en France par les voies légales ; ces malheureux suivent souvent le chemin des passeurs ou, parfois, ils perdent et leur argent et leur vie.

— Tout le monde sait que les terroristes traversent les frontières en toute tranquillité ; rien ne dit sur leur visage qu'ils sont des assassins, et encore moins sur leurs poignets. Par ailleurs, je ne me souviens pas qu'un travailleur émigré ou un universitaire maghrébin ait été un jour impliqué dans des actes de terrorisme.

Dans ces conditions, quel sera l'avenir des relations entre la France et le Maghreb ? L'époque où n'importe quel Maghrébin pouvait, avec un simple passeport, quitter son pays et venir se perdre dans la foule française est finie. A présent, les sorties du pays sont contrôlées et, en outre, il n'est pas facile d'obtenir un passeport.

Le gouvernement socialiste avait commencé par abolir quelques lois et décrets d'inspiration xénophobe, imposés aux immigrés par le régime de l'ancienne majorité ; il régularisa des dizaines de milliers de « sans-papiers ». Pourquoi prend-il aujourd'hui prétexte des problèmes de sécurité et de chômage pour fermer les portes du pays ou, du moins, en rendre l'accès difficile ?

Tout système de visa implique la réciprocité. Il n'y a pas longtemps, les citoyens français pouvaient entrer en Tunisie avec la simple carte d'identité. Si ce climat de méfiance est instauré de part et d'autre, ce sera la fin des rapports privilégiés dans l'histoire franco-maghrébine.

Puisqu'on nous dit que l'instauration des visas est dictée par la lutte contre le terrorisme international, il paraît donc normal de l'imposer aussi aux citoyens des pays d'où, de temps en temps, partent des commandos de tueurs. Ce qui toucherait un certain nombre d'Etats avec lesquels la France entretient de bons rapports et qu'elle ne tient pas, pour le moment, à suspecter.

## ENTE PARCO NAZIONALE GRAN PARADISO

Le Parco Nazionale Gran Paradiso ouvre un concours pour le projet de la signalisation (panneaux, portails, kiosques, signaux, etc.) à installer sur son territoire.

Le concours est ouvert aux spécialistes italiens et étrangers. Les demandes en langue italienne avec curriculum vitae doivent être présentées dans les vingt-cinq jours après la date de publication de cet avis à :

Parco Nazionale Gran Paradiso,  
via Della Rocca 47, 10123 TORINO (Italia)

Le Parc se réserve de communiquer directement aux intéressés l'admission au concours, ainsi que les modalités pour l'envoi du texte.



## La deuxième génération

Est-ce la fin des O.S. ? Certains sociologues la prédisent depuis des années. D'autres se montrent plus nuancés (3). « Notre entreprise ne produit pas plus de voitures qu'il y a trois ou quatre ans, nous dit M. Michel Louis (C.F.D.T. Renault), mais il y a toujours autant de salariés. Rien ne prouve qu'il y a, ou qu'il y aura dans ce secteur une chute de l'emploi. » En fait, on assiste à une francisation débridée des salariés. Dans le même temps que 22 000 immigrés sont licenciés dans l'automobile, 19 300 emplois sont créés dans des unités nouvelles. « L'amélioration des conditions de travail se retourne ainsi contre les immigrés. Ce n'est pas une fatalité : les patrons ne font rien pour les préparer aux bouleversements technologiques », nous déclare M. Jean Lauhiere, membre du secrétariat confédéral de la C.G.T., chargé des questions de formation professionnelle des immigrés. Un exemple : les conditions de scolarisation des immigrés de la deuxième génération font que 20 % d'entre eux quittent l'école analphabètes.

La robotisation des usines apportera-t-elle une réponse au pro-



# FOURRURES GEORGE V

## EXCEPTIONNELLEMENT

### MAGASIN OUVERT DIMANCHE 5 DEC.

de 10h00 à 19 h 00 sans interruption

40. Av. George V. Paris 8<sup>e</sup>







# LA REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 29 novembre au 3 décembre 1982

**P**LACÉE « sous l'enseigne des Monory » en raison des échéances de fin d'année, cette semaine s'est finalement déroulée sans encombre et le score final traduit même une hausse d'ensemble de 0,7 %, ce qui porte à près de 2,8 % la progression des actions françaises depuis la dernière liquidation.

En ce début de décembre, les préoccupations des professionnels étaient de deux ordres. D'une part, il convenait de savoir si les gestionnaires allaient continuer à procéder à des ajustements de portefeuilles comme ils le font traditionnellement chaque année jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, afin de se conformer aux divers quotas applicables aux Sicav. D'autre part, et c'était la question essentielle, il fallait deviner si la clientèle privée, c'est-à-dire les « petits » souscripteurs de Sicav Monory, allaient prendre le relais des investisseurs institutionnels qui disposent réglementairement jusqu'au 31 mars 1983 pour souscrire la cote avec leurs ordres d'achat.

Il faut croire que les inquiétudes n'étaient pas fondées puisque, une fois encore, l'échéance du début décembre a été franchie sans accroc, par rapport aux années antérieures, à cette différence près que le schéma traditionnel a été un peu perturbé en milieu de semaine. Alors que les fins de semaine de la cote attendaient une progression des cours mardi 30 novembre, dernier jour octroyé aux gestionnaires de Sicav pour remplir leur encours, c'est le contraire qui s'est produit. Le marché a en effet brutalement plongé de 1,3 % sans que les familiers du Palais Brongniart aient pu bien saisir pourquoi, sinon que Michelin a soulevé, une fois de plus, la retraite, et que plusieurs grandes valeurs (Peugeot,

## Fausse alerte

Pernod-Ricard, Bouygues, Lafarge) n'ont eu aucun scrupule à hisser le drapeau blanc.

La séance du lendemain coïncidait avec le premier jour d'un long délai de quatre mois laissé aux « gendarmes » pour réinvestir les capitaux recueillis jusqu'ici, et nombre de professionnels faisaient le moue avant le premier son de cloche en pensant que les gérants de portefeuilles allaient cesser leurs interventions alors que les « petits porteurs » de Monory n'avaient pas encore pris le relais. Là encore, le raisonnement devait se révéler faux. Non seulement les « monoristes » étaient venus en force faire la hausse sous les lanternes, contrainignant les professionnels à retarder les cotations de dix minutes pour prendre le temps de dépouiller leurs ordres, mais certains gestionnaires acceptaient de faire de la figuration, imprimant à l'indicateur instantané une hausse voisine de 1 %.

A peu de chose près, le même scénario devait se dérouler au cours des deux dernières séances, les opérateurs trouvant par ailleurs un facteur d'encouragement en fin de semaine dans la baisse des taux d'intérêt concertée entre plusieurs pays européens (Allemagne fédérale, Suisse, Pays-Bas et Autriche). Pour ne pas être en reste face à cette désestimation générale, M. Delors s'empressait aussitôt d'expliquer « l'espoir » que les banques françaises faussent de moins « dans les prochains jours », un moyen d'entretenir la fiction selon laquelle les établissements bancaires pratiquent une politique de taux

indépendante des injonctions du Trésor... L'appel à-t-il été entendu ? Toujours est-il que, vendredi, le loyer de l'argent au jour le jour repassait enfin sous la barre des 13 % pour s'établir à 12 7/8 %, pour la première fois depuis le 12 mai 1981.

De quoi remettre un peu de baume au cœur des boursiers alors que les perspectives qui s'ouvrent à la Bourse de Paris pour les prochaines semaines ne justifient pas de ressentiment particulier.

Sur un plan purement technique, celui du volume des capitaux en présence, le marché pourra compter au début de l'année prochaine sur plus de 10 milliards d'argent (francs) provenant à la fois des intérêts à verser sur divers emprunts d'Etat (dont près de la moitié pour le seul emprunt 7 % 1973) et du paiement de coupons sur les obligations industrielles remises aux anciens actionnaires de sociétés nationalisées en février dernier.

De plus, la passerelle entre l'ancien système des « 5 000 F Monory » et le futur compte d'épargne en actions a été définitivement jetée. Sans doute de nombreux détails restent-ils encore à régler, tel celui de savoir si le Parlement entérinera ou non la proposition que vient de faire M. Monory à la commission des finances du Sénat, à savoir de ramener à 13 000 F (contre 14 000 F) le plafond applicable aux achats nets d'actions françaises effectuées par un couple tout en majorant à 30 % (contre 25 %) la réduction d'impôt autorisée. Mais, en dépit de toutes les imperfections propres à un nouvel instrument financier, celui-ci a au moins un mérite : celui d'exister.

SERGE MARTI.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Net raffermissement

Wall Street a surmonté cette semaine ses récents accès de faiblesse. S'il n'a cependant pas été immédiat, son redressement a été spectaculaire. Après une première séance jugée « frileuse », le marché, comme moné sur des reports, a brutalement monté mardi (+ 36,43 points), pour ensuite consolider ses positions assez solidement. Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice des industrielles a progressé de 34,01 points à 1 031,36.

L'on se perdait un peu en conjectures autour du « Big Board » pour expliquer ce sursaut. Les uns faisaient valoir les espoirs d'une reprise économique, que rien vraiment ne justifiait, les autres, hypothèse plus plausible, la promesse d'une politique de crédit assouplie que le FED pourrait mener à l'ampleur de la récession. En fait, il semble bien que ce soient les rachats effectués par les vendeurs à découvert qui ont été à l'origine de cet accès de fièvre. Apparemment, les ventes fiscales de fin d'année n'ont pas encore commencé, les investisseurs les retardant dans la crainte de ne pouvoir bénéficier d'une reprise si les taux d'intérêt recommencent à baisser.

	Cours 26 nov.	Cours 3 déc.
Alcoa	26 7/8	28 3/8
A.T.T.	59 7/8	60
Boeing	30 1/8	32 5/8
Chase Man. Bank	51 5/8	51 7/8
Du Pont de Nem.	37 5/8	37 1/2
Eastman Kodak	90 3/8	92 1/2
Exxon	28 1/4	27 7/8
Ford	31 3/4	33 3/8
General Electric	88 5/8	91 5/8
General Foods	43 1/4	44 1/4
General Motors	57 3/4	58 1/2
Goodyear	32 3/4	34 1/2
I.B.M.	83 3/8	88 3/8
L.T.T.	31 1/4	31 7/8
Mobil Oil	23 1/8	23 1/4
Pfizer	70	73 1/4
Schlumberger	39 1/8	38 5/8
Texaco	30 1/8	29 3/4
U.A.L. Inc.	31 1/2	32 7/8
Union Carbide	52 7/8	53 1/4
U.S. Steel	19 3/8	18 3/4
Westinghouse	36 7/8	38 7/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 5/8

### LONDRES

Derechef au-dessus de 600

La Bourse de Londres a refranchi cette semaine la barre des 600 et s'est adjugée, malgré un repli initial, un gain de 3 %.

Le retour de Wall Street sur le devant de la scène, le raffermissement de la livre sterling, les meilleurs résultats de BP pour le troisième trimestre : autant de facteurs qui ont incité les opérateurs à reprendre position.

Indice « F.T. » du 3 décembre : industrielles, 606,8 (contre 588,8) ; mines d'or, 474,2 (contre 427,7) ; Fonds d'Etat, 80,63 (contre 79,01).

	Cours 26 nov.	Cours 3 déc.
Beecham	345	368
Bovater	157	159
Brit. Petroleum	234	232
Charter	213	223
Courtauld	72	75
De Beers (*)	5,15	5,80
Dunlop	42	45
Free State Gold*	37 1/8	40 3/8
Gladstone	12,85	13,50
Gl. Univ. Stores	588	608
Imp. Chemical	338	356
Shell	396	414
Unilever	770	778
Vickers	95	85
Warren	33	33 1/2

(\*) En dollars.

### TOKYO

Record presque battu

Le KaKuto-Cho a cette semaine presque failli dépasser son plus haut niveau historique. Fortifié par la remontée du yen, l'espoir d'une prochaine baisse du taux d'escompte, facteur essentiel d'une relance économique, le marché a accéléré son avance, parvenant même, vendredi en cours de séance, à dépasser la cote 8 019,14 atteinte le 17 août 1981. Mais sur des ventes bénéficiaires survenues à la fin du parcours, il a du céder un peu de terrain.

Indice du 4 décembre : Nikkei Dow Jones, 7 991,57 (après 8 027,16) contre 7 898,93 indice général, 585,09 contre 580,55.

	Cours 26 nov.	Cours 3 déc.
Akai	271	270
Bridgeport	470	474
Canon	1 260	1 220
Fuji Bank	500	504
Honda Motors	1 010	980
Matsushita Electric	1 420	1 380
Mitsubishi Heavy	229	227
Sony Corp.	4 200	4 010
Toyota Motors	1 000	998

### FRANCFORT

Au plus haut de l'année

La hausse de Wall Street et la baisse inattendue des taux d'intérêt en R.F.A. ont revigoré le marché, favorisant notamment la reprise des achats en provenance de l'étranger. L'indice de la Commerzbank s'est établi à 744,4 (contre 718,9), soit à son plus haut niveau de l'année.

	Cours 26 nov.	Cours 3 déc.
A.E.G.	28,50	29,20
B.A.S.F.	110,20	112,30
Bayer	106,30	108,30
Commerzbank	128	134
Deutschebank	261,10	272,80
Hoechst	106,80	110,20
Karstadt	193,50	202
Mannesman	132	134
Siemens	248	255,90
Volkswagen	132	135

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	0000	Diff.
4 1/2 % 1973	1 864	+ 84
7 % 1973	8 560	+ 246
10 3/8 % 1975	86,20	+ 0,70
P.M.E. 10 5 % 1976	84,50	+ 0,10
9 3/8 % 1977	181,50	+ 0,40
10 % 1978	83,20	+ 0,30
9 3/8 % 1978	82,25	+ 0,35
8 3/8 % 1978	83,60	+ 0,85
9 5/8 % 1979	79,20	+ 0,20
10 3/8 % 1979	84,60	+ 0,30
12 % 1980	93,15	+ 0,35
13 1/8 % 1980	95,70	+ 0,10
16 3/8 % 1981	104,65	+ 0,10
16 3/8 % 1982	101,50	+ 0,40
16 % 1982	101,50	+ 0,50
15 7/8 % 1982	100,51	+ 0,21
C.N.E. 3 %	3 630	+ 19
C.N.B. 3 500 F	96,10	+ 1
3 000 F	96	+ 1
C.N.B. 5 000 F	96,95	+ 0,95
C.N.I. 5 000 F	96,15	+ 0,85

## Banques, assurances

### sociétés d'investissement

Obtigue de constituer une provision pour risques d'un montant record (plus de 500 millions de DM) afin de renforcer ses structures financières, la Commerzbank ne pourra pas reprendre le service de son dividende pour 1982 suspendu depuis deux ans. De fait, son bénéfice d'exploitation ne sera pas suffisant pour alimenter cette provision et l'établissement, pour procéder à cette opération comptable, devra puiser sur ses recettes exceptionnelles.

Pour 1983, le président de la Banque affirme que celle-ci sera en mesure de réinjecter son capital.

P.L.M. table pour 1982 sur un résultat bénéficiaire à peu près identique au précédent (11,2 millions de francs).

Les Insurembles de la plaine Montcaut vont augmenter leur capital par émission à 200 F de 551 980 actions nouvelles de 100 F nominal (1 pour 10). L'opération, garantie par l'A.G.P.-R.D., permettra à la société de faire bénéficier de la loi sur l'augmentation des dividendes.

	xxx	Diff.
Bail Equipement	191,50	+ 1,38
B.C.T.	125	+ 3,50
Cetolam	240	+ 6
Chargers Réunis	174	+ 2
Bancière (Cie)	246	+ 5
C.F.F.	409	+ 13
C.F.I.	215	+ 11
Eurofrance	377	+ 2
Hémar (La)	368,90	+ 0,10
Imm. Pl.-Moncaut	281	+ 1
Locatrans	199	+ 1
Locidus	499	+ 2
Midi	665	+ 2
O.F.P. (Com. Fin.)	695	+ 5
Parisiennne de réus.	340	+ 1,50
Prêtahil	605	+ 25
Révision	441	+ 11
Schneider	92	+ 1
L.C.B.	138	+ 5,50

## Bâtiment, travaux publics

La fusion de la Société générale d'entreprises et de Sainrapi et Brice a été rendue effective le 30 novembre. Pour les trois premiers trimestres de 1982, le chiffre d'affaires du nouveau groupe s'est élevé à 10,3 milliards de F. A structures comparables, la progression est de 10 %. Elle provient uniquement de l'accroissement de l'activité à l'étranger (+ 24 %), les ventes en volume ayant diminué en France (+ 3 % en francs courants).

	3 déc.	Diff.
Auxil. d'entreprise	949	+ 9
Bouygues	948	+ 15
Ciment Français	144,50	+ 2,50
Dumez	1170	+ 11
J. Lefebvre	166	+ 3
Général d'Entrepr.	295	+ 1
G.T.M.	385,50	+ 40,50
Lafarge	250	+ 2
Maisons Phénix	365	+ 1,50
Pellet et Chauvion	301	+ 13,50
S.C.R.E.G.	112	+ 0,80

## Alimentation

En raison de la réglementation en vigueur, *Félicé Pottier* ne pourra, comme prévu, verser à ses actionnaires un dividende de 16,20 F net (+ 8 %) pour l'exercice clos le 30 juin dernier. A moins que la société ne procède à une augmentation de capital, elle devra limiter la rémunération de son capital à 11,53 F contre 15 F.

	3 déc.	Diff.
Bagin-Sey	211,20	+ 0,20
Beauregard	208	+ 5
B.S.N. G. Dumont	1515	+ 5
Carrefour	1350	+ 50
Casino	1105	+ 35
Châta	598	+ 38
Euromat	950	+ 41
Guyonnet et Gasc.	369,50	+ 0,50
Leclerc	834	+ 9
Marcel	818	+ 9
Molt-Hennessy	828	+ 46
Musum	340	+ 5
Océanide (Gala)	410	+ 10
Oldis-Cabry	144	+ 4,50
Pernod-Ricard	377	+ 2,80
Protonide	1108	+ 35
Soupe Perrier	208	+ 5
St-Louis-Bouchon	161,50	+ 0,50
C.S. Sempuyer	250	+ 5
Veuve Clicquot	1308	+ 23
Vinopar	885	+ 5
Nestlé	15850	+ 2,50

## Filatures, textiles, magasin

Pour les onze premiers mois de l'année, les ventes totales taxes comprises du B.H.V. (magasin Rivoli) progressent de 11,3 % à 1,26 milliard de francs. Le chiffre d'affaires T.T.C. de la société atteint à la même date 2,59 milliards de francs (+ 11,2 % à surface comparable).

	31/12/82	Diff.
André Rouffier	35,80	+ 2,50
F.F. Ascho-Wille	109,50	+ 2,50
B.H.V.	109,50	+ 2,50
C.F.A.O.	488	+ 6
Dumart-Serviposte	795	+ 55
Dary	810	+ 10
D.M.C.	32,20	+ 1
Galeries Lafayette	137,50	+ 3
La Redoute	914	+ 5
Nouvelles Galeries	73	+ 3
Printemps	121	+ 7,50
S.C.O.A.	25,20	+ 2,20

## Matériel électrique

### services publics

Ricoh va distribuer un dividende intérimaire de 5 yens par action contre 4,5 yens.

Pour le premier semestre, le bénéfice net de la société mère a baissé de 15,70 % pour revenir à 4 105 millions de yens. L'importance des stocks, le rétrécissement des débouchés à l'étranger et la stagnation de la demande intérieure ont pesé sur les résultats.

Un redressement est escompté pour le second semestre qui devrait atténuer le recul des six premiers mois.

	3 déc.	Diff.
Alstom-Atlantique	149,50	+ 3,40
C.E.M.	27,10	+ 0,35
C.T.T.-Alcatel	918	+ 3
Crouzet	150	+ 8
Général des Eaux	337,50	+ 3,60
Intermédiaire	1 627	+ 3
Géophysique	9 000	+ 8
Legrand	1 597	+ 2
Lyonnais des Eaux	405	+ 7
Machines Bull	27,90	+ 0,60
Maur	1 448	+ 17
Merle-Gérin	609	+ 7
Motul Leroy-Somer	374	+ 13
Moulinex	69	+ 5,90
P.M. Labinal	212	+ 8
Radio-technique	363,90	+ 4,90
S.E.B.	244	+ 1
Sigaux	501	+ 12
Téléme. Electrique	835	+ 9
Thomson-C.S.F.	159,50	+ 5,50
I.B.M.	761	+ 3
L.T.T.	278	+ 3
Schlumberger	238	+ 12
Siemens	871	+ 6

(Publicité)  
**ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE**  
22, bd Vial-Bouton, 10 de la Jatte, 92, Neuilly  
Téléphone : 747-61-35  
**Alain GOUTHER**  
Centre officiel d'examen - Marins marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

## Métallurgie

### construction mécanique

Le groupe allemand Metallgesellschaft (métallurgie, chimie, négoce) ne versera aucun dividende au titre de l'exercice achevé le 30 septembre dernier. La « situation catastrophique », qui a régné sur le marché des matières, a occasionné de lourdes pertes. Le coût de la fermeture d'une usine a pesé sur les résultats. La direction de la firme estime toutefois que l'année 1983 sera meilleure.

Kubota prévoit pour l'exercice qui s'achèvera le 15 avril 1983 un bénéfice net non consolidé de 15 milliards de yens contre 14,7 milliards pour un chiffre d'affaires de 564 milliards de yens contre 536,22 milliards. Pour le semestre au 15 octobre, le résultat net s'élève à 7 758 millions de yens (+ 5,4 %).

	3 déc.	Diff.
Alpi	57	+ 0,50
Anorg	890	+ 5
Avion Dassault	450	+ 16
Fives-Lille	142,60	+ 2,60
Chiers-Châtillon	11,65	+ 0,15
Cremes-Lore	66,90	+ 0,10
De Dietrich	315	+ 10
FAOM	607	+ 8
Falco	142,60	+ 2,60
Fonderie (Général)	26,50	+ 4,50
Marin-Wendel	51,80	+ 0,80
Métal Normandie	8,10	+ 0,40
Peugeot	326,50	+ 1,50
Peugeot S.A.	131,50	+ 1,30
Poelain	78	+ 3
Sampy	14,50	+ 0,40
Sacilor	1 061	+ 29
Sagem	17	+ 10
Sauter-Duval Entr.	30,40	+ 6,10
Usinor	2,02	+ 0,11
Vallo	221	+ 3
Valloirac	102	+ 0,10

## Pétroles

Les résultats de B.P. s'améliorent. Pour le troisième trimestre, le groupe pétrolier britannique fait état d'un bénéfice net de 213 millions de livres contre 203 millions pour la période correspondante de 1981. Pour les neuf mois, cependant, les profits nets accusent une baisse sévère de 41,9 %, revenant de 799 à 464 millions de livres.

	3/12/82	Diff.
Elf-Aquitaine	108,50	+ 0,70
Esso	171,50	+ 9,50
Francepar	319	- 32
Pétroles française	118	+ 1,90
Pétroles B.P.	36,50	- 1,50
Primagaz	244	- 1
Raffinage	79,80	+ 3,80
Sogerap	289	- 2
Exxon	240,60	- 13,40
Petrofinia	794	- 29
Royal Dutch	280	+ 5



UN JOUR  
DANS LE MONDE

## ÉTRANGER

2. LA TOURNÉE LATINO-AMÉRICAINE DE M. REAGAN.
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT

- M. Andropov veut améliorer les relations soviéto-arabes.

## SUPPLÉMENT

## 5 à 9. AUSTRALIE

- Une crise de croissance.
- ÉCONOMIE : libéralisme et prépondérance des États.
- RELATIONS AVEC LA FRANCE : oublier Muraoka.
- CULTURE : mal connue et pourtant si proche.
- AUSTRALIE DU SUD : préserver son identité.

## POLITIQUE

- La préparation des élections municipales.

## SOCIÉTÉ

11. L'affaire de l'Institut Hypérion.
- JUSTICE : à la cour d'assises de Paris : le baron Empain sur la sellette.
- SCIENCES : départ de la 33<sup>e</sup> expédition polaire française.
12. SPORTS : Boxe - Louis Acanès champion d'Europe.

## CULTURE

13. EXPOSITIONS : les psycho-sites, de Jean Dubuffet.
- DANSE : Yves P., par le groupe Émile Dubois.
15. RADIO-TÉLÉVISION - VU : les tribulations de Kadhaï.

## ÉCONOMIE

16. ÉNERGIE : les nouveaux prix des produits pétroliers.
- ÉTRANGER : les États-Unis comptent douze millions de chômeurs.
- ENVIRONNEMENT.
- 16-17. SOCIAL : « Les nouveaux immigrés » (III), par Jean Benoit.
18. Crédits, changes et grands marchés.
19. La revue des valeurs.

**RADIO-TÉLÉVISION (15)**  
INFORMATIONS  
- SERVICES - (12):  
- Journal officiel - ; Météorologie ; Mots croisés.  
Carnet (12) : Programmes des spectacles (14-15).

**14<sup>e</sup> SALON**  
des  
**ANTIQUAIRES**  
25 NOVEMBRE 6 DÉCEMBRE 1982  
pavillon spodex  
PLACE DE LA BASTILLE  
Les jrs de 11 h à 20 h  
mardi et jeudi jusqu'à 23 h  
samedi et dimanche  
de 10 h à 20 h

**Portez-la pour les fêtes**  
avec le crédit  
**MP**  
Bague diamants forme marquise 14 200 F  
Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont 3 à 6 mois de crédit gratuit (taux : acceptation du dossier)  
Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Emeraude et tous les bijoux or  
MP 4 place de la Madeleine 260.31.44  
86 rue de Rivoli - 128 rue Lafayette  
Catalogue couleur gratuit sur demande

A B C D E F G

## La visite du premier ministre à Pont-à-Mousson

M. Mauroy s'est rendu en hélicoptère, le 4 décembre, à l'abbaye de Prémontrés, en Lorraine, région française qui a perdu le plus d'emplois entre les deux derniers recensements. Il a donc reçu dirigeants syndicaux et élus locaux à l'écart des rassemblements qui étaient prévus à l'appel des syndicats. Notre correspondant à Nancy nous signale que les sidérurgistes de Pompey, comme ceux de Longwy pour lesquels avaient été prévus des cours, devaient se

rassembler à Pont-à-Mousson à l'appel commun de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

La veille de la venue du premier ministre, le bureau exécutif du conseil général de Meurthe-et-Moselle avait déploré que M. Mauroy consacrerait deux heures aux organisations syndicales et trois heures aux élus locaux - alors même que la décentralisation a considérablement étendu le champ de leur responsabilité.

## Le gouvernement consacrera 500 millions de francs à la réindustrialisation de la Lorraine

Mille cinq cents emplois nouveaux seront créés

De notre envoyé spécial

Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). - Pris de court une semaine auparavant par la colère spontanée des sidérurgistes de Denain, M. Mauroy s'est employé à éviter de connaître pareille mésaventure au cours de sa brève visite en Lorraine, samedi matin 4 décembre. Confronté à la perspective des manifestations organisées en fin de matinée à Pont-à-Mousson par les syndicats, le premier ministre devait recevoir successivement des délégations de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la F.O., de la C.F.T.C., mais aussi de la C.G.C., avant de rencontrer les élus locaux et de divulguer, dans un discours, les mesures retenues par le gouvernement, afin de réindustrialiser les centres lorrains les plus touchés par le chômage. La veille, M. Marchais, invité d'Antenne 2, avait demandé aux militants communistes de « discuter » avec le chef du gouvernement « avec esprit de responsabilité pour résoudre les problèmes posés » et sans oublier que les travailleurs ont aujourd'hui « en face d'eux un gouvernement de gauche, alors qu'hier, ils avaient un gouvernement de droite qui approuvait la politique du patronat ».

Les entretiens de M. Mauroy et des représentants syndicaux ont eu lieu, toutefois, à l'écart des rassemblements prévus en ville puisque la visite du premier ministre s'est circonscrite aux locaux de l'ancienne abbaye de Prémontrés, centre régional de conférences. M. Mauroy était accompagné de trois ministres, M.M. Rocard (plan et aménagement du territoire), Le Garrec (emploi) et Ralite (santé). Parmi les décisions prises par le gouvernement, figurent notamment la mise en œuvre de moyens financiers importants pour assurer la diversification industrielle de la Lorraine.

● **Thomson s'implante à Longwy.** - Le groupe Thomson, numéro un français de l'électronique et de l'électroménager, a décidé d'implanter à Longwy (Meurthe-et-Moselle), lieu de la sidérurgie, une fabrique de cassettes vidéo, en accord avec la Délégation de l'aménagement du territoire (Datat). Cette usine sera la première du genre éditée par une entreprise française. Elle sera opérationnelle fin 1983. L'annonce de cet investissement industriel est intervenue quelques heures avant la visite du premier ministre, M. Pierre Mauroy, dans cette région sinistrée par la crise de la métallurgie.

## Micro-informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 60 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION informatique, soutirée « Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION informatique, l'ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

## L'OBJECTIF DE PRODUCTION DE 24 MILLIONS DE TONNES D'ACIER SERA MAINTENU

M. Mauroy.

M. Mauroy, dans un entretien publié par le *Republican Lorrain* le 4 décembre, continue de juger « ambitieux, mais réaliste », l'objectif de production annuelle d'acier de 24 millions de tonnes. « Nous n'envisageons pas de le modifier », ajoute le premier ministre. La production de 1982 - après un recul de 10 % en 1981 - pourrait revenir, avec 17 millions de tonnes, à son plus bas niveau depuis 1960. Or le rapport Judet sur lequel repose le « plan acier » retenait cette hypothèse haute à partir d'une croissance forte en 1982 et 1983 et d'importants investissements. On peut donc se demander si le maintien d'un objectif de 24 millions de tonnes ne risque pas de conduire à des surcapacités notables dans quatre ans.

Les syndicats étudient d'autre part un nouveau dispositif de protection sociale qui doit prendre le relais de la convention de 1979. De douze mille à quatorze mille travailleurs considérés comme en surcroît seraient touchés par ce nouveau dispositif.

D'après les renseignements fournis par les syndicats, ce projet, qui peut encore subir des modifications sensibles, repose sur trois piliers : les « mesures d'âge » concernant les sidérurgistes âgés de cinquante à soixante ans, les mutations à l'intérieur ou à l'extérieur des groupes, assorties de garanties de reclassement, avec, si nécessaire, une formation complémentaire, et une réduction de la durée du travail.

Jusqu'à présent, les organisations syndicales n'ont manifesté que peu d'enthousiasme sur ces propositions, en retrait sur celles de la convention précédente, qui assuraient de 74 à 79 % du salaire brut antérieur, soit, environ, de 85 à 90 % du net.

ALAIN ROLLAT.

Le numéro du « Monde » daté 4 décembre 1982 a été tiré à 493 740 exemplaires.

**POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR**  
Sans frotter du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

**CAPÉLOU** 37, Av. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS - 10<sup>e</sup> arrondissement  
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

**goûtez au soleil.**  
clémentines  
QUALITÉ  
Maroc

## APRÈS L'ANNULATION DE LA LOI DE DÉCENTRALISATION DANS LES DOM

## Le prochain conseil des ministres étudiera un projet instituant des assemblées régionales élues à la proportionnelle

« (...) Dans les départements d'outre-mer, institution d'un conseil départemental, élu à la proportionnelle et responsable de la vie locale de chaque département. (...) » : extrait de la cinquante-huitième des cent dix propositions de M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République. La traduction législative de cet engagement (1) est contraire à la Constitution. Ainsi en a décidé, jeudi 2 décembre, le Conseil constitutionnel saisi par M. Alain Fohrer, président du Sénat, par cent neuf sénateurs et par cent cinq députés de l'opposition.

Les neuf membres du Conseil constitutionnel n'ont pas fait de détail : c'est bel et bien l'ensemble du texte qu'ils ont déclaré inconstitutionnel. Ce n'est certes pas un précédent (la fouille des véhicules, l'enseignement privé agricole, l'enseignement privé agricole, la loi de finances pour 1980... la sentence avait été tout aussi globale). Il n'empêche, un tel verdict est un revers pour le gouvernement et sa majorité, et fournit un argument à l'opposition, qui peut crier victoire.

Pour le Conseil constitutionnel, aucune ambiguïté, aucun précédent ne pouvait permettre au législateur de créer une nouvelle collectivité territoriale sans le dire expressément. Départements métropolitains et départements d'outre-mer ne sont pas dissociables, précise le juge suprême : dès lors la notion d'assemblée départementale, résultante de composantes territoriales (cantons), ne peut être supprimée outre-mer et maintenue en métropole. Le gouvernement est donc allé bien au-delà des « mesures d'adaptation » autorisées pour les DOM par la Constitution en voulant instaurer une assemblée unique.

« Le gouvernement a pris acte » de la décision des juges constitutionnels, a expliqué M. Mauroy. Que peut-il faire ? Il envisage d'instaurer une assemblée régionale élue à la

proportionnelle, dotée de pouvoirs élargis (« un maximum de pouvoir », explique-t-on dans l'entourage de M. Emmanuel, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM). L'ardeur mise par le gouvernement à défendre son projet initial et à justifier son caractère urgent l'oblige à aller vite. L'examen du nouveau projet dès le 8 décembre de cet engagement (1) est contraire à la Constitution. Ainsi en a décidé, jeudi 2 décembre, le Conseil constitutionnel saisi par M. Alain Fohrer, président du Sénat, par cent neuf sénateurs et par cent cinq députés de l'opposition.

Jugée « dangereuse », en ce qu'elle risque de relancer la querelle du statut des DOM, par M. Wilfrid Bertie (P.S.), député de la Réunion, qualifiée de « scélérates » par le parti socialiste guyanais, la décision du Conseil constitutionnel est « profondément » regrettée par le groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui lui voit un « caractère politique », dans la mesure où elle « met en cause le processus de démocratisation souhaité par les populations des DOM et par la représentation nationale ».

L'opposition, toutes tendances confondues, se félicite de la position adoptée par le Conseil constitutionnel. Elle y trouve a posteriori confirmation du bien-fondé des mises en garde qu'elle avait formulées. C'est ce que soulignent M.M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, Louis Vireux, sénateur centriste de la Réunion, Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., et Pierre Mahi-gnerie, président du C.D.S.

A. Ch.

(1) Il s'agit du texte adopté définitivement, le 23 novembre dernier par l'Assemblée nationale - portant adaptation de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion.

## La décision

Les parlementaires auteurs de la saisine soutenaient notamment, d'une part, qu'en substituant au conseil général et au conseil régional une assemblée unique élue à la représentation proportionnelle dans une circonscription unique, et en créant une nouvelle collectivité territoriale qui supprime le département, la loi viole le principe de l'assimilation des départements d'outre-mer aux départements de la métropole.

Le Conseil constitutionnel explique qu'en confiant la gestion des départements d'outre-mer à une assemblée qui, contrairement au conseil général des départements métropolitains en l'état actuel de la législation, n'assure pas la représentation des composantes territoriales du département, la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel confère à cette assemblée une nature différente de celle des conseils généraux.

« Ainsi, ces dispositions vont au-delà des mesures d'adaptation prévues à l'article 73 de la Constitution autorisées en ce qui concerne l'organisation des départements d'outre-mer », ajoute-t-il.

Il considère donc qu'en donnant à cet article une portée qu'il n'a pas, le législateur a méconnu la règle de droit qui définit sa compétence et [que], dès lors, la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel doit être déclarée non conforme à la Constitution.

● **Le P.-D.G. de France-Soir.** M. Jacques Hersant, a indiqué jeudi 2 décembre à une délégation inter-syndicale qu'une étude était en cours pour le rachat éventuel de France-Soir, faisant valoir l'existence de « plusieurs acquéreurs éventuels » (nos dernières éditions du 4 décembre).

● **Seizième inculpation dans l'affaire Hersant.** M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, a inculpé le 3 décembre d'infraction aux articles 4 et 7 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française M. Pierre Janrot, soixante et un ans (actuellement directeur général du *Berry républicain*), pour avoir été de la fin de 1976 à 1979 directeur de publication de France-Antilles, journal publié par la société France-Antilles, dont M. Robert Hersant possédait 99 % du capital. Cette inculpation est la seizième prononcée depuis l'inculpation du « dossier Hersant ».

● **M. Olivier Stirn,** vice-président du parti radical, a déclaré le 3 décembre : « Il faut un centre qui accepte certaines propositions de la gauche, qui essaie de trouver avec elle des terrains d'entente. »

● **Le parti socialiste évalue,** a-t-il ajouté, il y aura un jour une possibilité d'entente entre les socialistes et le centre.

## M. MAUROY : PAS DE REMISE EN CAUSE DU PRINCIPLE

M. Mauroy a fait, vendredi soir 3 décembre, à l'hôtel Matignon, la déclaration suivante, en présence de M. Emmanuel, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM : « Le gouvernement prend acte de la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi portant adaptation de la décentralisation dans les DOM. Le Conseil constitutionnel ne remet pas en cause le principe d'une assemblée régionale élue à la représentation proportionnelle et exerçant dans les départements les compétences de la nouvelle collectivité régionale. Le gouvernement fixera au conseil des ministres du 8 décembre les modalités et le calendrier de la mise en place de cette nouvelle assemblée. Il étudiera également les conséquences à en tirer pour l'organisation des départements. »